RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Institut national de recherches archéologiques préventives – Rapport d'activité 2024

Inrap

Inrap
Institut national
de recherches
archéologiques
préventives

Rapport d'activité 2024

Nous fouillons, c'est votre histoire

Inrap

Institut national
de recherches
archéologiques
préventives

Rapport d'activité 2024

« L’Inrap réalise les diagnostics
et les fouilles d’archéologie préventive.
Il assure l’exploitation scientifique
des opérations d’archéologie préventive
et la diffusion de leurs résultats.
Il concourt à l’enseignement, à la
diffusion culturelle et à la valorisation
de l’archéologie. »

—

Article L 523.1 du *Code du Patrimoine*

Implantations territoriales

au 1er janvier 2025

Sommaire

Implantations territoriales
page 4

Avant-propos
page 6

Introduction
page 7

L'Inrap 2016 – 2024 : bilan et perspectives
page 8

Chiffres clés
page 14

Les étapes de l'archéologie préventive sur terre et sous les eaux : quelques exemples
page 19

Nous fouillons, c'est votre histoire
page 37

Auvergne – Rhône-Alpes
page 38

Bourgogne – Franche-Comté
page 44

Centre – Île-de-France
page 50

Grand Est
page 56

Grand Ouest
page 62

Hauts-de-France
page 68

Midi-Méditerranée
page 74

Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer
page 80

Conduire les missions
page 87

Le contrat d'objectifs et de performance 2019-2024
page 89

La politique partenariale
page 93

Le bilan de l'activité
page 97

Les diagnostics
page 101

Les fouilles
page 107

La programmation scientifique et culturelle
page 115

L'international
page 125

Les ressources humaines
page 129

La gestion financière et comptable
page 135

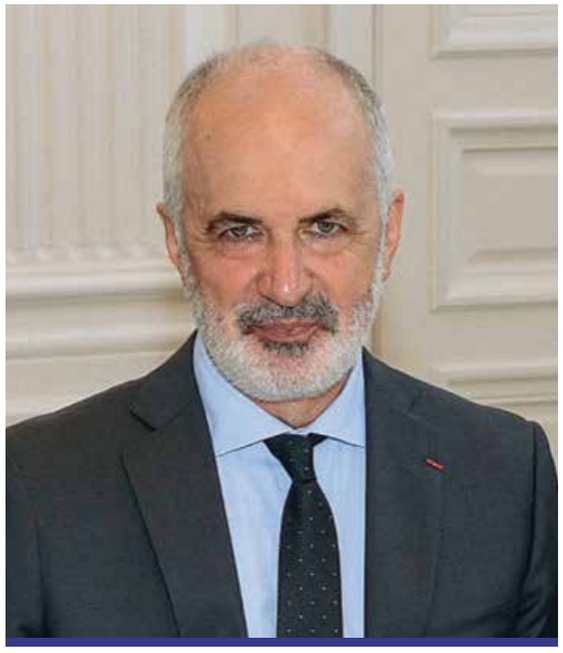
Annexes
page 141

Composition du conseil d'administration et du conseil scientifique
page 142

Travaux et délibérations du conseil d'administration et du conseil scientifique en 2024
page 144

Organigramme au 1er juillet 2025
page 146

Avant-propos



Dominique Garcia
Président de l'Inrap

En 2024, l'Inrap a poursuivi avec vigueur ses actions au service de la sauvegarde du patrimoine et de la valorisation de la connaissance. Plus de 1 700 diagnostics et 235 fouilles ont été réalisés sur l'ensemble du territoire témoignant de la densité du patrimoine enfoui sous les espaces promis à de futurs aménagements.

L'année a été marquée par plusieurs découvertes majeures (un rare bâtiment absidial de l'âge du Bronze à Marseille, des vestiges liés à la guerre des Gaules à Villedieu-sur-Indre, des structures antiques et médiévales mises au jour lors de la construction du métro à Toulouse ou les sépultures révélées lors de l'aménagement du parvis de la cathédrale d'Angers…) voire exceptionnelles comme celles réalisées lors de la restauration de Notre-Dame de Paris.

L'Institut a signé un accord-cadre avec le CNRS, et a aussi renforcé ses partenariats avec des fédérations d'aménageurs, les collectivités territoriales, les universités et les laboratoires de recherche. La diffusion des savoirs a été au cœur de notre démarche avec plus de 1 800 actions de médiation sur tous les territoires et une belle saison culturelle autour des jeux olympiques et paralympiques.

Sur le plan scientifique, l'Institut a renforcé sa place au sein des UMR, a publié une vingtaine d'ouvrages et plusieurs centaines d'articles, et a activement participé à des projets de recherche.

L'année a aussi vu la consolidation des démarches de transition écologique dans les pratiques de terrain et une montée en puissance du recours aux technologies numériques (3D, SIG, bases de données interopérables).

2024 fut également l'occasion de dresser un bilan des actions conduites par la direction générale pour garantir la pérennité de l'établissement, pour consolider ses compétences scientifiques et améliorer les conditions d'emplois et de rémunération des personnels : un Institut armé pour faire face aux défis à venir et poursuivre ses missions au service de tous les citoyens.

Introduction

Daniel Guérin
Directeur général délégué de l'Inrap

Comprendre d'où nous venons pour savoir où nous allons

Ce rapport d'activité 2024 offre l'opportunité de revenir sur une année riche en résultats scientifiques et en projets aboutis. Mais il est aussi l'occasion de nous retourner un instant sur le chemin parcouru par l'Inrap au cours des dernières années.

Depuis 2016, sous l'autorité de Dominique Garcia, président de l'Inrap – que je veux remercier ici de sa constante confiance – nous avons, avec les équipes de l'Institut, œuvré au redressement d'un établissement encore récent dont il nous a fallu stabiliser le fonctionnement et le modèle économique, créer des marges de manœuvres financières, développer les partenariats ou refonder les principes d'un dialogue social constructif.

Désormais, comme vous le constaterez dans les premières pages de ce rapport, l'Inrap peut s'appuyer sur une organisation solide, un management assumé, des compétences scientifiques renforcées, un rayonnement culturel reconnu, des conditions de travail et de rémunérations améliorées, des missions élargies, une relation de confiance avec ses ministères de tutelle. Un Institut qui assume aussi aujourd'hui une démarche client et un partenariat étroit avec les aménageurs publics comme privés.

Dans le complexe contexte budgétaire et économique auquel notre pays est confronté, l'Inrap est aujourd'hui une institution solide, de référence, prête à assumer les nouveaux enjeux qui sont devant elle pour conjuguer au futur aménagement du territoire et sauvegarde de la connaissance archéologique.

L'Inrap 2016 – 2024 : bilan et perspectives

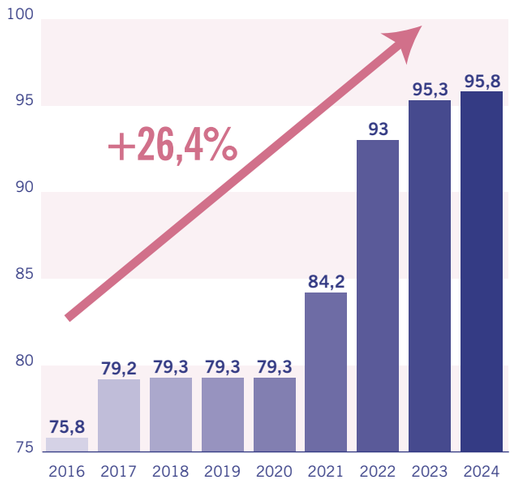
Ces dernières années, l'Inrap est engagé dans une démarche assumée, volontariste, de redressement et de stabilisation, avec pour objectifs de garantir la pérennité de l'établissement et de ses missions, la consolidation des compétences scientifiques et l'amélioration des conditions d'emplois et de rémunération de ses personnels. Quel bilan en tirer ? Quelles en sont les perspectives ?

Un financement public en augmentation de 26 % depuis 2016 mais qui doit être consolidé

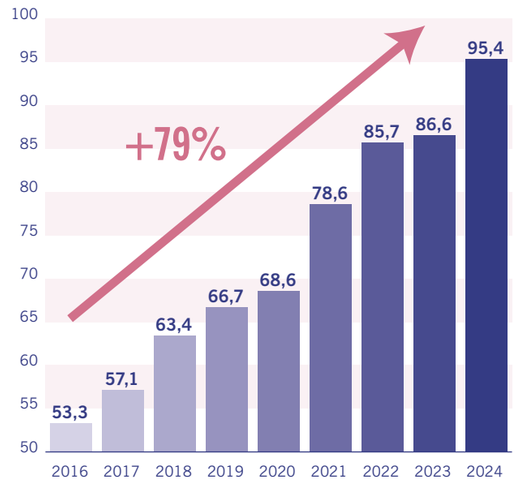
Depuis 2016, le produit de la redevance d'archéologie préventive (devenue taxe d'archéologie préventive) initialement perçu pour partie par l'Inrap a été remplacé par le versement de subventions publiques afin de garantir la stabilité de ces financements. Ces subventions ont fortement augmenté au cours des dernières années pour tenir compte des besoins de l'établissement.

À ces subventions de fonctionnement se sont ajoutés des financements exceptionnels (crise de la Covid-19, plan de relance, remboursement de la dette, prise en charge des missions d'archéologie sous-marine et de gestion partagée des centres de conservation et d'études, CCE) pour plus de 40 millions d'euros au total. Si ces subventions ne permettent pas d'assurer aujourd'hui l'équilibre du secteur non concurrentiel (diagnostics, recherche, valorisation notamment), leur évolution témoigne d'un fort soutien des pouvoirs publics – et particulièrement du ministère de la Culture – aux missions de l'Inrap.

Évolution des subventions de fonctionnement (M€)



Évolution du chiffre d'affaires de l'Inrap (M€)



Des ressources propres qui ont fortement progressé au cours des dernières années

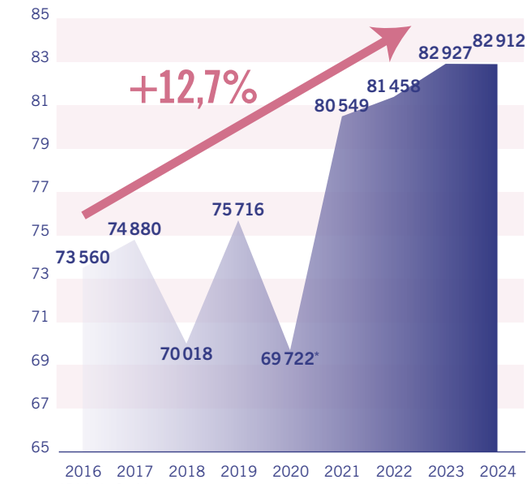
Entre 2016 et 2024, le chiffre d'affaires de l'établissement (produits des fouilles et des prestations) est passé de 53 à 95 millions d'euros, soit +79 %. Cette progression est principalement due à une forte augmentation de l'activité concurrentielle et des parts de marché. Enfin, l'Inrap a obtenu, en 2016, son éligibilité au crédit impôt recherche pour ses activités concurrentielles (soit de 10 à 13 millions d'euros par an), rétablissant ainsi l'iniquité qui préexistait, puisqu'il en était exclu contrairement aux opérateurs privés.

Une situation financièrement assainie

L'Inrap a rétabli sa situation économique dès 2017 et dégagé des excédents qui ont permis de finir ses missions, de provisionner ses risques (notamment contentieux). En outre, l'Institut a apuré l'ensemble de sa dette (en particulier un emprunt de plus de 16 millions d'euros qu'il portait depuis sa création) et constitué une trésorerie qui lui donne la possibilité, aujourd'hui, dans un contexte budgétaire plus tendu, de faire face à ses obligations.

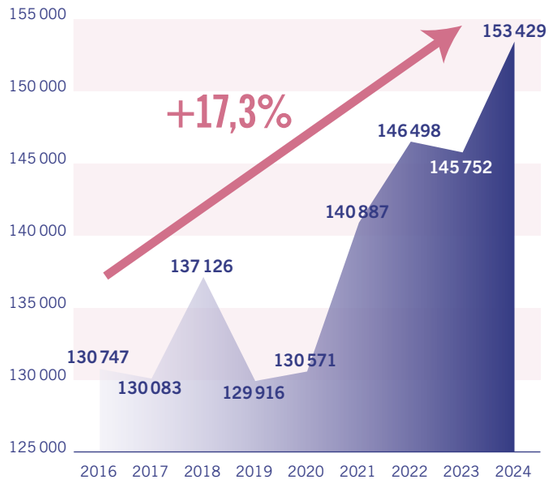
Fouille en cours du niveau d'occupation du bâtiment sur solins à Ghisonaccia (Haute-Corse), vestige d'un habitat étrusque des vᵉ-ivᵉ siècles avant J.-C.
© Brice Chevaux, Inrap

Évolution du nombre de journées de travail consacrées aux diagnostics



*Période Covid

Évolution du nombre de journées de travail consacrées aux fouilles



+18 %

d'activité scientifique et opérationnelle

entre 2016 et 2024

De 2016 à 2024, l'activité de diagnostics a progressé, ainsi l'Inrap y a consacré en 2023 et 2024 plus de 82 000 journées de travail. Parallèlement, l'activité de fouilles a fortement augmenté, retrouvant, également en 2023 et 2024, son niveau le plus élevé depuis 10 ans. Enfin, les journées de travail dédiées à la recherche ont été portés de 20 000 jusqu'en 2020, à 25 000 en 2022 et 2023, à plus de 23 000 en 2024.

En même temps, les missions de l'Inrap ont été élargies à partir de 2017. L'Institut a désormais en charge l'archéologie sous-marine en lien étroit avec le Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM). Parallèlement, l'établissement assure, pour le compte et sous le contrôle de l'État, la gestion de sept centres de conservation et d'étude des vestiges et de la documentation archéologique.

Un archéologue relève les dimensions et la stratigraphie d'un sondage au pied du débarcadère de l'île Sainte-Marguerite (Alpes-Maritimes).
© T. Seguin, Inrap

Les archéologues de l'Inrap réalisent un diagnostic à Saint-Pierre-et-Miquelon. Rencontre avec le président et le directeur général délégué, mai 2025.
© Inrap

En 2025, l'activité opérationnelle s'annonce toutefois en baisse. Pour les diagnostics, le niveau inscrit au budget initial 2025 de l'établissement, 55 000 journées de travail, était très en retrait du réalisé des exercices précédents. Des échanges constructifs sont conduits depuis plusieurs mois par la présidence et la direction générale de l'Institut avec le ministère de la Culture. Un abondement de subvention de 4,3 millions € au total, décidé par la ministre de la Culture, va permettre de remonter à 70 000 journées.

Les échanges et le dialogue se poursuivent afin de renforcer encore les moyens de l'établissement et de répondre à l'enjeu de sécurisation des financements en 2026.

Dans un contexte de réduction du nombre d'opérations d'aménagement, l'objectif est, par ailleurs, de maintenir, voire d'augmenter les parts de marché de l'Inrap concernant les fouilles (aujourd'hui 55 %), dans le but de stabiliser l'activité au niveau atteint en 2023 : 145 752 jours. La trajectoire actuelle rend confiant sur l'atteinte de ce niveau élevé.

Enfin, les 20 000 journées de travail consacrées à la recherche répondent à l'ambition historique de la discipline et font de l'Inrap le premier établissement européen de recherche en archéologie.

Plus généralement, l'objectif est de consolider et sécuriser les missions de l'Inrap tout en assurant l'équilibre économique et donc la pérennité de l'établissement.

+300

recrutements en CDI

entre 2022-2024

L'Inrap à un très haut niveau d'emplois et de compétences scientifiques

L'Inrap s'est préparé au renouvellement des générations qui s'annonce. L'âge moyen auquel les agents de l'Institut font valoir leurs droits à la retraite a sensiblement augmenté ces dernières années (62 ans en 2015, 63 ans en 2021, 65,2 ans en 2024). Cette situation reporte d'autant les départs importants initialement attendus à partir de 2024 : l'établissement a ainsi décidé d'anticiper ce renouvellement en recrutant plus de 300 archéologues en CDI entre 2022 et 2024, soit un niveau supérieur à celui des départs (tous motifs confondus) depuis 2016.

Aujourd'hui, l'établissement accueille 2 017 agents en CDI, soit environ 1 850 équivalents temps plein. Ce très haut niveau d'emploi pérenne n'a, depuis la création de l'Inrap, été dépassé qu'une seule fois dans l'histoire de l'Institut, en 2016.

L'Inrap porte un modèle social ambitieux avec plus de 85 % de CDI en 2024. L'objectif est de rester au-dessus de 80 % à l'horizon 2030, tous à temps complet ou temps partiel choisi.

+246

ETPT

(équivalents temps plein travaillé)

entre 2017-2024

Dans le même esprit, l'établissement a souhaité, depuis 2021, accompagner le développement professionnel et les parcours de ses agents. Ainsi, en 4 ans plus de 550 archéologues de l'Inrap ont ou vont bénéficier d'une promotion ce qui constitue là encore le plus haut niveau – et de loin – depuis la création de l'établissement public En 2025, plus de 230 personnels ont été ou vont être, à nouveau, promus dans le cadre du plan qui vient d'être initié. Et le dispositif d'avancement accéléré d'échelon, supprimé il y a de nombreuses années, va être rétabli.

Des rémunérations en forte progression depuis 2022

Après des années de stagnation, le salaire moyen des personnels de l'Inrap a augmenté de plus de 20 %.

Une partie d'un dépôt monétaire découvert à Bassing (Moselle) sur le tracé de la LGV Est.
© Loïc de Cargouët, Inrap

Cette progression voulue par le président et le directeur général délégué de l'Inrap est d'abord le fruit d'un accord social négocié avec le ministère de la Culture, les organisations syndicales et signé avec trois d'entre elles. Celui-ci témoigne des effets d'un dialogue constructif entre les partenaires sociaux qui a aussi permis de conforter l'accord exemplaire sur la mutuelle et la prévoyance dont bénéficient les agents de l'établissement. Au-delà, plusieurs dispositifs de rémunérations complémentaires ont été mis en place ou améliorés : progression de 25 % de la valeur faciale des tickets restaurant, chèques cadeaux au titre de l'atteinte des objectifs collectifs fixés à l'établissement (dispositif qui vient d'être renforcé et pérennisé jusqu'en 2028), chèques cadeaux pour les enfants

Fouille d'un aménagement en terre et en bois antique (Ier-IIIe siècle) en tête de l'île Coton (Pays de la Loire).
© Emmanuelle Collado, Inrap

du personnel à Noël, part variable pour les personnels administratifs qui doit être élargie à partir 2025 à tous les personnels en CDI comme le prévoit l'accord social. Les entretiens professionnels d'évaluation, quasi inexistants jusqu'en 2016 ont été mis en place : désormais, plus de 80 % des personnels bénéficient annuellement de cet important temps d'échanges.

Aménageurs : un partenariat et une écoute renforcés

L'Inrap, premier opérateur d'archéologie préventive européen a choisi de s'engager clairement, depuis 2016, dans une relation « client » visant à mieux allier encore conservation par l'étude et aménagement du territoire. Cette démarche a pris la forme de la création de « hot line » pour répondre aux besoins des aménageurs, de conventions partenariales avec plusieurs dizaines d'acteurs du secteur (fédérations d'aménageurs privés, collectivités territoriales, associations d'élus, grandes institutions…).
Les clients de l'Inrap ont témoigné de leur satisfaction de ce choix. Lors du dernier baromètre réalisé par un institut indépendant, plus de 95 % des clients de l'Inrap ayant répondu à l'enquête ont exprimé leur satisfaction à l'endroit de l'établissement public (+4,3 % par rapport au précédent baromètre établi en 2017). 96,8 % des aménageurs ayant fait appel à l'Institut disent vouloir le recommander (+4,9 % par rapport à 2017) et 98,4 % satisfaits de la réalisation des chantiers de fouilles par l'Inrap, témoignant ainsi de la reconnaissance des compétences, de la réactivité, de la qualité et du savoir-faire des équipes de l'Institut.

À l'occasion de l'édition 2025 du Salon de l'Association des maires d'Île-de-France, Daniel Guérin, directeur général de l'Inrap, et Stéphane Beaudet, président de l'Association des maires d'Île-de-France, en présence de Sébastien Hennick, directeur interrégional Centre-Île-de-France à l'Inrap, ont renouvelé leur convention de partenariat en vue de faciliter l'intégration des opérations archéologiques préventives et de contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire des territoires franciliens.
De gauche à droite : Stéphane Beaudet, président de l'Amif, Daniel Guérin, directeur général de l'Inrap, Sébastien Hennick, directeur interrégional Centre-Île-de-France à l'Inrap.
© Inrap

L'Inrap et le groupe LP promotion ont signé une convention-cadre de partenariat pour la réalisation et la valorisation des opérations d'archéologie préventive à l'occasion des travaux d'aménagement conduits par le groupe LP Promotion. De gauche à droite : Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap, Auguste Victor, directeur régional, représentant Pierre Aoun, directeur général du groupe LP Promotion, Sylvia Pinel, ancienne ministre et présidente du Comité de mission du groupe LP Promotion, et Dominique Garcia, président de l'Inrap.
© Inrap

Et maintenant ?

L'Inrap entend assumer avec volontarisme ses missions pour allier préservation de l'archéologie préventive et aménagement du territoire. Cet objectif passe évidemment par un niveau de financement public et des ressources propres répondant à ses besoins. Elle implique aussi une agilité et une adaptabilité de sa structure à l'évolution de la capacité économique pour assurer la pérennité de l'établissement. La structuration de l'Inrap, la solidité qui en découle, sa structure d'emplois, ses compétences scientifiques, les marges de manœuvre créées pour faire face aux aléas mais aussi le nouveau contrat d'objectifs et de performance durable (COP-D) 2025-2028 qui vient d'être adopté par le conseil d'administration de l'Inrap et signe la confiance des autorités de tutelle, permettent dans un contexte budgétaire et économique certes complexe, de regarder l'avenir avec confiance.

Diagnostic archéologique mené au musée du Louvre.
© Sébastien Hennick, Inrap

Chiffres clés

Le budget

200 millions d'euros

Décor sculpté représentant un édifice religieux, élément du jubé du XIIIe siècle de la cathédrale Notre-Dame de Paris mis au jour en 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

Les personnels

2 180
collaborateurs au 31 décembre 2024, dont 2 017 en CDI, 133 en CDD et 30 apprentis.

Bague en or avec intaille, IIe-IIIe siècle trouvée sur le site de Pacé (Ille-et-Vilaine).
© Emmanuelle Collado, Inrap

La formation

5 214 jours
de formation pour 2 376 agents.

Segments de frise à décor de feuilles de vigne avec un rongeur, élément du jubé du XIIIe siècle de la cathédrale Notre-Dame de Paris mis au jour en 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

Les diagnostics

1 702 diagnostics
terrestres et subaquatiques réalisés.

Bifaces de la fin du Paléolithique moyen (-70 000 à -45 000 ans) témoignent du passage de Néandertaliens à Creysse en Dordogne.
© Michel Brenet, Inrap

1 844 rapports
de diagnostics remis à l'État.

82 912
journées de travail consacrées aux diagnostics.

Tête de Christ aux yeux clos, élément du jubé du XIIIe siècle de la cathédrale Notre-Dame de Paris mis au jour en 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

Les fouilles

235 **fouilles réalisées par l'Inrap**
(phase terrain terminée au 31 décembre 2024).

222 rapports de fouilles remis à l'État et aux aménageurs.

99% taux d'avis favorables rendus par les commissions territoriales de la recherche archéologique sur les rapports de fouille remis.

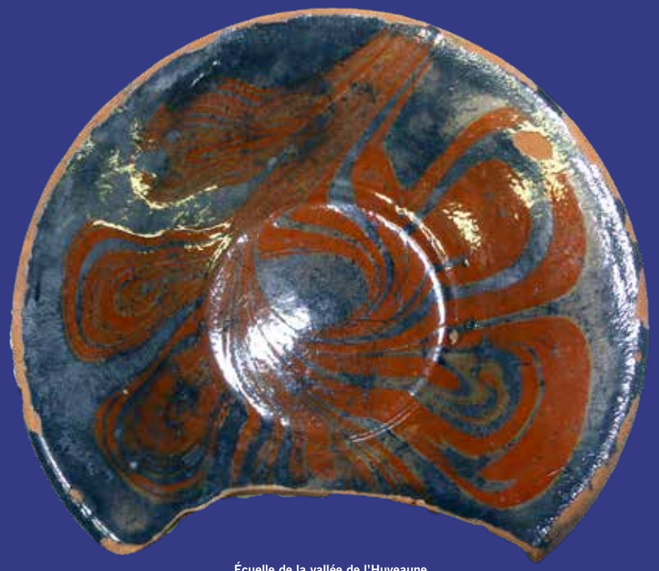
153 429 journées de travail consacrées aux fouilles.

Bloc d'angle sommé d'une corniche à décor végétal, élément du jubé du XIIIe siècle de la cathédrale Notre-Dame de Paris mis au jour en 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

La recherche

25 271 journées de travail consacrées à la recherche (dont 374 aux activités internationales et 107 aux fouilles programmées).

567 agents membres d'une unité mixte de recherche.
199 agents titulaires d'une thèse.
755 publications scientifiques.



Écuelle de la vallée de l'Huveaune, XVIIIe siècle, mise au jour lors du diagnostic subaquatique réalisé à Saint-Pierre en Martinique.
© Elisa Bailly, Inrap

La valorisation

1 456 989
visiteurs ont bénéficié de plus de 1 800 actions de valorisation en France.

1 800 000
visites numériques sur inrap.fr et la chaîne YouTube de l'Inrap.

Camée représentant Minerve sur son bige. Découvert à Parville dans l'Eure, il est conservé au musée départemental des Antiquités de Seine-Maritime à Rouen.
© Hervé Paitier, Inrap

1 876 **initiatives** en régions, dont :

44 expositions
coproduites par l'Inrap

288 conférences

335 visites de chantiers
(tous publics confondus, scolaires, aménageurs, élus)

831 initiatives
mises en place par l'Inrap dans le cadre des Journées européennes de l'archéologie, des Journées européennes du patrimoine et de la de la Fête de la science.

302 034 jeunes
de moins de 18 ans ont été sensibilisés à l'archéologie grâce à une action de médiation de l'Inrap.

79 classes
dans 27 communes ont bénéficié d'un Parcours en éducation artistique et culturelle (Péac) sur l'année scolaire 2023-2024, dans le cadre de 32 programmes pédagogiques différents, soit 1 883 élèves au total.

4 226 journées de travail
consacrées aux actions de valorisation (visites de sites, Journées européennes de l'archéologie, Journées européennes du Patrimoine, Fête de la Science, portes ouvertes, expositions, conférences, etc.).

Journées européennes du Patrimoine 2024, atelier simulateur de fouille
© J. Thomas, Musée de Morlaix

Les étapes de l'archéologie préventive sur terre et sous les eaux : quelques exemples +

L'exemple de Strasbourg

Diagnostiquer

Le diagnostic, prescrit par l'État, détecte, caractérise, circonscrit et date d'éventuels vestiges par des sondages sur une partie de la surface d'un projet d'aménagement.

L'Inrap contribue depuis 20 ans à la découverte du riche passé archéologique de l'Eurométropole de Strasbourg, notamment à travers de nombreux diagnostics. En 2024, sept opérations ont été conduites en amont de projets de réaménagement urbain, ou pour étudier le bâti ancien dans le secteur médiéval. Les diagnostics d'archéologie du bâti permettent de documenter et de conserver des informations avant des travaux de rénovation ou de démolition. Ils nécessitent plus particulièrement un échange avec les services de l'État, afin de préciser les objectifs des expertises à mener. Ces diagnostics fournissent des données précieuses pour accompagner les travaux de réaménagement ou de restauration en respectant l'histoire des bâtiments.

Ces opérations enrichissent les connaissances sur l'évolution urbaine et architecturale de la ville médiévale, et dès le XIVe siècle à Strasbourg. Les archéologues s'intéressent plus particulièrement aux techniques et aux phases de construction des éléments architecturaux. Ainsi, des prélèvements peuvent permettre d'identifier la provenance des roches utilisées conduisant à distinguer différentes phases d'édification. La lithothèque présente dans le centre de recherches archéologiques d'Eckbolsheim facilite l'analyse de ces matériaux de construction durant le diagnostic. Les équipes élaborent des modèles numériques des bâtiments, pour en faciliter l'analyse et proposer leurs premières interprétations dans les rapports transmis à l'État. Les reconstitutions 3D peuvent indiquer un type de construction même endommagée.

Ces approches favorisent la connaissance de l'histoire des bâtiments, en complément des études menées dans les archives. À Strasbourg, le diagnostic d'archéologie du bâti est un outil important pour préciser les besoins d'études dans le cadre de prescriptions de fouilles en tenant compte d'un bâti médiéval particulièrement bien conservé.

Restitution du puits de 1488 mis au jour 118 Grand-Rue à Strasbourg.
© Mikaël Sévère / Archéologie Numérique

Fouiller

Selon les résultats du diagnostic, l'État peut prescrire une fouille archéologique préventive dont les découvertes permettent de comprendre l'évolution du site.

La ville de Strasbourg s'est développée à partir de 12 avant J.-C. afin de créer un avant-poste militaire pour sécuriser cette position stratégique au bord du Rhin. Des monuments funéraires de légionnaires ont été trouvés dans le quartier de Koenigshoffen, témoignant de l'installation de la *Legio II Augusta* vers 15 après J.-C. Dès lors, une nécropole se développe. Des vestiges sont mis au jour dès la seconde moitié du XVIe siècle, lors de travaux de fortification de la ville. Depuis ces premières découvertes, des observations et des sauvetages ont régulièrement complété les connaissances sur cette allée de tombeaux. Depuis une vingtaine d'années les opérations d'archéologie préventive liées à un important programme de réhabilitation et d'aménagement impulsé par la ville ont encore accru les données. Elles en offrent une image de plus en plus précise. Cette vaste nécropole a été progressivement abandonnée au cours du IIe siècle à la suite du développement d'un quartier d'habitation et d'artisanat. Une opération menée en 2024 a ainsi mis en évidence une nécropole à crémation présentant au moins quatre enclos funéraires quadrangulaires possédant chacun un dépôt de crémation central, une soixantaine de dépôts de crémation secondaires appartenant aux Ier et IIe siècles après J.-C. et dix bûchers funéraires bien conservés, dont une tombe bûcher. Cette concentration de bûchers, probablement datés du IIe siècle, est pour le moins exceptionnelle sur une cinquantaine de mètres carrés. Ces découvertes inédites précisent l'organisation de la nécropole, tout en permettant des comparaisons avec d'autres nécropoles qui se sont développées dans des agglomérations antiques similaires.

Le chantier de Koenigshoffen.
© Inrap

Étudier

Les archéologues exploitent et interprètent les données relevées sur le terrain puis rédigent un rapport qu'ils partagent avec la communauté scientifique.

La ville de Strasbourg est riche d'un patrimoine archéologique exploré depuis le XVIe siècle, notamment les vestiges de l'Antiquité. Le quartier de Koenigshoffen est ainsi installé sur un *vicus* (agglomération secondaire) qui s'est développé avec l'arrivée de l'armée romaine à Strasbourg-*Argentorate*, dès le début du Ier siècle après J.-C. Encore structuré autour d'un axe principal, la route des Romains, qui reprend celui d'une voie romaine, ce quartier de Koenigshoffen livre régulièrement des indices des activités artisanales du *vicus*.

Les diagnostics et les fouilles menés dans ce périmètre urbain complètent les données obtenues depuis les premières fouilles du début du XXe siècle et précisent de nombreux aspects des activités artisanales qui se sont déroulées durant les premiers siècles de notre ère. Cette abondante documentation est actualisée lors d'études menées au sein de l'unité mixte de recherche 7044 Archimède (Archéologie médio-européenne et rhénane), générant une dynamique scientifique qui intègre ce passé antique dans l'histoire de la ville.

L'activité potière était importante dans ce centre majeur de production de céramiques comme en témoignent sa durée de fonctionnement ainsi que les quantités de mobilier et de structures qui y ont été découvertes.

Les premiers fours de potiers ont été mis au jour en 1908 et le dernier en 2024. Au cours de ces 116 années, 31 fours ont été étudiés, sans compter les fosses recelant des rebuts de cuisson et les aménagements liés à cette activité artisanale. Une grande variété de types de céramiques y a été produite entre le milieu du Ier siècle après J.-C. et les années 260-275 après J.-C. L'actualisation des données en lien avec les lieux de conservation de ces mobiliers, notamment au musée archéologique de Strasbourg, permet aujourd'hui de disposer de données spatiales plus précises et intégrées dans un système d'information géographique. Cet outil permet d'établir un lien avec l'aménagement du territoire en prenant en compte l'évolution du *vicus* durant l'Antiquité.

Lot de cruches à bord mouluré provenant du site du 100 route des Romains étudié en décembre 2021 conservé au musée archéologique de Strasbourg).
© C. Plouin, Inrap

Batterie de fours découverts lors de la fouille de la rue Mentelin à Strasbourg Koenigshoffen.
© R. Nilles, Inrap

Partager

Des actions culturelles, scientifiques et éducatives – ateliers scolaires, visites de chantier, conférences, expositions, multimédias, publications… – permettent de transmettre les connaissances archéologiques récentes au plus large public.

En 2024, l'Inrap a poursuivi et renforcé ses actions de communication et de valorisation à Strasbourg, en particulier avec le musée archéologique avec lequel un partenariat de longue date est établi. Cette collaboration s'est concrétisée au travers de plusieurs événements marquants, dont le point d'orgue a été les Journées européennes de l'archéologie (JEA).

À cette occasion, l'Inrap et le musée archéologique de Strasbourg ont organisé la 3e édition du Village de l'archéologie dans la cour du Palais Rohan. Dans la continuité des éditions précédentes, cet événement gratuit a offert au public tout au long du week-end des ateliers, animations, démonstrations et visites guidées, en partenariat avec les acteurs institutionnels de l'archéologie en Alsace (service régional de l'archéologie à la Drac Grand Est, université de Strasbourg). L'Inrap y proposait un grand simulateur de fouille pour que les enfants s'initient aux gestes et techniques de la fouille archéologique. Le public strasbourgeois a largement répondu présent, avec plus de 5 800 visiteurs. La journée du vendredi dédiée aux scolaires a permis d'accueillir plus d'une centaine d'enfants, qui ont découvert avec enthousiasme l'archéologie préventive grâce à l'Archéomaquette un outil de médiation ludique et interactif créé par l'Inrap.

Toujours dans le cadre des JEA, l'Inrap a ouvert les portes d'un chantier de fouille dans le quartier de Koenigshoffen. Le public local a ainsi pu découvrir une nécropole antique et approfondir sa connaissance de ce quartier au riche patrimoine archéologique.

Le Village de l'archéologie de Strasbourg lors des Journées européennes de l'archéologie 2024.
© Hugo Masson, Inrap

Conserver

En 2020, l'Inrap s'est vu confier une mission pérenne de gestion des données scientifiques (mobilier et documentation archéologique) au sein des centres de conservation et d'étude (CCE), partagée avec les services de l'État. Les actions de l'Inrap ont ainsi été pérennisées dans les CCE d'Orléans, Clermont-Ferrand, Poitiers, Nîmes, Toulouse, Beaucouzé et Saint-Denis à La Réunion.

L'équipe alsacienne de l'Inrap a emménagé à la fin de l'année 2024 dans un nouveau centre de recherches à Eckbolsheim, au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, marquant une étape significative dans l'amélioration de ses infrastructures et de ses capacités opérationnelles. Ce nouveau centre conçu pour être plus fonctionnel offre un environnement de travail optimisé pour les chercheurs et les techniciens, facilitant la réalisation de leurs missions.

Le centre de recherches archéologiques d'Eckbolsheim.
© Hervé Lequeux, Inrap

Le déménagement a permis d'améliorer la chaîne opératoire du traitement des mobiliers archéologiques, assurant une meilleure préservation des objets dès leur extraction du sol, notamment les objets en métal et les matériaux organiques gorgés d'eau (bois, cuir, etc.). Ce nouveau centre de recherches doté d'équipements spécialisés et de conditions environnementales contrôlées garantit une conservation optimale des artefacts. Des salles climatisées et un système de déshumidification contribuent à prévenir la dégradation des matériaux. Ces installations permettent de satisfaire les exigences rigoureuses de l'État en matière de conservation préventive et d'assurer des conditions de stockage optimales en attendant le transfert des collections à l'État.

La constitution et la mise à disposition de collections de comparaison ont également été intégrées lors de l'aménagement des salles d'étude. Ces collections, couvrant la céramique depuis le Néolithique jusqu'à l'Époque moderne, l'archéozoologie, l'anthropologie et les roches, offrent des références essentielles pour l'identification et la datation des artefacts, tout en facilitant l'analyse des matériaux utilisés et des réseaux d'échanges.

L'installation dans ce centre de recherches a insufflé une nouvelle dynamique et renforcé les synergies avec l'université voisine, favorisant les échanges académiques et l'accès à des ressources complémentaires, tout en intégrant les chercheurs dans un réseau scientifique plus vaste et actif.

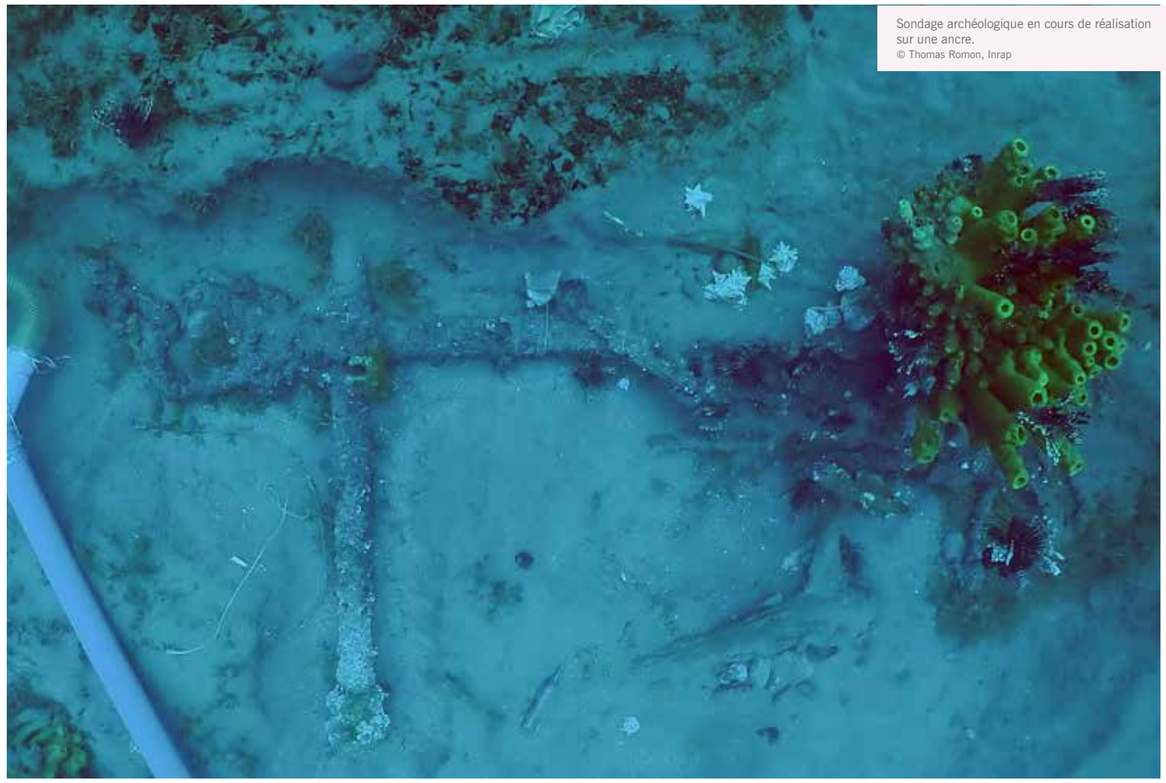
Quelques exemples d'opérations subaquatiques

Diagnostiquer

En Martinique, des vestiges de l'activité portuaire de Saint-Pierre aux XVIIIe et XIXe siècles

Dans la baie de Saint-Pierre, en amont de la mise en place d'un coffre de mouillage pour les navires de croisière, un diagnostic sous-marin a mis en évidence la fréquentation de cet espace maritime situé en marge de la ville.

Lorsqu'elle explose en 1902, la montagne Pelée scelle le destin de la ville de Saint-Pierre et des nombreux navires alors au mouillage dans la rade. Elle scelle également les vestiges des fréquentations maritimes antérieures, sous une épaisse couche de cendre volcanique. Dans cet espace devenu réserve archéologique intégrale, le dépotoir constitué au niveau de l'actuel embarcadère de la ville, par les milliers d'objets perdus ou jetés depuis les navires de commerce mouillés dans la rade avait déjà été révélé par des fouilles sous-marines programmées aux XVIIIe et XIXe siècles.



Sondage archéologique en cours de réalisation sur une ancre.
© Thomas Romon, Inrap

Un peu plus au sud, où est installée l'une des plus anciennes habitations de l'île au débouché de la rivière Latouche, le diagnostic a porté sur environ 5 hectares, par 15 à 70 mètres de profondeur. Une prospection géophysique, suivie d'expertises *in situ* en plongée humaine ou robotisée (ROV – robot sous-marin téléguidé) selon les profondeurs d'intervention, a été complétée par une série de sondages stratigraphiques.
Malgré l'action répétée des tempêtes, qui remobilisent le sédiment jusqu'à des profondeurs importantes, les sondages réalisés entre 20 et 30 mètres de fond ont mis en évidence une séquence stratigraphique fine, rendant possible une lecture précise des niveaux de dépôts archéologiques. L'accumulation de mobilier, si elle est moins dense qu'au cœur du dépotoir au plus près de la ville, est plus diversifiée et la présence marquée de nombreux restes de faune découpée est peut-être à mettre en lien avec une utilisation spécifique de cet espace.

L'étude approfondie de la faune vertébrée apparaît comme un nouvel enjeu dans la connaissance de l'histoire maritime des Antilles françaises. Étayée par la confrontation aux données cartographiques anciennes, l'hypothèse proposée à l'issue de l'étude est celle d'une zone réservée, ou tout du moins priorisée, pour les bâtiments de l'État, qui, au mouillage, attendent le ravitaillement en vivres avant de reprendre la mer.

« L'étude approfondie de la faune vertébrée apparait comme un nouvel enjeu dans la connaissance de l'histoire maritime des Antilles françaises. »

Lieu
Martinique, au large de Saint-Pierre

Aménageur
Grand Port maritime de la Martinique

Nature de l'aménagement
Création d'un coffre de mouillage

Responsable de recherches archéologiques
Thomas Romon

Équipe
Eve Boitard, Stéphane Brousse, Souen Fontaine, Marc Guyon, Emmanuelle Miéjac

Écuelle de la vallée de l'Huveaune, XVIIIe siècle.
© Elisa Bailly, Inrap

Dans le lit mineur de l'Oise, un diagnostic subaquatique en plusieurs phases

Dans la continuité du Canal Seine-Nord-Europe, à son débouché sud, le projet MAGEO (Mise au gabarit européen de l'Oise) prévoit dragages et scindements des berges sur 42 km de l'Oise, traversant 22 communes, entre Creil et Compiègne. Le projet a donné lieu à plusieurs diagnostics et fouilles dans sa partie terrestre et à un diagnostic subaquatique en plusieurs phases dans le lit mineur du cours d'eau.

Comme pour les autres opérations préventives portant sur de longs linéaires de cours d'eau, pour lesquels la carte archéologique nationale demeure souvent lacunaire et où les interventions en plongée ne peuvent s'envisager que sur des portions restreintes et ciblées, le diagnostic du lit mineur de l'Oise comprend plusieurs étapes préalables aux opérations *in situ*. Étude documentaire multi-sources et détections hydrographiques permettent de cartographier le potentiel archéologique préservé et de sélectionner les secteurs nécessitant une intervention de terrain. Ici, l'étude documentaire très complète, réalisée en 1999, mêlant les aspects géomorphologique, historique et archéologique, a été actualisée, spatialisée (système d'information géographique, atlas et base de données) et confrontée aux résultats des prospections géophysiques conduites au printemps 2024 par l'Inrap. À partir du croisement de ces sources, 28 zones « sensibles », réparties entre les quatre biefs de Venette, Verberie, Sarron, et Creil, ont été sélectionnées pour une investigation subaquatique. À l'été 2024, une campagne de terrain a permis de vérifier la présence des sites pressentis sur une première série de secteurs. Outre divers objets liés à l'utilisation de la rivière de l'Antiquité à l'Époque moderne, trois petites épaves en bois, datant du XIXe siècle, ont été mises au jour à Verneuil-en-Halatte, au niveau d'un lieu de passage et d'un port identifiés dans les sources. Dans la même commune, sur les berges de la rivière, des pieux datés du IIe siècle avant J.-C. au Ier siècle après J.-C. participant de la construction d'un petit appontement sont également préservés. Cette première campagne de plongée a également mis en évidence que les importants dragages réalisés depuis le XIXe siècle dans ce cours d'eau très fréquenté ont déjà largement entamé le potentiel archéologique. Les secteurs les plus riches en vestiges potentiels, traversant des zones urbanisées depuis l'Antiquité, attendent, pour être diagnostiqués, la levée du risque pyrotechnique prévue en 2026.

Extrait de l'étude documentaire spatialisée.
© E. Miejac, Inrap

Carte du cours de l'Oise par Delagrive 1738.
© Bibliothèque nationale Ge CC 1389

Lieu
Lit mineur de l'Oise entre Creil et Compiègne

Aménageur
Voies navigables de France

Nature de l'aménagement
Mise au gabarit de l'Oise

Responsable de recherches archéologiques
Emmanuelle Miejac

Équipe
Eve Boitard, Stéphane Brousse, Marc Guyon, Vanessa Morin, Corentin Schahlc

Étudier

En 2024, six séances du séminaire d'archéologie portuaire se sont tenues d'octobre à avril à Paris (siège de l'Inrap), à Aix-en-Provence (Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme) et à Nantes (campus du Tertre).

Inauguré en 2022, ce séminaire réunit chaque mois, d'avril à octobre, 50 à 100 personnes autour de l'archéologie portuaire. Ce champ d'étude en plein essor, à la croisée de l'archéologie maritime et de l'archéologie terrestre, dispose ainsi d'un espace d'échanges. Les participants abordent la question portuaire dans toutes ses dimensions archéologiques et méthodologiques mais aussi dans une perspective géographique et chronologique étendue : contextes maritimes, fluviaux ou lacustres, terrestres ou immergés, des rivages de l'océan Atlantique au Levant méditerranéen, de la Baltique à la mer Rouge, des estuaires aux rives des cours d'eau, des terres continentales, des origines de la navigation à l'Époque contemporaine. Organisé par l'Inrap, Aix-Marseille Université et Nantes Université, ce séminaire offre un temps d'échanges autour d'une présentation de cas d'études récents (recherches programmées ou préventives), de synthèses de dossiers plus anciens ou de sujets thématiques transversaux. Il fédère ainsi un réseau de chercheurs et d'étudiants issus de divers horizons, en créant un espace de discussion, de circulation des informations et de partage des ressources.

Un carnet Hypothèse, *Paléoport*, est associé au séminaire et prolonge l'espace d'échanges sur la thématique portuaire en publiant régulièrement des billets sur l'actualité bibliographique ou les manifestations scientifiques en lien avec l'archéologie des ports.

Partager

Pour les Journées européennes de l'archéologie, le pôle subaquatique de l'Inrap a pris ses quartiers au Musée départemental Arles antique, dans l'extension consacrée au chaland Arles-Rhône 3.

L'archéologie préventive sous les eaux a été présentée pour la deuxième année consécutive à Arles, dans un écrin particulièrement adapté. Le stand du Pôle subaquatique s'est installé face au chaland romain Arles-Rhône 3, remonté du Rhône en 2011, restauré dans son intégralité et exposé depuis dans l'extension du musée qui accueille sa coque de 30 mètres de long, sa cargaison de pierre, les objets quotidiens de la vie à bord de ce bateau fluvial et la très grande diversité d'objets constituant le dépotoir portuaire qui entourait l'épave.

Outre une mise en perspective évidente pour le public, ce choix est également cohérent au regard des liens scientifiques tissés entre l'équipe archéologique du musée et celle du pôle subaquatique de l'Inrap. Les archéologues-plongeurs des deux institutions collaborent notamment dans le cadre de la reprise des fouilles subaquatiques programmées dans le Rhône et du programme collectif de recherche portant sur le Rhône antique dans la traversée d'Arles, piloté par le musée.

Le public a ainsi été accueilli durant le week-end par l'équipe de l'Institut pour une présentation de ses activités subaquatiques.

Le stand du pôle subaquatique de l'Inrap au musée départemental d'Arles antique lors des Journées européennes de l'archéologie.
© Rémi Bénali – Musée départemental Arles antique

Notre-Dame de Paris : une équipe mobilisée pour des fouilles exceptionnelles

De 2019 à 2024, les archéologues de l'Inrap sont intervenus au chevet de la cathédrale Notre-Dame de Paris, apportant de nouvelles connaissances sur le monument et l'histoire de l'île de la Cité. Plus d'une cinquantaine de chercheurs ont ainsi œuvré lors de 14 opérations, explorant plus de 2 000 ans d'histoire. Retour en images sur les moments clés de ces fouilles.

Prospection géoradar dans le chevet de la cathédrale, 2020.
© Christophe Norgeot, Inrap

Lors de la fouille à la croisée du transept découverte du jubé et de sarcophages en plomb, 2021-2022.
© Denis Gliksman, Inrap

Fouille de la croisée du transept de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Tête du Christ en cours de fouille, 2022.
© Théresia Duvernay, Inrap

Transfert des éléments découverts vers la zone de stockage sur le parvis de la cathédrale, 2022.
© Denis Gliksman, Inrap

Construit vers 1230, le jubé de Notre-Dame est détruit au début du XVIIIe siècle pour répondre aux nouveaux usages liturgiques. Seuls une quinzaine de fragments de sculptures avaient été précédemment découverts lors des travaux de Viollet-le-Duc. En 2022, plus de 1 000 fragments de sculptures ont été mis au jour, dont plus de 700 éléments présentant leur polychromie d'origine avec des traces de rajouts, des réparations, l'application de feuilles d'or. Ils représentent des personnages et des éléments architecturaux religieux. Le traitement des décors végétaux, des visages, cheveux et drapés ont permis de les attribuer au XIIIe siècle.

Les inhumations dans les cathédrales se pratiquent pendant toute la période médiévale et moderne, les places les plus recherchées étant près du chœur. L'inhumation en cercueil de plomb est réservée à une élite. Début 2022, les archéologues de l'Inrap exhumaient deux sarcophages en plomb à la croisée du transept. Relativement bien conservés, ceux-ci ont été acheminés au centre hospitalier universitaire de Toulouse afin d'être ouverts, puis fouillés avant d'entreprendre une série d'analyses. Les chercheurs ont mené une série d'analyses en tenue de protection afin de se protéger du risque plomb et utilisé des instruments stérilisés pour préserver les sépultures des potentielles contaminations humaines.

Décor sculpté représentant un édifice religieux, 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

Les dépouilles des sarcophages de plomb découverts à la croisée du transept ont été analysées à l'institut médico-légal du CHU de Toulouse, 2022.
© Denis Gliksman, Inrap

Segments de frise à décor de feuilles de vigne avec un rongeur, 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

Tête de Christ aux yeux clos, 2022.
© Hamid Azmoun, Inrap

Des cercueils en plomb ont également été mis au jour dans la crypte Soufflot, 2023.
© Christophe Besnier, Inrap

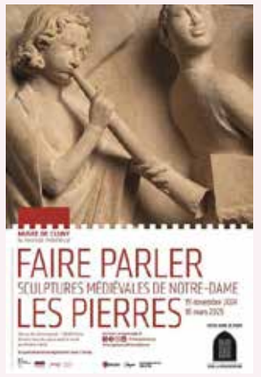
Le 29 novembre 2024, à dix jours de la réouverture de la cathédrale Notre-Dame de Paris, le président de la République, Emmanuel Macron, a remercié tous les acteurs, dont les archéologues de l'Inrap, ayant participé aux travaux de restauration de la cathédrale. En présence notamment de Rachida Dati, ministre de la Culture, et de Philippe Jost, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame, il a salué la qualité du travail et les apports scientifiques des archéologues de l'Inrap : *« Ils ont rappelé son histoire et en ont dévoilé de nouveaux pans »*.

© Présidence de la République

Fouille des réseaux extérieurs dans le jardin du presbytère, 2023-24.
© Emmanuelle Collado, Inrap

Tranchée de fouille des réseaux intérieurs dans les bas-côtés.
© Emmanuelle Collado, Inrap

Du 19 novembre 2024 au 16 mars 2025, le musée de Cluny – Musée national du Moyen Âge a présenté, en partenariat avec l'Inrap, une exposition autour du décor sculpté médiéval de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Aux fragments sculptés étudiés et restaurés par le musée, s'ajoutaient les exceptionnels fragments polychromes du jubé du XIII^e siècle mis au jour en 2022 par l'Inrap, et qui n'avaient jamais été présentés au public.



Nous fouillons, c’est votre histoire +

Auvergne – Rhône-Alpes

Direction régionale
Bron

Directeur régional
Philippe Julhes

3 centres de recherches archéologiques (Bron, Valence, Clermont-Ferrand)

191 agents

1

2

1 L'église Saint-Jean-Baptiste de Moëns depuis la route d'Ornex.
© Nicolas Biwer, Inrap

2 Vue de la façade est.
© J. Boudry, Inrap

Cerner six siècles du fonctionnement d'un cimetière et de sa petite église

Nicolas Biwer, responsable de recherches archéologiques, Inrap

À Prévessin-Moëns, dans l'Ain, un diagnostic sur une surface réduite a permis d'observer un ensemble « cohérent » composé d'un cimetière et d'une église rurale et d'appréhender les effets d'un changement de religion sur le fonctionnement de celui-ci.

Prévessin-Moëns, fruit de la fusion de deux communes, souhaite transformer la petite église Saint-Jean-Baptiste en un espace culturel. Le diagnostic avait pour objectif de vérifier l'occupation de ses abords par un cimetière et de le documenter pour une éventuelle fouille.
L'église est réputée avoir été édifiée dans la première moitié du XIIIe siècle. Utilisé durant près de neuf siècles, l'édifice actuel résulte de nombreux remaniements qui montrent l'influence des époques et le changement de destination. Désacralisé en 1792, il est acheté par la commune puis revendu en 1819 et transformé en un ensemble à vocation agricole.

> **« Cimetière paroissial et église rurale forment un ensemble cohérent dont l'étude constitue une rare opportunité. »**

Les archéologues ont confirmé l'existence de ce cimetière en mettant en évidence 12 tombes et cinq fosses probablement sépulcrales. La diversité des âges des défunts, conjuguée à la présence d'hommes et de femmes, est cohérente avec la présence d'un cimetière paroissial accueillant les morts de la communauté. Ses limites n'ont pas été identifiées partout avec précision, mais il semble de taille restreinte quoique couvrant la quasi-totalité de la surface sondée (230 m²). Malgré une utilisation durant près de six siècles, la densité d'occupation est faible et les recoupements entre les tombes sont peu nombreux, comparé à d'autres ensembles paroissiaux connus. Sans intervenir sur les structures de l'édifice qui ne faisaient pas partie de la prescription, les archéologues l'ont observé et estiment que celui-ci a connu plusieurs remaniements et réfections au cours de son histoire. Il semblerait que l'église primitive ou une petite chapelle se situe dans le chœur actuel.
Cimetière paroissial et église rurale forment ainsi un ensemble cohérent dont l'étude constitue une rare opportunité. D'autant que les découvertes dans le cimetière ne coïncident pas avec la datation supposée de la création de l'édifice cultuel. En effet, une tombe, datée par radiocarbone entre le premier tiers du XIe siècle et le deuxième tiers du XIIe siècle, recoupée par le fronton de l'église, a démontré que le lieu était déjà utilisé pour inhumer les morts. Le fonctionnement du cimetière étant indissociable de l'église, cette information laisse supposer qu'un bâtiment a pu préexister à la date communément admise.
L'église a par ailleurs traversé les conflits religieux de l'Époque moderne. D'abord lieu de culte catholique, elle a été transformée en temple protestant pendant plus d'un siècle et demi, de 1536 à 1685, avant de revenir à sa vocation catholique jusqu'à la Révolution. Ces changements ont-ils produit un quelconque effet sur le bâtiment et les pratiques funéraires ? Le cimetière a-t-il été maintenu, abandonné, remanié, déplacé ? Le changement d'usage en 1819 a provoqué de nombreuses modifications de la bâtisse et du cimetière qui pâtit des adjonctions successives.
Au stade du diagnostic, ces questions demeurent sans réponse. Seule une fouille permettrait de caractériser la population inhumée, d'approfondir ces hypothèses et d'effectuer des comparaisons avec d'autres sites locaux ou des cimetières huguenots étudiés dans d'autres régions.

Découverte remarquable

Département
Puy-de-Dôme

—

Aménageur
SMTC-AC (Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise)

—

Nature de l'aménagement
Parkings

—

Responsable de recherches archéologiques
Emmanuel Ferber

—

Équipe
Dylan Archier, Stéphane Bas, Fany Bellet, Léa Belhade, Julie Boudry, Loïc Bouffard, Marine Bourdenx, Maxime Calbris, Maelle Chevalier, Roxane Desmaillet, Sébastien Dohr, Aubépine Dubot, Mathilde Duriez, Edguar Doubercourt, Amandine Dubois-Landrin, Carolane Fassier, Marine Fortin, Michel Fouache, Adeline Garrucho, Laurence Kuntz, Fabien Huguet, Andréa Jusselle, Maxime Lairesse, Léo Lévêque, Pauline Morgillo, Laurine Picot, Noémie Piron, Antoine Scholtès, François-Xavier Simon, Ivy Thomson, Gérard Vernet

Vivre il y a 2 000 ans dans un quartier au bord d'une rivière

À Chamalières, dans le Puy-de-Dôme, les thermes publics romains ont été mis au jour et préservés dès le XIXe siècle. Mais qu'en est-il de la ville à proximité ? Une importante opération, en limite de la commune de Royat, en a donné un aperçu.

La fouille se situe en périphérie d'*Augusto-nemetum*, la Clermont-Ferrand antique, sur la voie menant au temple de Mercure. Des thermes liés à une source d'eau chaude y ont été découverts au XIXe siècle et préservés. Ils constituent un indice de l'existence d'une agglomération voisine qui n'avait toutefois jamais été retrouvée. À une centaine de mètres de là, les aménagements du projet de transports en commun InspiRe, sur les deux rives de la rivière Tiretaine, constituaient donc une occasion de rechercher l'occupation de ce secteur durant l'Antiquité.

Les deux emprises, traversées par le cours d'eau, représentent au total 3 000 m². Sur la rive droite, en bordure de la rivière, un quartier s'est établi et a prospéré aux Ier et IIe siècles après J.-C. La présence de la Tiretaine a favorisé le développement d'activités artisanales. Ainsi, les archéologues ont retrouvé des fumoirs, un bassin et sa rampe d'accès dont la fonction reste à définir, un probable moulin hydraulique, des vestiges en bois (regards et grand bac) très bien conservés dans un milieu humide, un rare autel anépigraphique (sans inscription) peut-être lié au sanctuaire situé à proximité.

Ce quartier accueillait également des habitations. Les murs des maisons ont maintes fois été réaménagés au fil du temps, signe de l'adaptation constante des habitants aux crues de la Tiretaine qui ravageaient les maisons. Sur ce site en pente, les occupants ont ainsi rehaussé le terrain selon deux modes opératoires : soit la construction de murs de terrasse, soit le remblaiement des bâtiments existants ce qui permet l'installation sur les plateformes ainsi créées. Ces modifications successives se manifestent par un jeu complexe de murs dont certains vestiges, particulièrement visibles, atteignent deux mètres de haut.

Si l'autre rive de la Tiretaine n'est pas habitée, l'occupation romaine y est avérée bien que d'une nature différente. En effet, outre deux murs, les archéologues ont mis au jour des fosses contenant des déchets de taille provenant d'une carrière d'arkose (variété de grès) toute proche et en activité pendant l'Antiquité. Aux environs du VIIIe siècle, durant le haut Moyen Âge, une zone artisanale s'établit en hauteur par rapport au lit de la rivière et se trouve ainsi protégée des crues. Une dizaine de foyers et des battitures – fragments qui jaillissent de métaux chauffés et frappés – attestent la présence de forges. La découverte d'un moule de bronzier évoque également un possible travail d'autres métaux. Deux tombes ont aussi été mises au jour.

L'abondant mobilier prélevé sur les deux rives sera analysé. L'équipe archéologique réalisera l'étude scientifique en collaboration avec de nombreux spécialistes des céramiques (céramologue), des graines et pollens (carpologue et palynologue), du bois (xylologue), de la faune (archéozoologue), du funéraire (archéoanthropologue)… Cette étude permettra de cerner la vie quotidienne dans ce quartier populaire de l'agglomération antique et dans la zone artisanale médiévale. Elle révélera tout un pan inconnu de l'urbanisation de la ville.

1

2

3

1 Cette pièce, dont une partie a été emportée par un débordement de la Tiretaine, est composée d'un sol en mortier de chaux. Des restes d'enduit de mortier de tuileau sont visibles sur un de ces murs.
© Inrap

2 Plusieurs plaques foyères se succédant ont été dégagées dans une pièce faisant probablement office de fumoir.
© Inrap

3 Baquet en bois parfaitement conservé, découvert en milieu humide sous un des murs de la cave.
© Inrap

L'archéologie s'expose dans un « village-chartreuse »

Dans la Loire, Sainte-Croix-en-Jarez est un lieu singulier : un monastère cartusien devenu village, il est à la fois habité par des particuliers et lieu de visite. Une exposition a retracé les multiples opérations archéologiques réalisées dont la dernière en date.

Située dans le parc naturel du Pilat, Sainte-Croix-en-Jarez était, du XIII^e^ au XVIII^e^ siècle, une chartreuse. À la Révolution, le monastère fut vendu par lots à des particuliers : ainsi naquit la commune, aujourd'hui classée parmi les « Plus beaux villages de France »©. De nombreuses opérations archéologiques se sont succédé en différents lieux du site depuis 1991. La dernière fouille a donné l'occasion de proposer une exposition rétrospective, à l'aune des plus récentes découvertes qui offre ainsi la possibilité d'appréhender les objectifs et méthodes de l'archéologie. Inaugurée lors des Journées européennes de l'archéologie, « Regards d'archéologues sur la chartreuse de Sainte-Croix-en-Jarez » est désormais à la disposition de l'équipe de médiation du site, sans limites de durée.

1

© Inrap

L'archéologie en perspective

À la veille d'une rénovation d'ampleur, il était intéressant d'offrir une vue synoptique des opérations archéologiques menées sur la chartreuse tout en insistant sur la récente étude des vestiges en élévation de l'église. Cela illustrait les apports de l'archéologie préventive sur le temps long et éclairait aussi l'archéologie du bâti, méconnue du public. Cela mettait aussi en exergue l'expertise de l'Inrap dans ce domaine ainsi que la qualité des travaux scientifiques de ses archéologues. L'exposition proposée à l'équipe de médiation du site et aux élus de la commune ciblaient le grand public et les riverains des opérations. Elle s'organise en trois parties. La première est centrée sur la chartreuse ; les panneaux ont été laissés à disposition de l'office du tourisme au-delà de la date de clôture de l'exposition. Les deux parties suivantes, régulièrement utilisées par l'Institut lors d'événements, font découvrir l'archéologie d'une façon générale et l'archéologie du bâti en particulier. En 2024, deux autres expositions sur le même modèle ont été proposées en Auvergne-Rhône-Alpes, au musée archéologique du Pègue (Drôme) dont l'agglomération gallo-romaine a fait l'objet de plusieurs fouilles, et à l'abbaye bénédictine de Charlieu dans la Loire.

Christel Fraisse, chargée du développement culturel et de la communication en région Auvergne-Rhône-Alpes, Inrap

Restituer l'invisible au public

En 2021 et 2023, dans le cadre de la restauration de l'église médiévale, deux fouilles du bâti ont permis d'étudier l'ensemble du bâtiment. L'édifice a connu trois états successifs de construction.

Le premier bâtiment, de forme quadrangulaire, possède deux baies monumentales et deux accès conformes aux pratiques de l'ordre des Chartreux. Identifié comme la première église de la chartreuse fondée en 1280-1281, il est construit sur un replat artificiel, créé par l'extraction des matériaux *in situ*.

Vers 1320, la première église est arasée pour la construction d'un nouvel édifice. Ne reste de ce dernier que la nef et l'arc triomphal qui marquait le début d'un sanctuaire aujourd'hui disparu. Cette nef abritait le chœur des pères et des frères chartreux et plus ponctuellement des laïcs installés sur une tribune. À partir de la seconde moitié du XIV^e^ siècle, à la faveur d'une importante rentrée d'argent, des travaux considérables sont entrepris : construction d'un nouveau chœur sur un soubassement monumental, création de nouvelles baies dans le même style que celle du chœur. Les élévations intérieures de l'église sont alors entièrement couvertes de décors peints.

Dans le nouveau sanctuaire, quatre panneaux figuratifs délimitent la sépulture de Thibaud de Vassalieu, grand bienfaiteur de la chartreuse.

Mathilde Duriez, responsable de recherches archéologiques, Inrap

Diversifier et enrichir l'offre au public

Au cœur de la nature, la chartreuse est connue principalement des locaux et de touristes français. Les visiteurs déambulent à leur guise dans le village, respectant des contraintes horaires pour certains espaces. Cependant, l'accès à l'ermitage, à l'église médiévale – le plus ancien édifice du site – et à la cuisine est réservé aux visites guidées. La programmation thématique annuelle comprend aussi des ateliers et des événements. Environ 7 000 personnes par an suivent une visite guidée ou participent à une animation.

> **« Nous recherchons constamment des idées qui dynamisent l'offre présentée au public. La proposition d'exposition de l'Inrap a donc été la bienvenue ! »**

Nous recherchons constamment des idées qui dynamisent l'offre présentée au public. La proposition d'exposition de l'Inrap a donc été la bienvenue ! Installée dans le cloître lors des Journées européennes de l'archéologie (JEA), elle a servi de nouveau pour les Journées européennes du patrimoine et nous comptons la réutiliser ponctuellement. Les visites guidées de l'équipe de médiation ont bénéficié des apports didactiques des archéologues. Les panneaux consacrés à l'archéologie prêtés par l'Inrap ont renouvelé les ateliers réalisés dans les établissements scolaires. Nous avons également sollicité l'archéologue responsable du chantier pour qu'elle participe à la première édition de notre « Journée d'étude » au côté de chercheurs spécialisés dans d'autres domaines.

Laurence Guyot, médiatrice culturelle sur le site de la chartreuse Sainte-Croix-en-Jarez

Bourgogne – Franche-Comté

Direction régionale
Dijon

Directeur régional
Laurent Vaxelaire

3 centres de recherches archéologiques (Dijon, Passy, Besançon)

136 agents

1

© David Duda, Inrap

L'abbaye de Pontigny au cœur du monde cistercien

Le diagnostic du bâtiment des convers de l'abbaye de Pontigny, dans l'Yonne, complète le corpus de connaissances sur le monde cistercien.

Orianne Wadel, responsable de recherches archéologiques, Inrap

L'abbaye de Pontigny a été fondée en 1114, 16 ans après celle de Cîteaux, abbaye fondatrice de l'ordre cistercien qui obéit à la règle de saint Benoît. Elle en est la deuxième des quatre filles, aux côtés de La Ferté, Clairvaux et Miremont. Conformément aux principes cisterciens, elle est installée dans un lieu isolé, comportant un cours d'eau, des terres et des bois. À son apogée, aux XII^e^ et XIII^e^ siècles, elle aura essaimé une filiation de 44 maisons et 16 abbayes filles, en France, Italie, Hongrie et Roumanie. Elle doit sa richesse aux donations de la noblesse locale et à son important domaine foncier mis en valeur par les convers. Ces « religieux laïcs » sont soumis à la discipline monastique – obéissance à l'abbé, respect du silence et du célibat – mais ont prononcé des vœux restreints. Issus du milieu paysan et souvent illettrés, ils sont peu considérés et constituent une main-d'œuvre gratuite. L'abbaye de Pontigny en comptera jusqu'à 200. Les moines cisterciens, pour leur part, se consacrent aux sept temps de prière prescrits par la règle. La ruelle des convers, un espace fermé qui sépare le cloître du bâtiment des convers, permet à ceux-ci de circuler dans l'enclos abbatial sans croiser les moines. Elle délimite une organisation spatiale qui sépare religieux et laïcs.

Le bâtiment des convers, vaste édifice rectangulaire de 35,5 mètres de long et 14,5 mètres de large, s'étage sur trois niveaux. Au rez-de-chaussée, probablement aveugle dans son état primitif, se trouve un cellier ; au premier étage, percé d'une série de baies, le dortoir. La fonction des combles, éclairés par des fenêtres dans les murs pignon, n'a pu être identifiée. Au rez-de-chaussée, un « passage charretier » ouvre aux convers l'accès au cloître. Bien que les archéologues aient observé six états entre son édification vers 1140 et son état actuel, le bâtiment n'a pas subi de transformation majeure et les structures médiévales sont remarquablement conservées.

> **« Bien que nous ayons observé six états entre son édification vers 1140 et son état actuel, le bâtiment n'a pas subi de transformation majeure et les structures médiévales sont remarquablement conservées. »**

À la fin du XII^e^ siècle, début du XIII^e^ siècle, les contreforts des murs latéraux à l'extérieur semblent avoir été doublés. Une tourelle comportant un escalier est ajoutée sur la façade est. Au XVII^e^ siècle, la charpente des combles est refaite. Elle l'est à nouveau au XVIII^e^ à l'occasion du rehaussement des combles ; la toiture est alors percée de 11 lucarnes. La construction vers 1760 du logis du prieur conduit à la suppression d'un accès au bâtiment des convers par le mur pignon sud. Après la vente de l'abbaye en bien national en 1790, le bâtiment ne connaît pas de modification avant l'installation de la congrégation des Pères de Saint-Edme qui, entre 1842 et 1906, cloisonnent le rez-de-chaussée et ouvrent des baies à ce niveau et au premier étage. Ils construisent aussi un noviciat – lieu de formation des futurs religieux – contre le mur pignon nord : des accès ont été aménagés dans les combles pour permettre la circulation entre les bâtiments. Enfin, au début du XX^e^ siècle, le niveau de sol du rez-de-chaussée est rehaussé, les cloisons sont modifiées, certaines baies transformées en porte-fenêtre… L'installation d'un collège entre 1947 et 1954, puis d'un centre d'accueil spécialisé jusque dans les années 1990 a conduit à des modifications de la distribution des espaces.

Découverte remarquable

Département
Jura

Aménageur
Communauté de communes Arbois, Poligny, Salins-les-Bains

Nature de l'aménagement
Extension de la ZAC de l'Ethole

Responsable de recherches archéologiques
Angélique Marillier

Équipe
Clément Batoz, Eve Boitard-Bidaut, Christophe Bontemps, Véronique Bourson, Joachim Bracq, Sylvie Cantrelle, Sylvie Cocquerelle, Antoine Ferrier, Carroll Gibot, Luc Jaccottey, Raphaël Jeanneret, Mickaël Lagache, Valérie Lamy, Pauline Le Cozanet, Bénédicte Martin, Rémy Martinez

Véronique Merle, Sébastien Oeil de Saleys, Caroline Schaal, Dominique Sordoillet, Sébastien Van Acker, Marie-Agnès Widehen

Une plaine alluviale du Jura occupée depuis plus de 15 000 ans

À Arbois, les humains ont investi les rives propices de la Cuisance, depuis la Préhistoire ancienne jusqu'à l'âge du Bronze. La fouille de 2024 a livré des informations riches et inédites.

Depuis quelques décennies, la ZAC de l'Ethole à Arbois est reconnue pour ses gisements archéologiques remarquables, réputation renforcée avec la nouvelle fenêtre de 9000 m² ouverte en 2024. La fouille se situait sur la rive droite de la Cuisance dans une vaste plaine alluviale à la frontière entre les montagnes du Jura et les plaines de la Loue, du Doubs et de La Bresse. Présence de l'eau, terres fertiles, axe de passage vers le premier plateau jurassien : la zone est bien adaptée à une implantation humaine. Les paysages évoluent durant des millénaires au gré des fluctuations climatiques et des modifications des méandres du cours d'eau, des paléochenaux, anciens bras d'une rivière, ont été identifiés. L'étude géomorphologique en cours permettra de reconstituer cet environnement depuis le Paléolithique.

La fouille a révélé une occupation ancienne du secteur, remontant à la fin de l'ère glaciaire, une période nommée Tardiglaciaire, soit entre 15000 et 9700 ans avant J.-C. Environ 300 pièces en silex (armatures de flèches, déchets de taille…), les traces de trois foyers et des os de faune ont été mis au jour. Les vestiges et les prélèvements géologiques actuellement étudiés livreront des données précises, affinant notamment la datation. Les observations de terrain indiquent que le lieu est une halte de passage pour des groupes nomades de chasseurs-cueilleurs. Évoluant dans un paysage de steppe, ils y trouvent une vue dégagée sur la rivière où s'abreuve le gibier – rennes, mammouths, aurochs.

À partir du Néolithique, les hommes se sédentarisent, deviennent cultivateurs-éleveurs et évoluent dans un paysage forestier favorisé par le radoucissement du climat. Les traces de cette période sont plus discrètes : un chenal actif entre -3000 et -2300, des céramiques, une lame de silex, possible couteau à moissonner, des bois de cerf dont certains ont subi des prélèvements pour servir à la fabrication d'outil.

Les vestiges de la période, entre 1250 et 1020 avant J.-C. (âge du Bronze final), se révèlent abondants. Outre des trous de poteau indiquant la présence d'au moins deux greniers, des structures en creux, dont des fosses polylobées, ont livré un mobilier abondant et varié, en terre cuite ou en alliages cuivreux : céramiques domestiques, fragments décorés de chenets, restes d'ossements d'animaux, épingles… Un vase intact reposant au fond d'une fosse pourrait évoquer un geste rituel. L'analyse des graines prélevées renseigne sur l'alimentation végétale : céréales (blé, orge, millet), oléagineux (lin, pavot), légumineuses (petits pois, lentilles) et fruits sauvages (prunelles, noisettes, glands de chêne…). Bien qu'aucun bâtiment d'habitation ne soit apparu dans la fenêtre fouillée, ces indices convergent pour supposer leur présence à proximité.

Ces importantes découvertes et leurs premiers enseignements ont été valorisés lors de multiples événements régionaux. L'étude scientifique et les opérations à venir dans ce riche gisement apporteront de nouvelles connaissances… à partager !

1

2

3

1 Vue aérienne du secteur de fouille.
© Mickaël Lagache, Inrap

2 Nucléus mésolithique *in situ*.
© P. Rostollan, Inrap

3 Mobilier en alliage cuivreux : épingles et anneau.
© A. Marillier, Inrap

Les Auxerrois découvrent leur histoire

La fouille de la place du Maréchal Leclerc, à Auxerre, dans l'Yonne a tenu ses promesses révélant 2 000 ans d'histoire de la ville. La valorisation de l'opération, pensée et organisée en amont du chantier par toutes les parties prenantes, a été couronnée de succès.

Archéologues, représentants de la ville et responsables de l'architecture et du patrimoine – la Communauté de l'Auxerrois bénéficie du label « Villes et Pays d'art et d'histoire » – se sont réunis un mois avant le démarrage de l'intervention. Le but ? Partager les découvertes avec les publics durant les cinq mois de fouille au travers d'une programmation culturelle diversifiée combinant des panneaux d'information illustrés, des portes ouvertes, l'intégration de cette programmation dans une application de circuit touristique, des articles dans la presse, des conférences… Cette préparation constitue un modèle vertueux pour tous les acteurs, des archéologues qui concilient travail de terrain et événements, à la commune qui met en avant le projet, aux chargés du patrimoine qui enrichissent leur offre de découverte de la ville. Par des moyens divers, les Auxerrois ont appréhendé et compris l'histoire de leur ville.

1

1 Journée portes ouvertes du chantier de fouille d'Auxerre.
© Sandra Verne, Inrap

Une remarquable concentration de vestiges antiques en plein centre-ville

Sur une emprise de 500 m², la fouille a révélé de très nombreux vestiges, dont certains inédits. Ils éclairent l'urbanisation de la ville sur 2 000 ans jusqu'ici peu documentée, surtout concernant les périodes de l'Antiquité et du haut Moyen Âge. Le secteur est occupé du Ier au IIIe siècle par une dense nécropole de périnatals, découverte inattendue et rare : sur une surface de 50 m² à peine, les sépultures d'environ 250 tout-petits – et potentiellement des fœtus ou mort-nés – ont été mises au jour, enfouies sur cinq à six niveaux. L'espace funéraire se distingue par la grande variété des modes d'inhumations : tuiles, céramiques, cercueils, coffrages en pierre…

Au début du IVe siècle, à la suite d'un redécoupage du territoire des Éduens, la ville se déplace sur le plateau dominant l'Yonne où se situe aujourd'hui le centre-ville d'Auxerre. Un *castrum* (enceinte fortifiée) s'implante alors sur le site de la nécropole dont nous avons mis en évidence un tronçon de 14 mètres. La ville se structure progressivement durant les IVe et Ve siècles, à l'abri des murailles confortées à l'arrière par d'épais remblais. À proximité de ceux-ci, nous avons observé, sur une vingtaine de mètres carrés, les vestiges très bien conservés d'habitats avec leur évolution jusqu'aux VIe-VIIe siècles : poteaux, fosses, fondations de murs… Dès le haut Moyen Âge, le secteur se transforme et devient un lieu de pouvoir avec l'installation du palais comtal dont nous n'avons pas retrouvé de trace.

Loïc Gaëtan, responsable de recherches archéologiques, Inrap

Une entente parfaite

Dès le diagnostic, la nécessité de valoriser les découvertes de la fouille auprès du grand public, des habitants et des touristes s'est imposée comme une évidence. Et c'est une de nos missions en tant qu'agglomération labellisée « Ville et pays d'art et d'histoire ». Nous anticipions de nombreuses interrogations de la part des habitants.

L'entente avec l'équipe de l'Inrap a été parfaite. En amont, nous avons prévu un dispositif complet qui intégrait les contraintes du chantier. Par exemple, le panneau installé au-dessus des vestiges « Ici passe le castrum », réalisé à partir d'une reconstitution hypothétique de la ville approuvée par les archéologues, a rencontré un vif succès et économisé quelques sollicitations de l'équipe de terrain, au demeurant toujours accueillante, par des piétons. La presse a activement relayé les informations et le responsable du chantier, Loïc Gaëtan, est devenu une figure locale ! 800 personnes se sont présentées à la journée portes ouvertes, un engouement tel que les archéologues se sont adaptés en temps réel pour satisfaire tout le monde. La valorisation perdure aujourd'hui avec notre application de circuit de visite *Légendr* et une signalétique à venir. Et lorsque les résultats de l'étude paraîtront, il faudra continuer !

Maxime Henault, animateur de l'architecture et du patrimoine, Pays d'art et d'histoire de l'Auxerrois

Dépasser l'inquiétude et miser sur l'optimisme

Dans le cœur historique d'Auxerre, si l'on creuse, on trouve des vestiges. L'erreur serait de considérer l'archéologie sous l'angle exclusif de la contrainte et de rester inactif. Les projets urbains répondent aux enjeux du présent et du futur. Par exemple, nous ambitionnons d'intégrer la transition écologique à la requalification des espaces publics. Ainsi, la transformation du parking de la place du Maréchal Leclerc en petite forêt urbaine apportera de la fraîcheur, favorisera la biodiversité et rendra sa perméabilité au sol.

> **« La passion qui anime les archéologues de l'Inrap et leur aptitude à intégrer les préoccupations emportent l'adhésion des élus. »**

La perspective d'un chantier archéologique plonge dans un paradoxe : d'une part, il suscite une inquiétude légitime liée aux délais et aux coûts mais d'autre part une curiosité pour l'histoire de sa ville cachée dans les sols. Il faut donc accepter la contrainte, conserver son optimisme et envisager l'opportunité. Entre le passé et l'avenir, il peut exister des liens et des intérêts communs. Cette fouille a montré qu'elle était conciliable avec les travaux qui préparent le futur. La passion qui anime les archéologues de l'Inrap et leur aptitude à intégrer les préoccupations emportent l'adhésion des élus. Ce ne sont pas des spécialistes qui ne parlent qu'à leurs pairs. Je les ai vus accueillir le public, expliquer, se rendre disponibles pour répondre aux questions, s'adapter. La place est devenue une machine à remonter le temps où les découvertes ont engendré un engouement incroyable !

Crescent Marault, maire d'Auxerre

Centre – Île-de-France

Direction interrégionale
Pantin

Directeur interrégional
Sébastien Hennick

6 centres de recherches archéologiques (La Courneuve, Pantin, Croissy-Beaubourg, Chartres, Saint-Cyr-en-Val, Tours)

313 agents

1

2

2

1 Deux fosses et un silo de La Tène A dans un sondage réalisé à la pelle mécanique.
© Florence Tane, Inrap

2 Trou de poteau d'une grande construction de La Tène A. La trace verticale noire signale l'emplacement du poteau en bois.
© Laurent Fournier, Inrap

3 Silo de La Tène A en cours de fouille.
© Florence Tane, Inrap

Établir le lien entre une nécropole et un habitat

Dans l'est du Loiret, à Cortrat, la découverte de bâtiments de l'âge du Fer, environ 400 ans avant J.-C., offre de belles perspectives scientifiques.

En amont de l'extension d'une carrière, le diagnostic prescrit paraissait prometteur. La commune de Cortrat est en effet peu documentée sur le plan archéologique, car les aménagements y sont rares. Seuls trois à quatre découvertes peuvent servir de références : des sarcophages de la période carolingienne et une église, deux nécropoles, l'une de La Tène (400-300 avant J.-C.), l'autre du Bas-Empire (IVe-Ve siècle après J.-C.). C'est à 600 mètres environ de la zone diagnostiquée que se situe l'espace funéraire de La Tène de Cortrat, identifié depuis le XIXe siècle. Les archéologues pouvaient ainsi s'attendre à découvrir des vestiges qui lui étaient reliés, une extension ou de l'habitat. D'autres nécropoles de cette période ont été mises au jour dans le département du Loiret, mais peu de zones d'habitation ; les scientifiques espéraient donc particulièrement identifier des structures d'habitat. Cette probabilité s'avérait particulièrement plausible en raison de la situation de la zone du diagnostic : un plateau dominant légèrement la nécropole, une implantation en hauteur, courante durant la période, qui permettait de protéger les habitations des terres charriées par les eaux de ruissellement.
Les vestiges observés ont répondu aux attentes des archéologues : tous correspondent à des structures d'habitat, remontant d'une part au tout début de La Tène et d'autre part à la fin de la période carolingienne et au début du haut Moyen Âge (entre le IXe et le XIe siècle).
Deux pôles ruraux juxtaposés de La Tène occupent le secteur, sans autre lien entre eux que chronologique. En attestent des trous de poteau, des fosses et des silos. L'un de ces derniers, utilisé comme dépotoir, contenait plus de 1 000 pièces de mobilier. De nombreuses céramiques domestiques et rustiques ont été fabriquées localement. Au moins l'un des ensembles ruraux connaît plusieurs phases d'occupation. Durant la fin de la période carolingienne et au tout début du haut Moyen Âge s'installe un peu plus loin une petite exploitation agricole, entourée d'un fossé, et matérialisée lors du diagnostic par un fond de cabane. Ces observations montrent que le secteur était habité entre les IXe et XIe siècles.

> **« Ces découvertes, en particulier celles de La Tène, intéressent les archéologues qui peuvent ainsi établir un rapport entre habitat et nécropole, possibilité peu fréquente dans la région. »**

Ces découvertes, en particulier celles de La Tène, intéressent les archéologues qui peuvent ainsi établir un rapport entre habitat et nécropole, possibilité peu fréquente dans la région.
Elles posent également des questions. En effet, le mobilier exhumé dans les tombes de Cortrat renvoie à des guerriers dont le statut est privilégié. Or, celui exhumé dans la zone d'habitat correspond à une population plus modeste. Dès lors, quelles relations rassemblent ces deux secteurs ? Quelles sont les différentes phases d'occupation et comment les caractériser ? Quels sont les plans des différentes habitations appréhendées ? Seule une fouille pourrait apporter des réponses grâce à des investigations approfondies dans de vastes fenêtres observations.

Laurent Fournier, responsable de recherches archéologiques, Inrap

Découverte remarquable

Département
Indre

Aménageur
Conseil départemental de l'Indre

Nature de l'aménagement
Déviation routière

Responsable de recherches archéologiques
Isabelle Pichon

Équipe
Jérôme Arquille, Corentin Bossard, Simon Bracquemond, Séverine Braguier, François Capron, Éric Champault, Jean-François Coulon, Marion Courcoux, Samuel David, Floriana Filizzola, Stéphane Frère, Jean-Philippe Gay, Sabine Martin, Margot Mérel, Tiphanie Ozenne, Isabelle Pichon, Nicolas Poulain, Suzon Provost, Mamadou Sow, Amandine Tremel

37 chevaux, 3 chiens énigmatiques, plusieurs pistes scientifiques…

À Villedieu-sur-Indre, la spectaculaire découverte de chevaux et de chiens de la période gauloise, soigneusement enfouis dans des fosses, interroge les archéologues. Leur présence sur ce site et la disposition de leurs restes laissent envisager plusieurs hypothèses.

Entre février et juin 2024, les archéologues ont fouillé le versant d'un vallon sur 1,3 hectare où ils ont mis au jour trois sépultures, dont une collective, du Néolithique et des structures d'habitat du VIe siècle (bâtiments, fossés, chemin…). La découverte la plus étonnante concerne 14 fosses alignées sur un axe nord-sud où reposaient 37 chevaux et 3 chiens. Ces structures remontent à la fin de la période gauloise ou au début de l'Antiquité selon la datation par radiocarbone (de 100 avant J.-C. à 100 après J.-C.).

Les chevaux sont répartis dans 12 fosses, la plus grande contient 10 individus et les autres fosses 1 à 4 chevaux. Ils ont tous été déposés couchés sur le flanc droit, la tête au sud. Dans la plus grande fosse (2 × 3 m), ils sont disposés en deux rangées et sur deux niveaux, certaines têtes reposant sur la croupe du cheval voisin. La position des corps et les connexions osseuses montrent qu'ils ont été enfouis simultanément et avant la rigidité cadavérique, soit rapidement après la mort. Tous sont des mâles, en majorité des jeunes adultes autour de 4 ans. Ils ont des dimensions proches de celles du cheptel gaulois.

Les chiens, enterrés tout aussi soigneusement dans deux fosses, sont couchés sur le flanc gauche et la tête à l'ouest. Il s'agit de mâles adultes.

Pourquoi tant d'animaux ? Comment sont-ils morts ? Pourquoi cette mise en scène ?

Les archéologues excluent l'hypothèse de l'épidémie ou de l'épizootie qui auraient frappé le cheptel de façon indiscriminée. Des analyses archéozoologiques et parasitologiques permettront de vérifier leur état sanitaire. Les animaux auraient-ils fait l'objet d'un sacrifice rituel ? S'ils ne portent à priori aucune trace de mise à mort, la possibilité reste à envisager. Leur nombre constitue un prélèvement lourd dans plusieurs cheptels, ce qui témoignerait de l'importance du sacrifice. Cette inhumation ordonnancée évoque celles des sites gaulois de Gondole et de l'Enfer, dans la plaine de Gergovie, en Auvergne, où ont été trouvées respectivement une fosse contenant huit cavaliers et leurs montures, et cinq fosses avec 53 chevaux seuls. Ces découvertes présentent d'autres similitudes : aucun mobilier n'a été exhumé et un *oppidum* se trouve à quelques centaines de mètres, Gergovie, Gondole et Camp César pour Villedieu-sur-Indre. Dans ce dernier site, des balles de fronde romaines pourraient témoigner de combats entre Romains et soldats du peuple gaulois des Bituriges Cubes. Ainsi, l'enfouissement des animaux pourrait être lié aux batailles de la Guerre des Gaules (de 58 à 50 avant J.-C.). Les analyses ADN, biologiques, archéozoologiques et morphologiques qui débuteront dans les mois à venir apporteront d'importantes précisions sur les races et la provenance des chevaux permettant d'identifier leurs appartenances soit à la tribu gauloise, soit aux troupes romaines, voire à des peuples auxiliaires comme les Germains dont les montures avaient des caractéristiques similaires et qui prêtaient parfois main-forte aux Romains.

1

2

3

1-2-3 Mise au jour des sépultures de chevaux.
© Mathilde Noël, Inrap

« Faire parler les pierres. Sculptures médiévales de Notre-Dame de Paris » l'exposition au Musée de Cluny

De novembre 2024 à mars 2025, plus de 100 000 visiteurs ont découvert pour la première fois, au Musée de Cluny – musée national du Moyen Âge, trente fragments polychromes du jubé du XIIIe siècle retrouvés dans la cathédrale ainsi que les sculptures de la cathédrale étudiées et restaurées par le musée.

Durant cinq ans, plus d'une cinquantaine d'archéologues et de spécialistes ont œuvré à l'intérieur et à l'extérieur de Notre-Dame de Paris lors de 14 opérations, renouvelant ainsi profondément les connaissances sur la cathédrale et l'histoire de l'île de la Cité, depuis le Ier siècle avant J.-C. jusqu'au XIXe siècle. La découverte en 2022 de fragments polychromes du jubé, mur sculpté de séparation entre la nef et le chœur, constitue une avancée patrimoniale et scientifique exceptionnelle. La présentation inédite de 30 d'entre eux en amont des recherches scientifiques a été rendue possible grâce au prêt de l'Inrap et au soutien scientifique de la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, ainsi qu'aux travaux de stabilisation des éléments fragiles financés par l'établissement public Rebâtir Notre-Dame de Paris, maître d'ouvrage du chantier de restauration.

1

1 Quelques éléments du jubé de la cathédrale Notre-Dame de Paris sont exposés.
© Agence LE MENU - Arthur M. Burt ; musée de Cluny – musée national du Moyen Âge

Un objet d'étude extraordinaire

Parmi les découvertes au sein de la cathédrale, celle du jubé est une des plus remarquables. Située à la croisée du transept, cette clôture monumentale sculptée séparant le chœur de la nef a été édifiée vers 1230 puis détruite au XVIIIe siècle en raison de nouveaux usages liturgiques. Aucune représentation n'en a été conservée. Au XIXe siècle, Viollet-Le-Duc avait exhumé une quinzaine de pièces ; quelque 1 035 fragments ont été retrouvés en 2022, pesant jusqu'à 250 kg, dont 700 sculptures dont la polychromie conserve l'éclat du XIIIe siècle. Les fragments avaient été soigneusement disposés sur le sol, indice de leur caractère sacré. Visages, drapés de vêtements, frises aux motifs végétaux et blocs architecturaux aux couleurs chatoyantes donnent à voir le foisonnement et la richesse des décors, sculptés finement dans un calcaire de grande qualité, couverts de pigments précieux et de feuilles d'or. Inventoriés, classés, numérisés, les blocs ont ensuite été nettoyés et font l'objet d'une opération de stabilisation. Ils ont rejoint le laboratoire de l'Inrap pour une étude scientifique qui s'annonce exceptionnelle. Un programme collectif de recherche tentera de reconstituer numériquement le jubé, en étudiera les polychromies, évaluera la part des vestiges encore enfouis et essaiera de comprendre l'histoire, les réparations et les évolutions de ce chef-d'œuvre de l'art gothique.

Hélène Civalleri, responsable de recherches archéologiques, responsable de secteur durant la fouille à la croisée du transept de Notre-Dame de Paris, Inrap

Une vision patrimoniale totalement renouvelée

Notre-Dame de Paris était certes considérée comme un joyau, mais restait finalement assez méconnue en dépit des nombreuses publications la concernant. La connaissance matérielle du monument, reposant sur des éléments tangibles, restait lacunaire. Sur le plan archéologique notamment, peu de fouilles avaient été conduites. L'incendie nous a émus, car Notre-Dame de Paris est intimement liée à l'histoire nationale. Il a aussi été une chance inattendue d'en apprendre davantage sur ce monument très novateur au moment de sa construction et qui occupe une place exceptionnelle dans l'architecture gothique. On mesure dès lors l'opportunité qu'a représentée ce chantier et en particulier grâce aux fouilles préventives réalisées au sein et à l'extérieur de la cathédrale. La conciliation de l'objectif calendaire contraint avec les investigations archéologiques a constitué en soi un défi.

> **« Dans un dialogue franc et exigeant, en écoutant les contraintes des uns et des autres, nous avons communément trouvé des solutions pour réussir. »**

La loi du 29 juillet 2019 autorisant la désignation de l'Inrap comme opérateur, sans mise en concurrence, nous a beaucoup aidés dans la mise en œuvre de cette ambition ainsi que la générosité des 340 000 donateurs, qui nous a permis de financer ces fouilles préventives. Je veux aussi saluer le fort engagement de l'Institut à tous les échelons et jusqu'à sa direction générale et à son président. Dans un dialogue franc et exigeant, en écoutant les contraintes des uns et des autres, nous avons communément trouvé des solutions pour réussir. Sur le terrain, les archéologues n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenir les délais impartis. Leurs découvertes exceptionnelles, couplées à des dispositifs numériques, permettront notamment une reconstitution du jubé dans le futur musée qui sera dédié à la cathédrale.

Jonathan Truillet, adjoint science et patrimoine de la directrice générale déléguée de l'établissement public Rebâtir Notre-Dame de Paris, maître d'ouvrage du chantier de restauration

Des prémices à l'aboutissement de la recherche

À la découverte du jubé, le projet d'exposition initial était bien avancé. Toutefois, l'occasion était trop belle d'y inclure ces fragments avec la délicatesse de leur style, la puissance de leurs couleurs qui suscitent une si vive émotion. Leur intégration dans le parcours invitait à une déambulation aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la cathédrale. Au cours de ce cheminement, un dialogue s'établissait entre les décors tout juste exhumés, matière inexplorée des scientifiques, et les sculptures des portails et de la galerie des rois, objets d'une récente étude approfondie. Celle-ci a mobilisé des techniques de pointe et convoqué la géologie, l'archéologie, la restauration, la conservation du patrimoine, l'ensemble formant écosystème. Guidé dans cette démarche, le visiteur s'approchait du travail scientifique à venir sur les sculptures récemment découvertes.

La scénographie reprenait la symbolique du jubé au sein de la cathédrale, barrière physique qui isole le clergé, dans le chœur, des fidèles, dans la nef. Une sélection de fragments était présentée dans une structure placée au centre de la salle et percée d'une arche, comme une évocation de l'ouvrage. La préparation de cette exposition fut une aventure singulière pour tous ceux qui l'ont vécue, un moment d'harmonie scientifique et humaine.

Damien Berné, conservateur responsable des sculptures médiévales, commissaire de l'exposition « Faire parler les pierres. Sculptures médiévales de Notre-Dame », Musée de Cluny – musée national du Moyen Âge

Grand Est

Direction régionale
Metz

Directeur régional
Claude Gitta

4 centres de recherches archéologiques (Reims, Ludres, Saint-Martin-sur-le-Pré, Eckbolsheim)

234 agents

1

2

3

1 Muraille médiévale de la ville (parement intérieur).
© Yannick Milerski, Inrap.

2 Vestiges enchevêtrés de bâtiments d'Époque moderne.
© Yannick Milerski, Inrap.

3 Adaptation des moyens mécaniques à l'exiguité des lieux.
© Yannick Milerski, Inrap.

Yannick Milerski,
responsable de recherches archéologiques, Inrap

Vézelise : l'archéologie au cœur d'une petite ville

Le diagnostic conduit dans cette petite ville de Meurthe-et-Moselle démontre que les aménagements continus réalisés au fil des siècles dans les centres-bourgs n'entament pas nécessairement le potentiel archéologique des centres-bourgs aujourd'hui en mutation.

Soucieuses de ralentir l'artificialisation des sols, de nombreuses communes, y compris petites, réinvestissent leurs centres-villes bâtis pour leurs projets de construction. Elles peuvent notamment bénéficier du label « Petites villes de demain » qui ouvre droit à des financements. Ce programme de l'État vise à améliorer la qualité de vie des habitants dans les communes de moins de 20 000 habitants et dans les espaces ruraux alentour en accompagnant les politiques de revitalisation territoriale engagées pour la transition écologique. Lorsque l'existence de ces villages ou petites villes est attestée depuis longtemps, ces aménagements peuvent donner lieu à des opérations archéologiques.

C'est le cas à Vézelise, 1 500 habitants, où la commune souhaite réhabiliter son ancien EHPAD pour le reconvertir en logements. Or, l'existence du bourg est suspectée dès la fin du xe siècle et le projet d'aménagement se situe à l'emplacement présumé des fortifications mentionnées pour la première fois dans des archives en 1317. Le diagnostic qui portait sur une parcelle de 3 500 m² décomposée en deux zones était donc une opportunité pour vérifier la présence de vestiges. Pour ce faire, l'accès à la seconde zone – une cour intérieure de 140 m² – a nécessité le recours à une pelle mécanique de très petite dimension, capable d'emprunter un porche d'entrée large de 1,40 mètre, seul accès possible. Les réseaux (gaz, électricité, eaux pluviales) présents en secteur urbanisé, ne sont pas nécessairement répertoriés et signalés de manière exhaustive. Ainsi, certains d'entre eux ont pu limiter les investigations en profondeur. Par ailleurs, la pollution du terrain aux métaux lourds a imposé aux archéologues le port d'équipements spécifiques de protection : bottes étanches, combinaisons et gants. Enfin, la proximité d'une rivière a provoqué des remontées d'eau au fond des tranchées ce qui a demandé l'usage d'une pompe. Aguerri aux situations complexes, l'Inrap s'est adapté à ces difficultés de terrain.

> **« Le diagnostic de Vézelise montre que les projets de revitalisation du centre des villages et petites villes peuvent se révéler fructueux sur le plan archéologique en dépit des difficultés de terrain. »**

Restait néanmoins une question : les aménagements qui se sont succédé dans cet espace durant un millénaire avaient-ils affecté voire détruit le potentiel archéologique ? Cela n'a pas été le cas : chacune des sept tranchées creusées contenait des vestiges. Les archéologues ont ainsi mis au jour plusieurs tronçons de la muraille et ont montré que ses fondations recoupaient une épaisse couche de terre, contenant des fragments de poterie de la fin du premier Moyen Âge (xe-xiie siècle). Ils ont également étudié l'évolution du fossé défensif puis de l'enceinte qui a servi d'assise à des constructions aux xviie-xviiie siècles. De nombreux vestiges de bâtiments d'habitation – murs, sol dallé, âtre de cheminée… – affleuraient parfois sous le sol actuel.

Le diagnostic de Vézelise montre que les projets de revitalisation du centre des villages et petites villes peuvent se révéler fructueux sur le plan archéologique en dépit des difficultés de terrain.

Découverte remarquable

Département
Alsace

Aménageur
Eurométropole de Strasbourg

Nature de l'aménagement
Restructuration urbaine

Responsable de recherches archéologiques
Géraldine Alberti

Équipe
Clémentine Barbau, Magali Fabre, Lucas Helfer-Lebert, Anne Lopez, Yasmine Mechadi, Clémentine Vanassche, Luc Vergnaud, Maxime Walter

Bûchers, urnes et enclos funéraires sur la route des Romains à Strasbourg

À Koenigshoffen, quartier proche du centre de la capitale alsacienne, la présence de très nombreuses structures funéraires vient compléter les connaissances sur une vaste nécropole antique à crémation.

À environ 1,5 km du camp romain d'*Argentotare* situé sous le centre de la Strasbourg contemporaine, un *vicus*, petite agglomération, s'installe et se développe de part et d'autre de la « Route des Romains », entre le début du Ier siècle et les IIIe-IVe siècles après J.-C. Cinq fouilles menées depuis une dizaine d'années dans la partie est du quartier actuel de Koenigshoffen, en cours de réaménagement, ont révélé et documenté la partie nord de la nécropole à crémation du *vicus* qui s'étend le long de la voie en direction de Saverne. Pour la première fois en 2024, une équipe de l'Inrap en a exploré la partie sud, confirmant la continuité de « l'allée des tombeaux ».

La nature des vestiges reste identique à celle des opérations précédentes. Des bûchers funéraires, où étaient incinérés les corps ; des urnes qui recueillaient les cendres ; de petits enclos funéraires carrés délimités par des tranchées maçonnées comprenant pour la plupart un dépôt de crémation unique. De petits objets d'offrandes – lampes à huile, cruches, monnaies, un biberon… – accompagnaient parfois les urnes, dont certains couvercles ont été conservés. Le premier examen de l'intérieur de l'une d'elles a révélé la présence de colliers et bracelets de la taille d'un nourrisson.

Les archéologues ont aussi mis au jour les corps d'un adulte et de deux enfants. Le squelette adulte était déposé en position ventrale dans un bûcher funéraire où il a été inhumé et non incinéré après l'utilisation du bûcher. Cette pratique funéraire, bien que connue pour la période du Haut-Empire (Ier-IIIe siècle) et observée à trois reprises lors d'une fouille à Koenigshoffen, demeure rare. L'étude anthropologique et sa datation par radiocarbone livreront davantage d'informations.

Au stade de l'observation de terrain, cette nécropole semble avoir été utilisée à partir du Ier siècle après J.-C. et avoir perduré durant le IIe siècle, c'est-à-dire plus longtemps que celle située au nord de la voie. Elle a progressivement disparu sous la pression démographique, laissant la place à des habitations et des activités d'artisanat. Des latrines, une cave, un probable puits et un grand four de potier installé au-dessus d'un enclos et le recoupant, matérialisent cette évolution.

Plus que les vestiges eux-mêmes, c'est leur quantité qui surprend. Sur une surface de 300 m² à peine, 265 structures ont été révélées. Les archéologues attendaient 30 sépultures, ils en ont découvert 72 ; ils escomptaient trois bûchers, ils en ont compté 10. Ils ont également exhumé 48 urnes. Cette densité bien supérieure à celle des secteurs fouillés au nord de la voie s'explique probablement par la période d'activité plus longue de cette partie de la nécropole.

L'étude scientifique complétera les données sur l'évolution de la nécropole et les pratiques funéraires. À cet égard, la réflexion sur les bûchers, encore peu fréquents en Alsace, occupera une place importante. Leur orientation identique, leur disposition les uns à côté des autres et leur regroupement à l'écart des sépultures interrogent le développement et l'organisation de cette importante nécropole.

1

3

1 Repérage des structures à fouiller par les archéologues.
© Inrap

2 Restes de crémation au moyen de peinture.
© Inrap

3 Superposition de crémations.
© Inrap

Musée Saint-Remi
de Reims, Marne

Partager les apports scientifiques au musée Saint-Remi de Reims

Grâce à une collaboration avec l'Inrap, le récit de l'histoire de Reims (Marne) présenté au musée Saint-Remi s'enrichit chaque année des interventions des archéologues. Des liens qui sont appelés à se renforcer sur le plan scientifique.

Installé dans l'ancienne abbaye Saint-Remi inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, le musée invite à découvrir des collections éclairant l'histoire rémoise et régionale de la Préhistoire à la Renaissance. C'est dans ce cadre que l'Inrap intervient chaque année pour proposer des actions de valorisation notamment lors des Journées européennes de l'archéologie (JEA) et des expositions temporaires. Ainsi en 2024, les archéologues ont initié 80 élèves de quatre classes d'écoles élémentaires à la taille de silex à l'occasion d'une exposition sur Néandertal ; durant les JEA, ils ont présenté le temps d'une conférence l'apport de l'archéologie préventive dans la connaissance de la ville antique. La collaboration entre les équipes du musée et l'Institut est appelée à s'approfondir sur le plan scientifique à la faveur notamment du projet d'évolution du parcours permanent.

1

1 Atelier gestes et techniques de la préhistoire février 2024.
© Musée Saint-Remi de Reims

Valoriser le patrimoine antique

Dans l'esprit du grand public, la réputation de Reims se cantonne à sa cathédrale, Clovis, la Grande Guerre et le champagne. Quel dommage, cela est réducteur ! Il s'agit en effet d'une des villes d'Europe les plus importantes et riches en vestiges archéologiques antiques. La majestueuse porte de Mars, édifiée au IIIe siècle, témoigne de la grandeur de *Durocorturum*, la Reims gallo-romaine. Les photographies aériennes conservent la mémoire graphique de ses enceintes.

Ce patrimoine exceptionnel mérite d'être mis en lumière. Les données recueillies grâce aux 200 opérations d'archéologie préventive des dernières décennies permettent de reconstituer la physionomie et l'évolution de la ville, depuis la Conquête des Gaules jusqu'à nos jours. La conférence « 50 ans d'archéologie préventive à Reims » donnée en 2024 au musée Saint-Remi lors des JEA expliquait comment 2 000 ans d'urbanisation ont façonné la ville actuelle.

Par exemple, les découvertes archéologiques ont permis de restituer les tracés des enceintes de l'*oppidum* du Ier siècle avant J.-C., puis celles de l'époque augustéenne et enfin celles des IVe, IXe et XIIIe siècles. Elles montrent le premier mouvement d'extension de la ville dont la superficie passe de 60 à 600 hectares au Ier siècle après J.-C., puis sa rétraction sur 55 hectares au IVe siècle. De multiples opérations ont également permis de comprendre l'évolution des axes de circulation, l'implantation des monuments, des quartiers d'habitation et d'artisanat… Le rayonnement économique et politique de la ville est continu : Clovis n'a pas été baptisé à Reims par hasard en 496 ou 498 ! Ces connaissances, fruits des opérations d'archéologie préventive, s'approfondissent, questionnent ou se renouvellent à chaque opération. Elles ont vocation à être partagées. C'est la raison d'être des actions de valorisation réalisées par l'Inrap de façon récurrente avec le musée Saint Remi.

Agnès Balmelle, directrice adjointe scientifique et technique, centre Inrap de Reims

Une expertise précieuse

Le musée Saint-Remi s'intègre dans un ensemble de six établissements municipaux répartis dans deux pôles l'un consacré aux arts et le second composé des musées historiques de Reims.

Créé en 1978, le musée Saint-Remi présente l'histoire de Reims depuis la Préhistoire jusqu'à la Renaissance. À cela s'ajoute une section qui évoque le territoire sous l'angle militaire, de l'Antiquité aux années 1870. Enfin, nous proposons d'explorer le passé de l'ancienne abbaye Saint-Remi avec des œuvres majeures telles les tapisseries du XVIe siècle sur la vie de saint Remi.

> **« Ces collaborations actuelles et à venir montrent combien l'Inrap, acteur national, a su développer une connaissance extrêmement fine du territoire et s'investir de manière réactive dans des enjeux locaux. »**

Nous nous engageons dans un ambitieux projet scientifique et culturel pour transformer le parcours du musée afin qu'il aborde l'histoire de la ville jusqu'à nos jours. Cela impose en particulier l'intégration des connaissances archéologiques les plus récentes dans notre discours ainsi que des objets issus d'opérations d'archéologie préventive. En effet, notre collection actuelle provient pour l'essentiel de fouilles du XIXe et du début du XXe siècle. Nous nous appuierons pour cela sur l'apport scientifique des archéologues de l'Inrap qui rejoindront un comité scientifique, organisant ainsi une collaboration jusqu'ici informelle. Ce projet se mène en parallèle du réexamen de l'inventaire de nos collections qui vise la mise en ligne des artefacts une fois numérisés. Là encore, le regard de l'Inrap est précieux, pendant et après ce travail.

Par ailleurs, nous ambitionnons, à plus long terme, de renforcer la communication scientifique en rassemblant dans notre centre de ressources l'ensemble du corpus documentaire archéologique sur Reims et le nord de la Champagne.

Enfin, nous sollicitons systématiquement l'Inrap dans le cadre des Journées européennes de l'archéologie et de nos expositions thématiques temporaires. Et nous continuerons !

Ces collaborations actuelles et à venir montrent combien l'Inrap, acteur national, a su développer une connaissance extrêmement fine du territoire et s'investir de manière réactive dans des enjeux locaux.

Georges Magnier, directeur des musées de Reims et **Bénédicte Hernu**, directrice des musées historiques de Reims

Grand Ouest

Direction interrégionale
Cesson-Sévigné

—

Directeur interrégional
Jean-Baptiste Rible

—

7 centres de recherches archéologiques (Cesson-Sévigné, Bourguébus, Grand-Quevilly, Le Mans, Beaucouzé, Carquefou, Fontenay-le-Comte)

—

321 agents

1

2

1 Éperon de la côte Sainte-Catherine issu du traitement Lidar.
© GP Seine Aval-Traitement SIF et DAO : G. Léon-Inrap

2 Inhumations appartenant au cimetière abbatial.
© C. Lourdeau, Inrap

Hélène Dupont, responsable de recherches archéologiques, Inrap

Trois méthodes pour découvrir la richesse d'un site

Promenade prisée des Rouennais, la côte Sainte-Catherine, sur la commune de Bonsecours, offre un panorama de la capitale de la Seine-Maritime et la Seine. La conjugaison de trois techniques – images LiDAR (Light Detection and Ranging, image laser), prospection de terrain et sondages – a permis de dépasser de fortes contraintes pour dévoiler l'importance insoupçonnée des vestiges qu'elle recèle.

Dans le cadre d'un projet de valorisation, le diagnostic avait pour but de repérer, qualifier et évaluer les vestiges enfouis d'une abbaye médiévale et de fortifications du XVIe siècle partiellement en élévation, mais dissimulées sous le couvert forestier.

L'abbaye de la Trinité du Mont, fondée au XIe siècle, est mise à sac puis occupée par les huguenots en 1562. Ces derniers s'emparent de Rouen, alors que la ville est entourée sur son flanc est par les fortifications du « Vieux fort » construit vers 1540 sous François Ier. Reconquise par la Ligue catholique, Rouen est à nouveau assiégée par les protestants en 1592. L'année précédente et en prévision de cette attaque, un « Nouveau fort » formé de deux bastions reliés par une courtine et protégés par un grand fossé avait été édifié entre les deux forts. Le site est démantelé par les pouvoirs publics en 1597 pour éviter une potentielle occupation ennemie. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'armée allemande installe un ensemble de batteries d'artillerie antiaérienne et crée un réseau de chemins qui traversent les plateformes d'artillerie du « Vieux fort ».

La côte Sainte-Catherine protégée au double titre des Monuments historiques et de Natura 2000 nous a conduit à utiliser des méthodes non invasives en complément de quelques sondages. Pour repérer les vestiges en élévation dans cette zone boisée de 17 hectares, les archéologues ont ainsi eu recours au LiDAR. Cette méthode de prospection aérienne par laser vise à obtenir un relevé topographique du sol sous forme de nuages de points. Après des opérations de filtrage, la production d'un modèle numérique de terrain permet de détecter les reliefs, même sous la canopée. Les variations du relief de la côte Sainte-Catherine ont pu être confrontées aux résultats des observations de terrain et aux archives cartographiques disponibles entre l'Époque moderne et le XIXe siècle. Parallèlement à cette étude, une prospection de terrain et des sondages ont été également menés dans les quelques zones accessibles.

> **« La conjugaison des méthodes par prospection de terrain, sondage et analyse des données du LiDAR a révélé une densité importante et insoupçonnée de vestiges encore en place. »**

Grâce aux sondages, les archéologues ont pu déceler des vestiges de l'abbaye attestant une occupation entre le XIIe et le XVIe siècle : une partie du jardin, trois inhumations appartenant au cimetière abbatial et un bâtiment conventuel pourvu d'une tour. Ils ont aussi partiellement reconnu la vaste plateforme d'artillerie centrale du « Vieux fort » et son fossé d'enceinte. Ils ont enfin observé les plateformes du « Nouveau fort » et les murs des bastions qui les soutiennent. Au total, deux bastions du « Vieux fort » et deux du « Nouveau fort » ont été identifiés, surveillant le nord et le sud du site. La conjugaison des méthodes par prospection de terrain, sondage et analyse des données du LiDAR a révélé une densité importante et insoupçonnée de vestiges encore en place, bien mieux préservés qu'attendu.

Découverte remarquable

Département
Maine-et-Loire

Aménageur
Direction régionale des affaires culturelles (Drac) Pays de la Loire

Nature de l'aménagement
Ouvrage de protection du portail de la cathédrale

Responsable de recherches archéologiques
Frédéric Guérin

Équipe
Emilie Azeggagh, Margot Borderon, Juliette Coudrin, Auxane de Lépinau, Fabrice Edin, Pierre-Antoine Esnault, Élise Fécamp, Éric Girard, Vincent Grégoire, Gwenaël Herviaux, Pierrick Leblanc, Sandrine Le Gall, Yann Letho Duclos, Frédéric Mélec, Maxime Mortreau, Édith Peytremann, Emmanuel Petit, Martin Pithon. Mickaël Montaudon, Arnaud Rémy, CDP 49

Sous le parvis de la cathédrale d'Angers

La fouille menée sur près de 275 m² devant le portail de la cathédrale Saint-Maurice à Angers (Maine-et-Loire) a révélé de nombreux vestiges qui vont permettre de documenter l'évolution des pratiques funéraires et de l'urbanisme de la ville entre le début du second Moyen Âge et l'Époque moderne.

La construction d'un ouvrage destiné à protéger les polychromies du portail occidental du XII^e siècle de la cathédrale, découvertes en 2009, a occasionné une intervention archéologique de six mois. Précédée par plusieurs édifices construits entre le IV^e et le XI^e siècle, la cathédrale Saint-Maurice a fait l'objet, entre le XI^e et le XV^e siècle, de nombreuses reconstructions, modifications et ajouts. Sans doute lié à la cathédrale romane, consacrée en 1025, un escalier monumental jusqu'ici insoupçonné forme le perron de l'édifice. Il est en grande partie détruit pour laisser place à des tombes et à une galerie bâtie vers 1225 dont les archéologues ont retrouvé les fondations, malgré sa destruction en 1807. Construite dans l'axe du portail et prolongeant la façade vers l'ouest, elle est longue de 25 mètres et large de 8 mètres. Au fil des siècles, elle remplit, selon les sources anciennes, différentes fonctions. D'abord espace de communication, elle facilite la circulation des fidèles ; au XIV^e siècle, sa partie sud y reçoit une chapelle ; par ailleurs, outre un pèlerinage, elle accueille un tribunal ecclésiastique (officialité). Plus tard, on y vend des images pieuses et des chapelets, et au XVIII^e siècle, des artisans du bois y installent leur atelier. Les archéologues ont aussi découvert une activité de fonderie de cloches pratiquée dans une structure circulaire maçonnée, construite au sein de la galerie, probablement à l'Époque moderne.

Elle sert également de lieu d'inhumation, puisque la plupart des quelque 170 tombes d'époques médiévale et moderne mises au jour y prennent place. Recouvrant une partie du cimetière paroissial (XI^e-XV^e siècle), la galerie a, d'après les sources historiques, notamment accueilli des tombes de chanoines. S'il faut attendre les résultats de l'étude anthropologique pour mieux connaître la population inhumée, il semble que les défunts enterrés dans la galerie soient essentiellement des hommes. Le statut de ces derniers n'a pu être défini ; toutefois, la présence d'un sceau en plomb (bulle pontificale) accompagnant l'un d'eux laisse à penser qu'il pourrait s'agir d'un ecclésiastique. La typologie des tombes est variée et conforme à l'évolution de l'architecture funéraire en Anjou et Touraine au Moyen Âge puis à l'Époque moderne : coffrages anthropomorphes en blocs de tuffeau et cercueils en bois de forme trapézoïdale côtoient quelques caveaux rectangulaires et de rares fosses aux inhumations en linceul.

Enfin, la découverte d'une rue médiévale précédant la construction de la galerie témoigne de changements urbains : pour partie héritière d'une voie romaine, la nouvelle rue est aménagée autour du XI^e siècle, probablement pour contourner la cathédrale construite avant 1025. Cette voie médiévale disparaît ensuite avec l'édification de la galerie.

Cette opération est riche en informations sur les pratiques funéraires et sur l'urbanisme d'Angers. Au-delà de la rareté des fouilles dans un tel contexte, l'intervention devrait permettre d'en apprendre davantage sur la galerie et ses fonctions.

1 Vue aérienne de la fouille du parvis de la cathédrale Saint-Maurice.
© Emmanuelle Collado, Inrap

2 Vue du chantier de fouille du parvis de la cathédrale Saint-Maurice.
© Emmanuelle Collado, Inrap

3 Bulle papale.
© Emmanuelle Collado, Inrap

À Morlaix, les Beaux-Arts sous un nouveau jour

Le musée des Beaux-Arts de Morlaix, dans le Finistère, a entamé sa mue progressive en 2017. Les travaux de réhabilitation du couvent des Jacobins où il est installé ont donné lieu à une vaste fouille de l'église dont les découvertes ont été partagées avec le public.

En 2023-2024 les équipes de l'Inrap ont fouillé les sols, les murs et la charpente de l'église du couvent des Jacobins, le plus ancien de Bretagne. Attaché à la connaissance, Morlaix Communauté, aménageur a accepté d'allonger la durée de l'opération pour compenser l'arrêt temporaire du chantier dû aux dégâts causés par la tempête Ciaran. L'ensemble des acteurs impliqués dans cette « fouille-événement » ont organisé de concert des actions de valorisation des découvertes remarquables tout au long du chantier : presse, visites guidées hebdomadaires, opérations pour les scolaires, Journées européennes du patrimoine, Journées européennes de l'archéologie… Entre septembre 2023 et mars 2024, près de 2 400 personnes ont pu rencontrer les archéologues sur le chantier.

1

1 Journées européennes du Patrimoine 2024, atelier bac de fouille.
© J. Thomas, Musée de Morlaix.

Les élites inhumées dans l'église

Le couvent des Jacobins, fondé au XIIIe siècle, reste en activité jusqu'à sa désacralisation à la Révolution. La fouille exhaustive d'une telle église est rare et il faut saluer l'exceptionnel soutien de l'aménageur pour la mener à bien. Dans le sol, nous avons identifié 256 inhumations, principalement dans la partie ouest moins perturbée que le chœur. Le nombre d'individus dépasse largement ce chiffre puisque, outre les tombes individuelles, on compte 15 % de caveaux maçonnés qui regroupent plusieurs sujets inhumés successivement. Ce type de sépulture est réservé généralement à une élite. Ainsi dans le chœur, l'une d'elles correspondrait selon les sources historiques à la tombe de Pierre de Boiséon, gouverneur de Morlaix au XVIe siècle. Le plus important caveau collectif rassemble plus de quinze enfants, pour la plupart des tout-petits. Leur présence interroge, car les enfants en bas âge, qui n'ont pas encore été baptisés, ne sont pas d'ordinaire enterrés dans une église. Nous avons également mis au jour des « pourrissoirs », mode d'inhumation privilégié : le cercueil est disposé sur des traverses aménagées dans le caveau ; une fois décomposés, les restes du défunt se déposent au fond du caveau, évitant la superposition des corps. Les travaux de recherche permettront de caractériser davantage la population et les pratiques funéraires.

Élodie Cabot, responsable de recherches archéologiques, responsable de la fouille de l'église des Jacobins, Inrap

Les murs et leurs clés de compréhension

Bien que le travail de terrain soit encore en cours, l'étude d'archéologie du bâti apparaît prometteuse. Elle va en effet tirer parti d'abondantes sources historiques ; des rapprochements s'établiront avec les résultats de la fouille des sols ; des comparaisons seront effectuées avec l'étude archéologique menée il y a quelques années au couvent des Jacobins de Rennes. De nombreux spécialistes – bois, charpente, géologue, historien, restaurateur… – apporteront des éclairages complémentaires qui enrichiront l'analyse.

Le mur sud de l'église est contemporain de la fondation du couvent au XIIIe siècle. Un collatéral, au nord, et une charpente sont ajoutés vers 1360. Une chapelle est construite à la toute fin du XVe siècle au nord. De nombreuses peintures aux tons vifs, non mentionnées dans les archives, sont apparues sur certains piliers, murs et encadrements des baies. Ces décors des XIVe et XVe siècles figurent notamment des blasons de grandes familles seigneuriales. Symboles de pouvoir et de dévotion, signes possibles de mécénat, ils devront être analysés pour en saisir la portée dans le contexte complexe et belliqueux de la Bretagne de la fin du Moyen Âge.

Teddy Béthus, responsable de recherches archéologiques, spécialiste du bâti, Inrap

La culture dit ce que nous sommes

La réhabilitation du musée des Beaux-Arts est l'un des plus importants projets de Morlaix Communauté qui ambitionne d'offrir à nouveau au regard du public la qualité exceptionnelle de ses fonds : le seul Monet de Bretagne, l'unique exemplaire au monde d'un buste en argent de Rodin, une collection ethnographique rare… La réflexion sur le parcours muséal s'étend désormais aux découvertes de la fouille qui éclairent l'âge d'or de Morlaix. La culture est un investissement primordial : elle apporte des réponses apaisées à des débats qui agitent la société, aux interrogations sur ce que nous sommes et renforce la cohésion du territoire. L'archéologie préventive y participe, car en nous rapprochant de nos racines, elle est un peu le reflet de notre essence.

> **« Avec l'Inrap, l'élu local attaché à son territoire dispose d'un outil scientifique exceptionnel pour faire grandir le sentiment d'appartenance, rapprocher la société de son histoire et faire rayonner le territoire. »**

Ainsi, la découverte d'un grain de patenôtre en forme de tête de mort et des tombes conduit, tout à la fois, à se questionner sur la place de la mort dans les sociétés et à renforcer le sentiment d'appartenance au territoire. C'est pourquoi nous avons été promoteur de ces fouilles afin que la science archéologique puisse s'exprimer pleinement et, simultanément, nous y avons associé le public pour qu'il vive ce chantier comme un événement où l'on se réapproprie le passé. Avec l'Inrap, l'élu local attaché à son territoire dispose d'un outil scientifique exceptionnel pour faire grandir le sentiment d'appartenance, rapprocher la société de son histoire et faire rayonner le territoire.

Jean-Paul Vermot, maire de Morlaix, président de Morlaix Communauté

Hauts-de-France

Direction régionale
Glisy

Directeur régional
Pascal Depaepe

5 centres de recherches archéologiques (Villeneuve-d'Ascq, Achicourt, Glisy, Passel, Soissons)

221 agents

1

2

3

1 Découverte de deux bases de moules à cloche.
© Franck Defaux, Inrap

2 Montage des opérations de la place Fernand Marquigny, aperçu des vestiges.
© ville de Soissons

3 Vue de la grande salle à hypocauste, au premier plan puits médiéval creusé dans le sol gallo-romain. Fondations en *opus vitattum* en arrière-plan.
© Marjorie Galois, Inrap.

L'archéologie révélatrice d'histoire(s)

Dans l'Aisne, une série de diagnostics documente depuis 2018 le cœur de Soissons. Par touches successives, ces opérations nourrissent une nouvelle réflexion scientifique, dépassant le regard figé porté sur l'histoire de la ville.

Dans la mémoire collective, Soissons est associée au « souvenir du vase » et à Clovis relaté au VI^e^ siècle par Grégoire de Tours dans son *Histoire des Francs*. Au-delà de ce mythe national, la connaissance archéologique de la ville fondée 20 ans avant J.-C. s'est longtemps concentrée sur la ville antique du Haut-Empire grâce à des découvertes de vestiges dès le XVI^e^ siècle et à l'acquisition de données jusqu'au XX^e^ siècle. L'appréhension des époques médiévale et moderne s'appuyait exclusivement sur des sources historiques.

> **« Les données foisonnantes récoltées ont conduit à la création d'un programme collectif de recherches regroupant des scientifiques rattachés à l'Inrap et à d'autres organismes. »**

À partir de 2018, le projet de requalification du centre-ville a marqué le début d'une série de diagnostics, réalisés par tranches, sur 2,5 hectares. En comptant l'intervention de 2024 dans le square Saint-Pierre, environ la moitié de cette emprise a été sondée. D'ores et déjà, les observations et analyses amènent à reconsidérer certains postulats sur le développement de la ville dont l'urbanisme est contraint par la présence de l'Aisne. Ainsi, deux opérations en cœur de ville sur les sept prévues depuis 2018, focalisées sur les fortifications, ont démontré que le tracé du *castrum*, édifié entre le III^e^ et le IV^e^ siècle, ne correspondait pas à celui qui était jusqu'ici supposé. Ils ont permis également d'exhumer des vestiges liés aux enceintes médiévales, modernes et du XIX^e^ siècle. D'autres interventions ont documenté les grands travaux entrepris aux XVI^e^, XVII^e^, XIX^e^ siècles et après la Grande Guerre qui ont transformé la ville (modifications des quartiers, rues élargies…). Tous les diagnostics urbains ont fourni des résultats positifs, le plus souvent sur des séquences historiques longues. Un seul sondage profond sur la place Marquigny a par exemple révélé des vestiges renseignant l'Antiquité (possible forum du II^e^ siècle), l'Antiquité tardive (habitat élitaire et matériaux de marbre), le Moyen Âge (latrines dont les analyses documentent les pratiques d'hygiène et alimentaires), et l'Époque moderne (fosses de démolition) ! En 2024, l'opération du square Saint-Pierre a mis au jour notamment trois salles de grands thermes de l'Antiquité tardive, soit publics, soit appartenant à une très riche demeure. Cette découverte inédite à Soissons se complète d'autres informations sur les périodes médiévale (cimetière paroissial, chevet de l'ancienne église Saint-Pierre, sarcophages…), moderne (cimetière des chanoines de Saint-Pierre, puits) et contemporaine (fondation de l'îlot du XIX^e^ siècle).

Les archéologues espèrent mieux documenter la croissance de la ville du XI^e^ au XIII^e^ siècle évoquée dans les sources historiques grâce à de nouvelles découvertes. À Soissons, les diagnostics urbains constituent les principales sources d'acquisition des connaissances. Les données foisonnantes ainsi récoltées ont conduit à la création d'un Programme collectif de recherches (PCR) regroupant des scientifiques rattachés notamment à l'Inrap. Les prochaines opérations contribueront à éclairer l'évolution de la ville et dynamiseront encore le questionnement des chercheurs.

Louis Hugonnier,
responsable de recherches archéologiques, Inrap

Découverte remarquable

Département
Pas-de-Calais

Aménageur
Société du Canal Seine-Nord-Europe

Cofinancé par l'Union européenne

Nature de l'aménagement
Construction d'un canal à grand gabarit

Responsable de recherches archéologiques
Frédéric Simon

Équipe
Frédéric Audouit, Astrid Dewailly, Anne-Lise Le Bayon, Benoit Leroux, Mathilde Deblois, Jean-Marie Favier, Robert Foubert, Ariane Fouillade, Mathilde Garnier, Isabelle Gaudry, Kevin Guérineau, Antoine Hamieau, Kévin Hutinet, Benjamin Jagou, Patrice Ladureau, Vanessa Lorrain, Thierry Marcy, Yves Naze, Ludovic Notte, Joséphine Obrecht, Géraldine Teysseire, Fabienne Watel

Un terroir de l'Artois de l'époque gauloise à la fin de l'Antiquité

Dans le Pas-de-Calais, à Ruyaulcourt, une fouille sur le projet du canal Seine-Nord Europe a révélé un établissement rural et ses espaces funéraires. Elle ouvre une fenêtre sur un secteur archéologiquement méconnu.

De nombreuses opérations archéologiques ont été réalisées depuis plusieurs années en amont de la construction du Canal Seine-Nord-Europe (CSNE) qui reliera Compiègne dans l'Oise à Aubencheul-au-Bac dans le Nord. Situées dans des zones rurales qui font rarement l'objet de recherches archéologiques, elles offrent l'opportunité d'explorer le passé de ces territoires. C'est le cas de la fouille menée d'avril à décembre 2024, dans la commune de Ruyaulcourt.

Les vestiges d'un vaste établissement rural en activité entre La Tène ancienne (480-250 avant J.-C.) et le Bas-Empire (IVe siècle après J.-C.) ont été découverts sur une emprise de 13 hectares. Des systèmes d'enclos ont été mis au jour dans deux secteurs distincts, éloignés d'environ 300 mètres, l'un au nord-est de l'emprise et l'autre au sud-ouest.

Dès La Tène ancienne, des aires de stockage alimentaire, matérialisées par des silos placés à l'intérieur d'enclos semi-circulaires, s'installent sur les deux secteurs. À partir de La Tène moyenne-finale (250-25 avant J.-C.), un chemin s'établit au nord-est de l'emprise. Au sud-ouest, plusieurs enclos et des vestiges à vocation agropastorale (greniers, fosses) ont été exhumés et se développent pendant le Haut-Empire. Dès lors, on observe une réorganisation des enclos, l'établissement de vastes fosses et de potentiels puits d'extraction de matériau. L'occupation se densifie jusqu'à son apogée aux IIe-IIIe siècles après J.-C. Au sud-ouest, l'épandage massif de scories dans quelques structures témoigne d'une activité métallurgique importante. La quantité et la variété du mobilier retrouvé (appliques de meuble, monnaies, céramiques) dans une zone occupée par un cellier et un puits cuvelé suggèrent la présence d'un habitat dont les bâtiments n'ont pas été préservés.

Bien que l'occupation semble décliner durant le Bas-Empire (IVe siècle), les vestiges attestent le maintien d'une activité sur le site.

Des espaces funéraires sont installés au nord-est et au sud-ouest de l'emprise, mais ils s'y organisent différemment. Au sud-ouest, les tombes à crémations sont dispersées et s'implantent aux angles des enclos, par groupe de deux à trois maximum. Le mobilier qui accompagne certaines d'entre elles (pelle à feu, tisonnier, grill miniature) évoque l'importance du culte du foyer dans la cérémonie funéraire. Au Ier siècle après J.-C., deux ensembles composés chacun d'une dizaine de sépultures s'alignent le long du chemin, au nord-est. Dans les tombes, les restes humains incinérés sont placés dans des coffres en bois, accompagnés d'offrandes (céramique) et parfois d'objets assez rares (collier et bracelet de perles en pâte de verre, statuette en terre cuite), indiquant peut-être une relative aisance des défunts.

L'étude cherchera par l'évolution de l'établissement dans son environnement, à apprécier la temporalité, les modalités et l'ampleur des changements qui ont touché les campagnes du nord de la France à la période gallo-romaine.

1

2

3

4

5

1 Vue d'ensemble de la fouille avec au 1er plan les secteurs 1a et 4, au 2nd plan les secteurs 1b, 2 et 3.
© F. Audouit, Inrap

2 Tombes 3037-3038.
© Inrap

3 Applique.
© Inrap

4 Monnaie du Bas-Empire.
© Inrap

5 Statuette en terre cuite représentant un couple s'enlaçant (environ 13 cm de haut pour 5 de large).
© F. Watel, Inrap

« La Somme des Préhistoires », l'exposition événement du musée de Picardie à Amiens

Plus de soixante ans après sa dernière exposition sur la Préhistoire, le musée de Picardie a invité le public à découvrir cette période méconnue dont la région est pourtant un haut lieu.

« La Somme des Préhistoires », labelisée « Exposition d'intérêt national » par le ministère de la Culture, proposait un voyage de 670 000 ans, depuis les plus anciennes occupations jusqu'aux derniers chasseurs-cueilleurs. De la création de la discipline au XIXe siècle aux plus récentes découvertes, elle abordait les différentes facettes de la Préhistoire dans le territoire et montrait notamment l'exceptionnel ensemble des statuettes d'Amiens-Renancourt mis au jour en 2019 par les archéologues de l'Inrap. De nombreuses animations pour tous les publics ainsi qu'un riche catalogue complétaient cette présentation. Fruit de trois années de travail, sa conception s'est appuyée sur un comité scientifique rassemblant des spécialistes de multiples horizons dont l'Inrap, le CNRS, le service régional de l'archéologie (Drac) des Hauts-de-France, le Muséum d'histoire naturelle de Paris… Le musée de Picardie a accueilli près de 80 000 personnes entre avril et novembre 2024.

1

© Gauthier Gillmann - Musée de Picardie

Un panorama complet et pluridisciplinaire

La Somme occupe une place de premier plan dans la discipline préhistorique, parce qu'elle en est le berceau avec Jacques Boucher de Perthes, l'un des fondateurs de la science préhistorique, et parce qu'elle demeure un territoire de référence. Elle bénéficie en effet d'une géologie singulière très favorable à la conservation de nombreux gisements préhistoriques. Elle est donc explorée, étudiée et citée depuis des décennies par la communauté scientifique internationale.

> **« Nous avons voulu livrer un panorama le plus large possible, du Paléolithique (670 000 ans avant le présent) au Mésolithique (8 000 ans avant le présent). »**

L'exposition avait pour objectif de permettre au public d'appréhender son territoire sous l'angle de la Préhistoire, trop mal connue. Si les découvertes récentes de l'archéologie préventive ont contribué à l'acquisition de nouvelles connaissances, c'est en raison du recours à des techniques et méthodes d'analyse pluridisciplinaires. Le comité scientifique a donc réuni des spécialistes couvrant tout le spectre de la discipline : archéologues préhistoriens, géologue, paléontologue, archéozoologue, anthropologue, conservateurs du patrimoine… Nous avons voulu livrer un panorama le plus large possible, du Paléolithique (670 000 ans avant le présent) au Mésolithique (8 000 ans avant le présent). Outre l'hommage rendu au créateur de la discipline, nous avons aussi abordé les représentations de la Préhistoire dans l'art au XIXe siècle et aujourd'hui, battant en brèche les stéréotypes. Suivant le cours des fluctuations climatiques, les découvertes de dix-huit sites emblématiques de la Somme et des animaux naturalisés ou esquissés illustraient les effets de la succession des ères glaciaires et tempérées sur les humains, les paysages et la faune ainsi que les adaptations à ces changements. La quinzaine de statuettes d'Amiens-Renancourt, présentées en fin de parcours, ont été l'objet d'un important travail de restauration. L'ensemble formait une synthèse dense avec des contenus informatifs didactiques. Il n'éludait pas cependant certaines questions qui restent sans réponse telles que les croyances ou l'organisation sociale. Le visiteur pouvait ainsi grappiller, approfondir certains points, compléter ses connaissances en assistant à des conférences… et revenir !

Clément Paris, co-commissaire de l'exposition, responsable de recherches archéologiques spécialiste du Paléolithique supérieur et inventeur du site d'Amiens-Renancourt, Inrap

Rendre ses lettres de noblesse à la Préhistoire

Édifié sous Napoléon III, le musée de Picardie réunit des collections qui s'étendent de l'archéologie locale et internationale, jusqu'à l'art contemporain.

Sensibilisée il y a quelques années par des préhistoriens, notamment de l'Inrap, aux enjeux de leur discipline dans la Somme, il m'a semblé nécessaire, dès mon arrivée à Amiens, d'accorder une place plus vaste à cette période au musée et d'y intégrer bien évidemment les découvertes de Renancourt. L'exposition « La Somme des Préhistoires » constitue un événement marquant pour le public, première étape de la démarche qui doit s'étendre ensuite aux collections permanentes.

Entre l'imaginaire que véhicule la Préhistoire et la réalité des artefacts et des connaissances, la dichotomie est évidente. Pour éviter l'écueil d'une accumulation de silex et ossements peu séduisante pour le public, il fallait une proposition théâtralisée et surprenante. En acceptant ce principe, les membres du comité scientifique ont fait preuve d'une grande ouverture d'esprit et d'une magnifique générosité. J'étais leur Candide qui les aiguillait pour concevoir un contenu accessible. La scénarisation irriguait tout le parcours. Dans la grande salle par exemple, des animaux pour la plupart naturalisés et disposés en cortège « prenaient chair » ; ils entraient en résonance avec les artefacts présentés dans les vitrines face à eux ; l'ensemble s'organisait selon l'ordre de panneaux sur les cycles climatiques dont les codes couleur scandaient la progression chronologique. Dernière étape et point d'orgue du parcours, les statuettes de Renancourt trônaient dans une vitrine évoquant la joaillerie, tel un trésor. Parallèlement, 116 rendez-vous ont ponctué les sept mois d'exposition, parlant à tous les types de publics : un cycle de conférences scientifiques, des visites guidées, un carnaval, des visites destinées aux scolaires en lien avec les programmes, des sessions de contes ou de modelage… L'épais catalogue de l'exposition a aussi mobilisé l'ensemble des experts du comité qui ont su composer une somme scientifique complète.

Agathe Jagerschmidt-Séguin, conservateur du patrimoine, responsable des collections archéologiques des musées d'Amiens

Midi-Méditerranée

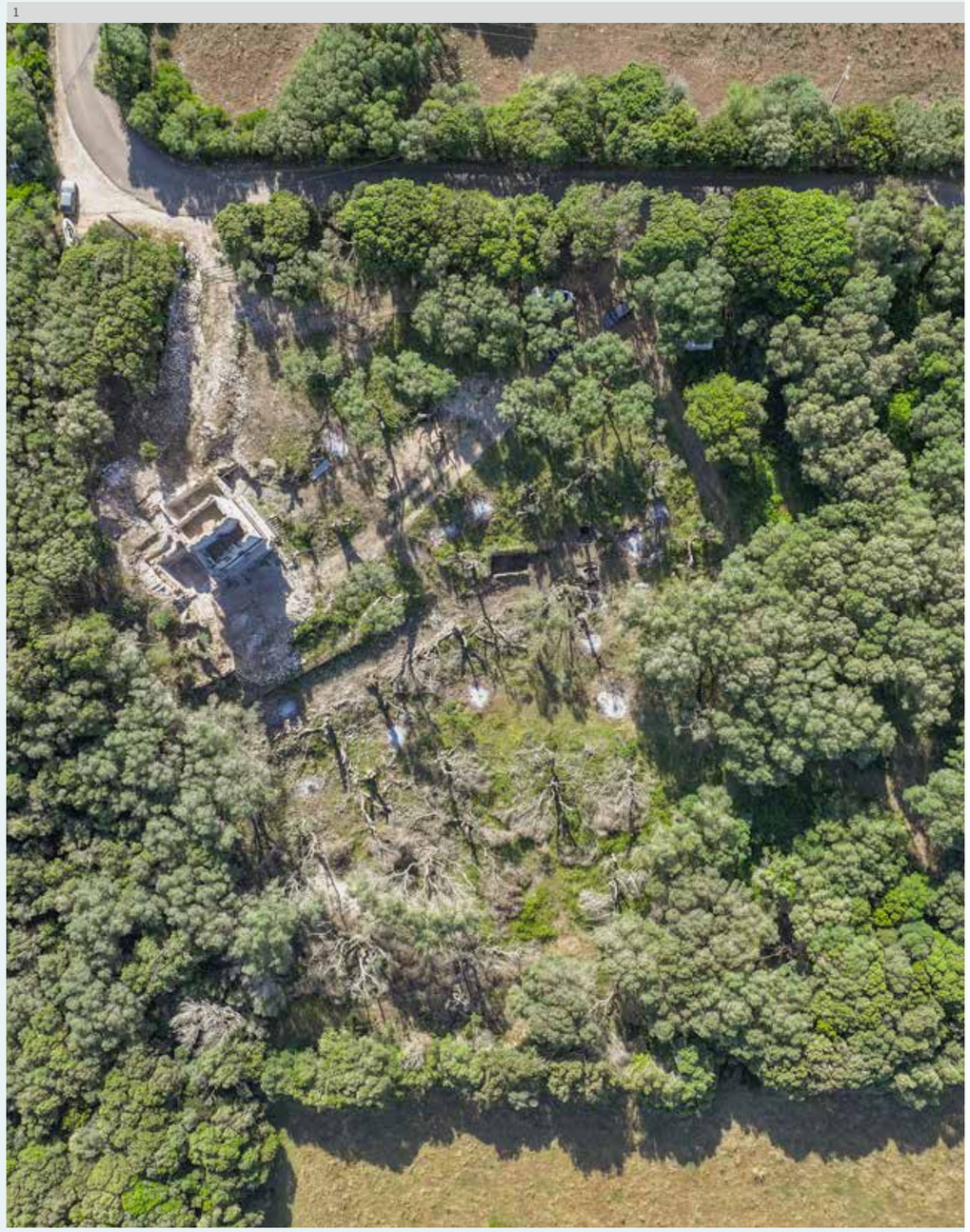
Direction interrégionale
Nîmes

Directrice interrégionale
Catherine Utrera

8 centres de recherches archéologiques (Éguilles, Marseille, Nîmes, Villeneuve-lès-Béziers, Saint-Estève, Montauban, Saint-Orens)

338 agents

1



1 Vue aérienne générale de la tour Ricelli dans son environnement (au sein du plateau bonifacien)
© Thomas Lanfranchi, Inrap

Astrid Huser,
responsable de recherches archéologiques

À Bonifacio, une tour de défense civile de l'Époque moderne

Sur le plateau calcaire de Bonifacio, la tour de Ricelli témoigne d'un patrimoine rural unique, non répertorié dans les archives. Le diagnostic mené au printemps 2024 a permis d'appréhender les traces de la vie des « *pialinchi* », ces paysans qui ont façonné avec patience et habileté ces terres inhabitées, balayées par des vents violents.

Sur la ligne de côte opposée à la ville et environnée d'une vaste oliveraie tricentenaire étagée en terrasses, la tour s'ancre sur un monticule rocheux d'où elle domine la mer et la campagne bonifacienne. Encore occupée dans les années 1960, la tour a probablement été édifiée aux XVI^e^-XVII^e^ siècles comme en témoignent les céramiques exhumées des structures.

Le site forme un ensemble complexe. Haute de 14 mètres, la tour est couronnée par deux terrasses disposées en escalier et chapeautées d'un crénelage dont les merlons montés en V forment des « queues d'hirondelles ». L'entrée est désignée par une bretèche, logette en encorbellement qui la surmonte et la défend. Quatre chaînes d'angle soulignent sa silhouette en décroché. Deux espaces mitoyens d'environ 20 m² chacun, probables cours fortifiées initiales, bordent la tour latéralement et à l'arrière. Les trois structures partagent une même assise taillée d'un seul tenant dans la roche et la pente.

La tour s'étage sur cinq niveaux, selon une pièce unique de 20 m², desservie à chaque fois par une trémie qui assure la circulation verticale. Au rez-de-chaussée, seule la façade d'accès est maçonnée; les autres sont taillées dans la roche et sont soutenues par une maçonnerie intérieure. Dans la pièce pavée d'un grand dallage s'inscrivent trois caissons de pierre ainsi qu'une citerne liée à un soupirail dont la découpe peut aussi servir de déversoir. Une porte cintrée ouvre sur la cour latérale. Si les plafonds des deux premiers niveaux sont en genévrier, appelé « bois de fer », les troisième et quatrième sont couverts d'une voûte. Ce dernier niveau, prolongé par une terrasse, accueille une demi-voûte qui soutient une plateforme sommitale offrant une vue à 360° sur la mer et le plateau bonifacien. Dans la première cour, un système de canalisation est découpé dans la roche à hauteur d'étage et recouvert de dalles. Il conduit les eaux pluviales dans la cour arrière pour alimenter la citerne logée dans la tour, par un bassin faisant trop-plein et le soupirail servant de déversoir. Enfin, pressoir, fontaine et lavoir mais aussi terrasses, chemins et constructions utilitaires en dallettes de calcaire retracent le quotidien des ouvriers agricoles.

> **« L'huile est une denrée précieuse dès le Moyen Âge et les grandes familles bonifaciennes, propriétaires des oliveraies, doivent protéger leurs *"pialinchi"* contre la nature, les brigands ou les pirates. »**

Elle présente de remarquables similitudes avec la tour de Casella, située à 400 mètres. Toutes deux relèvent d'un même type de défense civile qui se met en réseau face à l'insécurité autour du XV^e^ siècle en Corse. L'huile est une denrée précieuse dès le Moyen Âge et les grandes familles bonifaciennes, propriétaires des oliveraies, doivent protéger leurs « *pialinchi* » contre la nature, les brigands ou les pirates.

Le crénelage en « queues d'hirondelles » élargit la perspective. On retrouve en effet ce symbole sur la tour médiévale de Naxos (Grèce), sur la Casa di Romeo à Vérone ou sur la « tour Rouge » Sainte-Agathe à Malte édifiée en 1649 par les chevaliers de l'Ordre de Malte…

Découverte remarquable

Département
Bouches-du-Rhône

Aménageur
Vastint

Nature de l'aménagement
Immeubles de bureau

Responsable de recherches archéologiques
Nicolas Weydert

Équipe
Corinne Aubourg, Corinne Bouttevin, Nicolas Bourgarel (prises de vue drone), Stéphane Brousse, Jean-Louis Charlot, Florent Châteauneuf (mobilier lithique), Émilie Cipolloni, Bruno Fabri (topographie), Gerlinde Frommhertz, Margo Garnier (stagiaire AMU), Hugo Guilbert-Hieulle, Julie Labussière, Sylvie Mathie, Renaud Lisfranc, Noele Nin, Jean-Philippe Sargiano (industrie lithique sur silex), Mariannick Taras, Pascal Tramoni, Laurent Vallières (topographie)

À Marseille, des découvertes de référence pour l'âge du Bronze

En amont de la construction d'immeubles de bureau dans l'est de Marseille, une opération archéologique a révélé des vestiges du Néolithique et de l'âge du Bronze dont certains sont inédits en Provence.

Trois périodes sont représentées sur la parcelle de 4 198 m² située dans le domaine de Vallée Verte, à l'est de Marseille, dans le 11e arrondissement. Les humains ont occupé ce secteur au Néolithique moyen, c'est-à-dire 5 000 ans avant Jésus-Christ comme en témoigne un grand foyer circulaire à pierres chauffées de 2 mètres de diamètre.

À l'ouest de l'emprise, trois grandes rangées parallèles de trous de poteau dessinent le plan d'un bâtiment rectangulaire doté d'une abside, long de 30 mètres et large de 9 mètres. Sur les rangs latéraux, les trous sont de taille moyenne (60 cm à 1 m de diamètre) et rapprochés les uns des autres. L'alignement central accueillait des poteaux faîtiers beaucoup plus puissants.

Des comparaisons avec de grandes maisons similaires retrouvées aux environs de Naples, parfaitement conservées après une éruption du Vésuve, permettent de comprendre la structure de ce bâtiment. Les poteaux les plus imposants supportaient le toit qui descendait en pente vers les poteaux latéraux qui servaient de murs porteurs. Les charbons trouvés dans les comblements des trous ont été datés par radiocarbone de l'âge du Bronze ancien (de 2300 à 1600 avant J.-C.). Quelques céramiques – fragments de vases de stockage et de vaisselle utilitaire – ont été mises au jour, mais aucune trace de foyer n'est apparue, et aucun niveau de sol tangible n'a été perçu lors de la fouille. Néanmoins, dans les grandes maisons identifiées près de Naples, les foyers ne se trouvaient pas au sol, mais étaient installés sur de petits monticules d'argile, ce qui pourrait constituer un début d'explication. Il est probable que l'érosion en a effacé les traces. À ce jour, aucune autre grande maison de cette période n'a été découverte en Provence et peut-être sur tout le pourtour méditerranéen français.

À l'est de ce bâtiment, les archéologues ont mis au jour une trentaine de fosses contenant des céramiques et des charbons datés par radiocarbone de la première moitié de l'âge du Bronze final (de 1400 à 800 avant J.-C.). Elles sont entourées de quelques trous de poteau dispersés. La rubéfaction intense des parois chauffées par le feu et la forme en poire de l'une d'elles évoquent un atelier métallurgique. L'analyse d'un petit contenant en argile exhumé à côté qui pourrait s'apparenter à un creuset permettra de valider ou non cette hypothèse.

Aucun lien n'existe entre ces trois occupations successives. Elles se situent néanmoins dans la vallée de l'Huveaune, fleuve coulant de la Sainte-Baume à la Méditerranée, qui constitue une voie de circulation propice à l'installation humaine.

L'est de Marseille reste peu connu sur le plan archéologique et, d'une manière générale, la ville est pauvre en vestiges de l'âge du Bronze. En effet, les sites connus se limitent à ceux de la station Louis-Armand, du collège Vieux-Port, de la place Jules-Verne, et de la Capelette. La découverte d'une « grande maison », inédite en Provence, est exceptionnelle, et fera de ce site une référence pour la communauté scientifique.

1

2

3

1 La grande maison de l'âge du Bronze vue depuis le nord.
© Inrap

2 Orthophotographie du bâtiment.
© Inrap

3 Céramiques néolithiques.
© Inrap

Toulouse,
Haute-Garonne

Quand la construction du métro dévoile le passé toulousain

Entre grues et engins, la fouille de sept mois à l'emplacement de la station François Verdier de la ligne C du métro toulousain a été réalisée dans un environnement complexe, en coactivité avec les entreprises de génie civil. Ouverte le 21 septembre à l'occasion des Journées européennes du patrimoine, le public y est venu en nombre.

Près de 800 visiteurs sont venus découvrir le site en une seule journée ! Face à cette affluence les huit archéologues présents se sont adaptés au mieux et ont accueilli des groupes de 15 à 30 personnes afin de canaliser les flux de visiteurs. Les entreprises du groupement avaient, pendant une semaine, aménagé le chantier de façon à mettre en place un cheminement sécurisé. Ces visites constituaient un moment fort de la communication du maître d'ouvrage délégué, Tisséo, qui avait ouvert en parallèle trois autres sites de la future ligne C pour expliquer le projet. Ce succès est à l'image de la remarquable fluidité des échanges entre les acteurs pendant toute la durée du chantier.

1

1 Les visiteurs étaient au rendez-vous lors des Journées européennes du patrimoine pour visiter le chantier archéologique.
© Jean-Baptiste Jamin, Inrap

Une fouille, de nouvelles questions

La fouille de la station de métro François Verdier ligne C s'inscrit dans la continuité de précédentes opérations de ce secteur extra-muros de la ville antique et médiévale qui avaient déjà révélé des structures d'habitat, des voies et une zone funéraire allant de l'Antiquité au Moyen Âge. Nous pensions en trouver la suite. La zone était d'autant plus prometteuse que la future station se situe dans le prolongement hors les murs du *decumanus maximus*, l'un des deux principaux axes d'une cité romaine, jamais observé jusqu'ici à Toulouse. Cette voie franchissait l'enceinte grâce à une porte dont l'emplacement reste flou. Au niveau de la porte, encore utilisée au Moyen Âge, un pont franchissait l'imposant fossé creusé devant l'enceinte. Un dispositif défensif de type barbacane pouvait donc apparaître dans l'emprise de la fouille.

Les découvertes nous ont surpris. Le secteur reste une zone funéraire depuis les Ier-IIe siècles jusqu'aux VIIIe-IXe siècles. Six sépultures ont été mises au jour : une inhumation antique de périnatal, une magnifique tombe en bâtière de l'Antiquité tardive et quatre tombes du haut Moyen Âge, entre le VIIe et le IXe siècle, ainsi qu'une grande fosse, probablement un dépotoir de bûcher de crémation antique. La localisation de la fouille sur l'axe théorique de la voie alors que les aires funéraires sont davantage situées en périphérie des voies explique sans doute ce faible nombre de sépultures.

Pour le Moyen Âge, nous avons observé une partie du fossé défensif, des niveaux de rues, des fosses dépotoirs liées à des habitats proches, une cave associée à un bâtiment (auberge ?) de bord de voie, ainsi qu'un probable four de potier du XIIIe siècle, découverte inédite à Toulouse. Ces vestiges attestent qu'en dépit de la proximité du système défensif, ce secteur des Lices abritait aussi des habitats et des activités artisanales.

Pourquoi n'avons-nous pas retrouvé le prolongement du *decumanus maximus* ni les aménagements défensifs médiévaux ? La construction au XIXe siècle des boulevards autour de la ville, sur les anciens fossés, aurait-elle détruit les vestiges ? La deuxième phase de la fouille, en 2026, dans la partie est de l'emprise des travaux, nous livrera davantage d'éléments d'explication.

Laurent Grimbert, responsable de recherches archéologiques

Une remarquable collaboration sur un chantier complexe

Le chantier de la station François Verdier revêt une importance stratégique, car il permettra la connexion entre la ligne B du métro existante et la ligne C en cours de réalisation qui doit être mise en service en 2028. Le chantier de génie civil tient compte d'exigences multiples environnementales, patrimoniales, de circulation… Par exemple, nous avons dû déplacer temporairement le monument à la gloire des combattants pour faire place aux travaux.

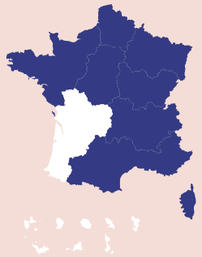
Du respect du planning dépend l'intervention du tunnelier à François Verdier qui aura lieu fin 2025, après la fin du chantier du génie civil de la station. Les fouilles archéologiques ont été intégrées dans le planning très en amont. Nous avions besoin de nous appuyer sur un opérateur expérimenté, capable de travailler en contexte urbain et en coactivité avec les entreprises. Dans le cadre de l'appel d'offres, l'Inrap a présenté le dossier le plus convaincant avec un responsable chevronné, son équipe expérimentée et de nombreux spécialistes ; sur le terrain, ce professionnalisme s'est vérifié.

> **« Nous avions besoin de nous appuyer sur un opérateur expérimenté, capable de travailler en contexte urbain et en coactivité avec les entreprises. Dans le cadre de l'appel d'offres, l'Inrap a présenté le dossier le plus convaincant. »**

Des réunions bihebdomadaires regroupaient les représentants de la maîtrise d'ouvrage déléguée, de la maîtrise d'œuvre technique, du groupement d'entreprises, du coordonnateur sécurité, de l'Inrap et du service régional de l'Archéologie. Tous les acteurs ont fait preuve de bonne volonté. Fort de mon passé d'archéologue et de mes fonctions actuelles, je mesure les contraintes de chacun et nous avons tous su parler ensemble la même langue. Nous avons pu ainsi nous adapter aux aléas du chantier et les archéologues aussi, notamment par la mise en place de confortement pour permettre aux archéologues d'investiguer profondément le système défensif médiéval. Le planning est respecté.

Gilles Habasque, directeur Environnement et Innovation, Tisséo Ingénierie, maître d'ouvrage délégué sur le projet de la ligne C du métro

Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer



Direction interrégionale
Bègles

—

Directrice interrégionale
Corinne Dampierre

—

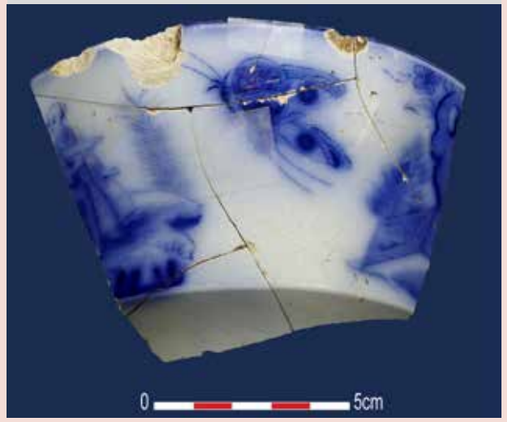
6 centres de recherches archéologiques (Poitiers, Limoges, Campagne, Bègles, Cayenne, Gourbeyre)

—

222 agents

1

2



3

1 Vue générale du terrain avec à gauche, le moulin, au milieu la case et à droite le groupe scolaire.
© Christine Etrich, Inrap

2 Bol caréné à décor orientalisant flouté (XIXe siècle).
© E. Bailly, Inrap

3 Le moulin.
© Christine Etrich, Inrap

Les habitations coloniales de Martinique

Les découvertes, faites lors du diagnostic mené en février 2024 à La Trinité, à l'entrée de la presqu'île de la Caravelle, viennent enrichir les connaissances sur les plantations sucrières coloniales, les « habitations », domaine archéologique encore peu documenté.

Sur le site dominant la baie de La Trinité, un moulin à vent encore en élévation et inscrit au titre des Monuments historiques reste l'unique témoin d'une ancienne manufacture sucrière. Actionné par les alizés de l'Atlantique, ce type d'équipement était destiné à broyer la canne à sucre. Il était associé à une « habitation », nom donné aux plantations des propriétaires colons qui y adjoignaient leur patronyme. Sans que cela soit avéré, les origines de l'habitation Beauséjour-Martinière remonteraient au début du XVIIIe siècle. La propriété figure en revanche de façon explicite sur une carte de 1770 et semble participer de l'essor des sucreries dès le début de ce siècle dans la presqu'île. La parcelle sondée s'étend sur près de 4 000 m² autour du moulin. Les archéologues y ont observé plusieurs phases d'occupation et des réaménagements nombreux, échelonnés entre le XVIIIe siècle et la fin du XIXe siècle. Ils ont mis au jour des fondations de murs et des sols pavés de basalte du XVIIIe siècle, attribuables à la « case à demeurer » c'est-à-dire la maison du propriétaire, centrée dans la propriété et proche du moulin. Par ailleurs, les trous de poteau identifiés traduisent la présence de constructions plus légères, probablement des cases d'esclaves. Une grande fosse de stockage de chaux de trois mètres de diamètre constitue une découverte inhabituelle. Bien qu'aucun four n'ait été mis en évidence, sa présence illustre le fonctionnement autarcique de la propriété. La chaux, produite sur place, a de multiples usages (construction, engrais, raffinage du sucre…).
Dans un deuxième temps, l'habitation est réaménagée avec la construction d'un nouveau mur et l'installation d'une canalisation. Durant cette période, un ou plusieurs imposants bâtiments en matériaux périssables sont édifiés ; en témoignent de puissants trous de poteau qui traversent les constructions antérieures.

> **« Une grande fosse de stockage de chaux de trois mètres de diamètre constitue une découverte inhabituelle. »**

L'ensemble est entièrement remblayé vers le milieu du XIXe siècle, avant l'installation de structures plus récentes, matérialisées par un pavement en briques jaunes et un muret. Plus de 500 pièces de mobilier ont été prélevées sur le site, fragments de vaisselle, mais aussi restes de chaudière à vapeur. La localisation de ces éléments métalliques éloignés des premiers vestiges laisse à penser qu'à un moment, le moulin a été remplacé par une infrastructure industrielle plus moderne construite un peu plus loin. En dehors de l'habitation Dubuc, premier établissement sucrier connu de la presqu'île de La Caravelle, rares sont les opérations menées dans ce secteur. Ce diagnostic complète donc les connaissances sur la période coloniale, domaine qui bénéficie depuis quelques années d'un intérêt scientifique axé sur les thèmes liés à l'économie esclavagiste.

Christine Etrich,
responsable de recherches archéologiques, Inrap

Découverte remarquable

Département
Dordogne

Aménageur
Particulier

Nature de l'aménagement
Maison individuelle

Responsable de recherches archéologiques
Michel Brenet

Équipe
Julie Bachellerie, Frédéric Bernard, Laurent Bernard, Lucas Brenet, Emilie Claud, Claire Dawson, Manon Desvignes, Mila Folgado, Thierry Giraud, Marie-Hélène Jamois, Marie Camille Lesage, Vincent Pasquet, Pascal Rouzo, Cédric Sarrazin, Michel Tauveron, Guillaume Teillet

En Dordogne, trois cultures du Paléolithique dans un site de plein air

La commune de Creysse est connue depuis les années 1960 comme un haut lieu de la Préhistoire. Au lieu-dit Les Rivelles, une équipe d'archéologues a mis au jour des milliers de vestiges en silex, témoins de la vie d'*Homo sapiens* et de Néandertal.

La fouille de 750 m² a d'abord révélé des vestiges en silex du Gravettien (Paléolithique supérieur) très bien conservés. En effet, entre 26 000 et 28 000 ans, des chasseurs-cueilleurs ont installé leur campement dans ce secteur propice du plateau de Pécharmant. Celui-ci, riche en silex d'excellente qualité, offrait une vue dégagée sur la plaine de la Dordogne et les troupeaux d'herbivores qui la parcouraient.
La culture gravettienne s'est développée durant l'ère glaciaire depuis l'Europe centrale jusque dans le sud-ouest de la France. Connue pour ses statuettes et son art rupestre, elle se caractérise aussi par la production de lames et de lamelles droites, parfois appointées et retouchées sur les deux bords. Lames et lamelles sont débitées à partir de nucléus, blocs de silex préparés ; elles servent à fabriquer des armes de chasse et des outils domestiques (pointes, couteaux, burins, grattoirs, perçoirs…).
Plus de 25 000 pièces ont été découvertes sur près de 350 m², parmi lesquelles plus de 200 nucléus, des milliers de lames, des outils variés dont une pointe de chasse dite de « Font Robert » caractéristique du Gravettien ancien. Le tamisage des 350 seaux de terres prélevés permettra par ailleurs de récolter et quantifier des milliers d'autres petits vestiges, dont les lamelles. Ces découvertes correspondent à un vaste espace de production de lames en silex qui ont pu être transportées dans un autre lieu pour une utilisation ultérieure. Cette hypothèse s'appuie sur les résultats d'une fouille voisine où l'on avait observé des concentrations distinctes de silex associées à une grande diversité d'outils. Les deux sites seraient ainsi complémentaires : un atelier de production et une occupation à activités multiples.

Une batterie d'analyses technologiques des artefacts, des expérimentations de débitage et des remontages de blocs devraient contribuer à vérifier cette hypothèse et à préciser la nature et l'organisation du campement.
Les archéologues ont également identifié une grande densité de vestiges plus profondément enfouis attribués à l'Aurignacien (-33 000 à -43 000 ans), période du Paléolithique supérieur qui voit se généraliser l'arrivée d'*Homo sapiens*. Sur une surface de 50 m², ils ont prélevé près de 2 200 pièces en silex dont les caractéristiques correspondent à cette culture technique : les nucléus laminaires plus volumineux et moins élaborés produisent de grandes lames robustes et courbes de plus de 20 cm.
Enfin, cinq bifaces très élaborés en silex local ont été récoltés dans un niveau plus profond. Ces outils de la fin du Paléolithique moyen (de -70 000 à -45 000 ans) ont probablement été apportés finis sur le site pour y être utilisés. Ils témoignent du passage de Néandertaliens sur les lieux, quelques millénaires avant les occupations du Paléolithique supérieur.

1

2

3

1 Pointe de Font Robert caractéristique du Gravettien ancien : celle du haut est probablement une ébauche cassée, celle du bas est finie et fonctionnelle.
© Michel Brenet, Inrap

2 Vestiges attribués à l'Aurignacien (-33 000 à -43 000 ans), période du Paléolithique supérieur qui voit se généraliser l'arrivée d'*Homo sapiens*.
© Lucas Brenet, Inrap

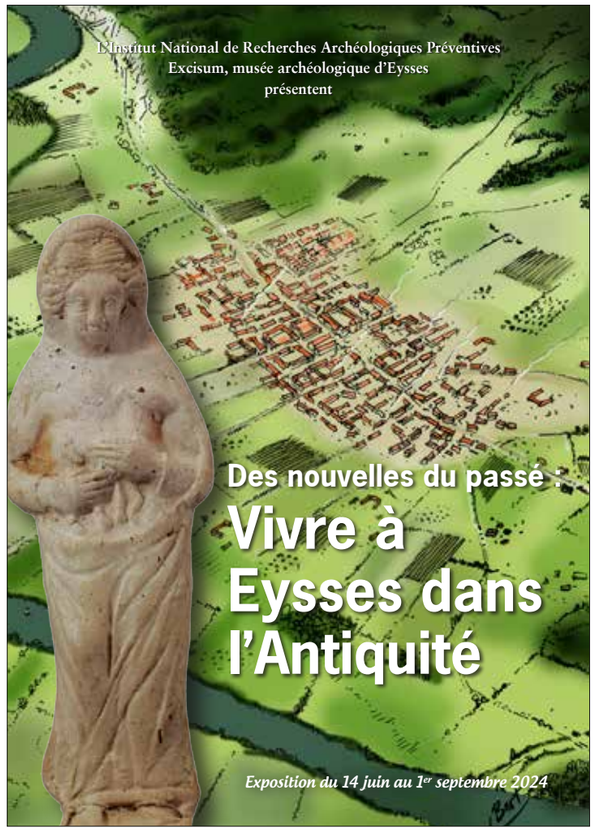
3 Bifaces de la fin du Paléolithique moyen (-70 000 à -45 000 ans) témoignant du passage de Néandertaliens.
© Michel Brenet, Inrap

Villeneuve-sur-Lot,
Lot-et-Garonne

Faire le tour d'*Excisum*

À Villeneuve-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne, l'exposition « Des nouvelles du passé : vivre à Eysses dans l'Antiquité » a été inaugurée à l'occasion des Journées européennes de l'archéologie en juin et s'est achevée en septembre. Coproduite par le musée archéologique d'Eysses et l'Inrap, elle a permis de dresser un état des connaissances sur l'antique agglomération *Excisum*.

Dès le XIXe siècle, les opérations archéologiques se sont succédé à Eysses, actuel quartier de Villeneuve-sur-Lot. Il est en effet installé sur le site d'une agglomération secondaire gallo-romaine du territoire des Nitiobroges, *Excisum*, dont « la Tour » constitue le dernier témoignage visible. À partir des années 1990, les recherches se sont amplifiées avec des fouilles programmées, de sauvegarde et des suivis de travaux. Le développement de l'archéologie préventive au cours des vingt dernières années a engendré la réalisation d'une centaine d'opérations qui ont progressivement documenté l'organisation et la vie de l'agglomération antique. L'exposition, fruit d'un travail collaboratif de chercheurs, mais aussi de bien d'autres acteurs, a pu dévoiler l'ensemble de ces découvertes archéologiques aux habitants de Villeneuve-sur-Lot et aux publics locaux.



Un élan enthousiaste et collaboratif

Sur le plan archéologique, Eysses – *Excisum* durant l'Antiquité – représente un site d'un intérêt majeur. Fondée à l'époque gauloise, la ville gallo-romaine abrite aux Ier et IIe siècles après J.-C. l'un des dix plus grands sanctuaires de la Gaule et accueille un camp militaire. *Excisum* occupe une position centrale dans l'Aquitaine antique, au carrefour de voies de communication terrestre et fluviale : c'est un point de rupture de charge sur le Lot navigable et la confluence avec la Garonne est proche. La ville est également implantée sur un axe nord-sud de Bourges aux Pyrénées (Saint-Bertrand-de-Comminges) et, sur un axe ouest-est, de Bordeaux à Lyon *via* Cahors. Cette agglomération prospère grâce à sa plaine fertile et ses ressources naturelles (minerai de fer, argile, bois) qui lui permettent de développer des activités agricoles, d'élevage et d'artisanat.

Ces connaissances, nous les devons à l'archéologie. Il était utile de les synthétiser et de les partager avec le public.

Je connaissais l'équipe du musée pour avoir coorganisé des visites de chantiers. Elle a accueilli avec enthousiasme notre projet d'exposition et nous a laissés carte blanche pour la concevoir. Nous avons structuré le contenu de façon thématique, par exemple l'agriculture et l'artisanat, les voies de communication et le commerce… Nous avons également consacré des parties au sanctuaire, au camp militaire et aux nécropoles. Ce faisant, nous avons montré les apports conjoints de l'archéologie préventive et des fouilles programmées, et notamment de disciplines méconnues comme l'archéobotanique (étude des végétaux), l'archéozoologie (étude de la faune) ou les fouilles dans les puits.

Concrètement, l'Inrap a réalisé les panneaux de l'exposition ainsi qu'un livret qui en reprend le contenu et prêté des objets issus de ses fouilles, avec l'autorisation des services régionaux de l'Archéologie.

Cette exposition a mobilisé des universitaires, des adhérents de la société archéologique et historique de Villeneuve (SAHV), des scientifiques de l'Inrap. Mais au-delà des vingt auteurs, de nombreuses personnes ont concouru à cette exposition pour des restitutions des paysages et de personnages, la mise en page, des photos. C'est donc un succès collectif.

Vanessa Elizagoyen, responsable de recherches archéologiques, Inrap

Une collaboration efficace et professionnelle

Le musée archéologique d'Eysses, antenne du musée de Gajac (musée de France), a ouvert ses portes en 2023 après travaux. Il a succédé à l'espace muséal géré par la société d'archéologie et d'histoire de Villeneuve (SAHV), dont les membres fondateurs sont à l'origine des premières fouilles archéologiques autorisées par l'État sur le site d'*Excisum*. Les collections sont exposées dans cinq salles, dont une consacrée aux expositions temporaires. L'exposition « Des nouvelles du passé : vivre à Eysses dans l'Antiquité » a été la première. À travers celle-ci, nous souhaitions montrer que les connaissances que nous avons de la ville antique évoluent, notamment grâce aux opérations de fouilles préventives et comment les données issues des travaux des archéologues sont interprétées et restituées.

Le parcours débutait sur le parvis du musée où 21 panneaux suivant sept thématiques présentaient l'historique de l'archéologie à Villeneuve, le sanctuaire – site majeur de la ville – l'agglomération antique et son environnement, l'artisanat, le commerce, le funéraire, le militaire à *Excisum*. Dans la salle d'exposition temporaire, divers objets issus de nos collections ou prêtés par le service régional de l'Archéologie, l'Inrap et le musée Anne-de-Beaujeu de Moulins faisaient référence aux sujets abordés à l'extérieur. Des visites guidées étaient également proposées tous les après-midis.

> **« La collaboration efficace et très professionnelle de l'Inrap nous a permis de travailler dans une ambiance sereine et conviviale. »**

Le public était au rendez-vous : visiteurs locaux, touristes, scolaires, enfants des centres de loisirs, mais aussi archéologues et chercheurs qui ont participé aux fouilles ou intéressés par les résultats attendus depuis longtemps par l'ensemble des professionnels de l'archéologie et du patrimoine.

La collaboration efficace et très professionnelle de l'Inrap nous a permis de travailler dans une ambiance sereine et conviviale. Nous sommes pleinement satisfaites de la réussite de cette exposition, et nous serons ravies de collaborer à nouveau avec l'Inrap sur d'autres projets.

Marie Lemaréchal, responsable du patrimoine historique de Villeneuve-sur-Lot, responsable du musée et site archéologique d'Eysses

Conduire les missions +

Bague en or avec intaille, IIe-IIIe siècle, trouvée sur le site de Pacé (Ille-et-Vilaine).
© Emmanuelle Collado, Inrap

Le contrat d'objectifs et de performance 2019-2024

Avec 87 % des cibles atteintes, l'Inrap confirme et amplifie les bons résultats des années précédentes dans le cadre de ce contrat d'objectifs et de performance, prolongé jusqu'en 2024.

Le contrat d'objectifs et de performance (COP) 2019-2024 s'articule autour des quatre axes stratégiques suivants :

- conforter et amplifier la contribution de l'Inrap au service public de l'archéologie préventive ;
- conforter la place de l'Inrap dans l'environnement de la recherche archéologique nationale et internationale ;
- contribuer au développement durable des territoires en partenariat avec les parties prenantes externes ;
- permettre à l'Inrap d'assurer pleinement ses missions dans un cadre opérationnel, social et économique durablement stabilisé.

En 2024, les faits marquants de l'exécution du COP ont été les suivants.

L'Institut mobilisé pour assurer la qualité de ses opérations archéologiques

L'Inrap a su garantir la qualité de ses interventions tout au long de l'année. Il a notamment atteint des taux élevés de remise de rapports d'opération : 108 % pour les diagnostics terrestres (1 844 rapports remis aux services de l'État pour 1 702 opérations achevées en phase terrain), 90 % pour les fouilles (222 rapports remis pour 235 opérations achevées en phase terrain), 89 % pour les rapports d'évaluation archéologique en mer. Le taux d'avis favorables rendus par les commissions territoriales de la recherche archéologique, supérieur à 99 %, montre le maintien du niveau très élevé de qualité scientifique de ces rapports. L'Institut est resté attentif à la poursuite de relations et de collaborations étroites avec les services de l'État et les services archéologiques des collectivités territoriales.

Le taux d'avis favorables rendus par les commissions territoriales de la recherche archéologique, supérieur à 99 %, montre le maintien du niveau très élevé de qualité scientifique de ces rapports.

L'Inrap, acteur majeur de la recherche archéologique

Pour la sixième année consécutive, l'Institut a atteint l'ensemble des objectifs définis sur les différents volets de son activité de recherche. La participation de ses agents aux activités des unités mixtes de recherche (en moyenne 19 agents Inrap par UMR), ainsi que le niveau de publication (755 publications impliquant 515 agents) et d'implication dans l'espace européen de la recherche (trois projets en cours) restent élevés. En outre, la montée en charge de la structuration des données archéologiques primaires (documentation des opérations archéologiques) se poursuit ainsi que la diffusion des données secondaires (rapports d'opération et publications) avec 3 700 nouvelles références déposées par les agents de l'Institut sur la plateforme HAL (hyper articles en ligne), dont plus de 700 comprenant le texte intégral. La fréquentation de Dolia est également en très forte hausse en 2024, avec plus de 98 000 visiteurs contre 38 000 en 2023.

La fréquentation de Dolia est également en très forte hausse en 2024, avec plus de 98 000 visiteurs contre 38 000 en 2023.

L'Inrap et ses publics liés grâce aux actions de développement culturel

L'Inrap a sensibilisé plus de 300 000 jeunes de moins de 18 ans à l'occasion d'expositions, de projets éducatifs, des Journées européennes de l'archéologie (JEA), des Journées européennes du patrimoine, de la Fête de la science, de visites de chantier. Parallèlement, les outils numériques existants et développés ont permis de fidéliser et de renouveler les liens avec les différents publics. Les JEA ont rassemblé plus de 200 000 visiteurs en France. De plus, l'Institut poursuit activement sa politique de partenariats et de relations institutionnelles, tant avec les aménageurs qu'avec les acteurs publics, notamment territoriaux.

L'Inrap renforce ses effectifs et améliore les conditions de travail de ses agents

L'établissement agit pour la rénovation de ses outils de travail (plan de transformation numérique, implantations immobilières…) pour accueillir dans de bonnes conditions notamment les nouveaux agents. En 2024, 16 nouveaux archéologues ont été recrutés en CDI, dans le prolongement du plan de recrutement lancé en 2021. Cette augmentation de la capacité opérationnelle contribue aussi à l'atteinte d'objectifs sur le rendu et la qualité des rapports finaux d'opération.

La fouille du site de la Route de la Roche à Solutré (Saône-et-Loire) a révélé de nombreux vestiges témoignant de la vie de chasseurs-cueilleurs du Paléolithique supérieur.
© Antoine Morfaux, Inrap

La politique partenariale

Les partenariats avec les différents acteurs publics et privés, territoriaux, nationaux et internationaux contribuent à la réalisation par l'Inrap de ses missions de terrain, de recherche et de partage de la connaissance.

Les collectivités territoriales

En 2024, l'Inrap a poursuivi sa collaboration avec les collectivités territoriales dotées de services archéologiques autour de deux axes principaux : la réalisation d'opérations d'archéologie préventive et la conduite de projets de recherche (dont des fouilles programmées). Plusieurs fouilles ont été assurées conjointement, dans le cadre d'un groupement ou d'une sous-traitance, notamment avec les départements de l'Aisne, du Val-de-Marne et de l'Indre-et-Loire, les villes d'Autun et Lyon, les agglomérations de Bourges et Sète.

Concernant les partenariats culturels, 132 conventions sont actives ; 44 expositions ont été coproduites ou menées en partenariat, rassemblant près de 730 000 visiteurs. Les partenariats noués avec les collectivités se concrétisent également autour de projets pédagogiques. Ainsi, en 2024, 79 classes, ou groupes d'enfants, dans 27 communes, ont bénéficié d'un Parcours en éducation artistique et culturelle (Péac), dans le cadre de 32 programmes pédagogiques différents, pour 1 883 élèves. Par ailleurs, pour sa saison scientifique et culturelle consacrée à l'archéologie et au sport, l'Institut a mis à l'honneur ses partenaires en communiquant sur leur programmation et en facilitant des projets de valorisation.

132 conventions de partenariat culturel actives en 2024.

Outre les ressources culturelles habituellement mises à disposition des partenaires culturels, l'Inrap propose un format d'expositions itinérantes, les « Archéocapsules ». Le principe de ces expositions légères, conçues et développées par l'Institut, est d'aborder un sujet de société de façon accessible à travers le prisme de l'archéologie. Modulaires, ces expositions peuvent se déployer dans des lieux variés, et être enrichies avec des éléments locaux issus d'un territoire, ou servir de support à une exposition au propos plus large. Les Archéocapsules peuvent être empruntées par des collectivités, musées, tiers lieux, etc. En 2024, les Archéocapsules ont été accueillies dans 27 lieux partout en France et notamment à Alise-Sainte-Reine, Izernore, Poitiers, Arles, Saint-Dizier, Auxerre, Rezé, Bras-Panon et Saint-Denis (La Réunion), Paris, Valence-en-Poitou, Châtillon-sur-Seine, Marseille, Tautavel, Toul, Blois, et Scaër. Dans le cadre des Olympiades culturelles en lien avec les JOP 2024 (Jeux olympiques et paralympiques), l'Inrap a conçu l'Archéocapsule « Homo Athléticus, archéologie et sport ». Elle a ensuite été présentée par les partenaires de l'Institut à l'occasion de nombreux événements sur l'ensemble du territoire. De même, en 2021, l'Inrap a lancé un nouveau module d'exposition ludique pour le jeune public : « Archéochrono » sur les grandes périodes étudiées par l'archéologie. En 2024, ces quatre modules sur le Paléolithique, le Néolithique, les Gaulois et l'Antiquité ont itinéré notamment à Annecy, Saint-Marcel (*Argentomagus*) et Toulon.

Les institutions culturelles nationales

Grâce aux partenariats que l'Institut mène régulièrement avec des établissements culturels nationaux, de nombreux projets culturels voient le jour. L'Inrap participe à des expositions, des festivals, des projets coconstruits avec ses partenaires nationaux sont proposés aux collectivités territoriales et acteurs locaux, permettant un effet levier des actions et une meilleure irrigation sur le territoire.

L'année 2024 a été notamment marquée par la coproduction de deux grandes expositions. L'une, avec le musée de Cluny

– musée national du Moyen Âge « Faire parler les pierres. Sculptures médiévales de Notre-Dame », présentait pour la première fois les fragments du jubé médiéval de Notre-Dame de Paris mis au jour et étudié par l'Inrap ; l'autre, avec le musée national de la Préhistoire, Les Eyzies, « La vie au grand air » sur la vie des chasseurs-cueilleurs pendant le Solutréen. Les expositions que l'Inrap coproduit avec des acteurs nationaux sont également souvent itinérantes, et permettent, au-delà de leur présentation initiale, d'offrir à l'ensemble du territoire les dernières avancées en archéologie. Ainsi, l'exposition « Quoi de neuf au Moyen Âge ? » issue d'une coproduction en 2016 entre Universcience et l'Inrap est toujours à disposition des collectivités qui souhaitent l'accueillir, de même que « Néandertal, l'expo » (exposition du Musée de l'Homme en partenariat avec l'Inrap), qui a été présentée au musée Saint-Remi à Reims, et qui a itinéré, sous sa forme légère, dans les médiathèques des Hauts-de-France et en région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'Inrap a par ailleurs participé au Festival de l'histoire de l'art de Fontainebleau, piloté par l'Institut national d'histoire de l'art, dont le thème général concernait le sport, et présenté une conférence sur « L'archéologie du jeu de paume en France » et une démonstration de courte paume dans l'ancienne salle du jeu de paume du château. Il a également participé pour la première fois au Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, dont la thématique portait sur les « Terres ».

Le partenariat avec le Musée d'archéologie nationale - Domaine de Saint-Germain-en-Laye (MAN) a permis à deux projets de voir le jour en 2024 : l'exposition « D'un monde à l'autre », une reprise de l'exposition présentée en 2022 au musée Rolin d'Autun et un Village de l'archéologie rassemblant de nombreux partenaires pendant les Journées européennes de l'archéologie.

Enfin, le partenariat avec le Centre des monuments nationaux (CMN) s'incarne aussi autour de la conduite d'actions de médiation développées par l'Inrap dans ses établissements, notamment, en 2024, une journée d'étude et une médiation pendant les Journées européennes du patrimoine, à la Cité internationale de la langue française au château de Villers-Cotterêts.

Les aménageurs et leurs représentations professionnelles

Fin 2024, l'Inrap entretient des relations partenariales avec les principales organisations représentatives des aménageurs : Fédération des entreprises publiques locales (EPL), Union nationale des aménageurs (Unam), Fédération des promoteurs immobiliers (FPI), Pôle Habitat de la Fédération française du bâtiment, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (Unicem), Union nationale des producteurs de granulats (UNPG), Fédération nationale des travaux publics (FNTP), Union sociale pour l'habitat (USH). Plusieurs de ces organisations sont d'ailleurs représentées au sein du conseil d'administration de l'Inrap. Les rencontres et échanges avec ces organisations sont réguliers afin de faciliter, sous l'égide des services de l'État, le suivi des opérations archéologiques prescrites. Certains adhérents accompagnent les actions portées par l'Inrap lors de plusieurs rendez-vous annuels qui leur sont dédiés (Club Aménageurs, Petit-déjeuner Aménageurs, Soirée des partenaires), contribuant à renforcer le lien de ce partenariat.

Le soutien des aménageurs en faveur des actions de diffusion culturelle et scientifique auprès des publics s'est poursuivi. Ainsi, les groupes Promogim, Bouygues Travaux Publics, Pichet et Demathieu Bard ont soutenu l'organisation de l'édition 2024 des Journées européennes de l'archéologie.

Les organismes de recherche

L'Inrap et le CNRS ont renouvelé leur accord de partenariat qui fait de l'Institut une tutelle secondaire de seize laboratoires de recherche (unité mixte de recherche-UMR et unité d'appui et de recherche-UAR). Il faut y ajouter treize autres conventions de partenariat. Ces partenariats permettent de fixer les principaux axes de coopération scientifique : exploiter des données issues de l'archéologie préventive, encourager la collaboration entre chercheurs et renforcer l'environnement scientifique, améliorer les méthodes de recherche archéologique, contribuer au développement durable des territoires.

Au 31 décembre 2024, 567 agents étaient enregistrés dans l'annuaire du CNRS en tant que membres permanents d'une UMR (263 avec le statut de chercheurs, 304 d'ingénieurs) sur un total de 4 278 membres permanents. Au sein de ces unités, qu'elles soient ou non conventionnées avec l'Inrap, les agents jouent un rôle actif. Beaucoup dirigent ou codirigent des axes ou des programmes de recherche au sein des laboratoires et sont impliqués dans les publications et actions de valorisation scientifique. Leur apport y est pleinement reconnu, en particulier du fait des données originales et de l'expérience apportées par l'archéologie préventive ce qui permet une pleine intégration de problématiques en renouvellement au sein des UMR.

Au 31 décembre 2024, 567 agents étaient enregistrés dans l'annuaire du CNRS.

En 2024, les accueils en UMR ont été d'une durée de quatorze mois. En parallèle de ces accueils financés par le ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) et portés par le CNRS, l'accord-cadre avec le CNRS a permis de renforcer l'activité des agents de l'Inrap au sein des UMR dont l'Inrap est tutelle secondaire, avec des moyens de l'Institut.

L'Inrap est toujours très impliqué dans l'enseignement supérieur (491 journées de travail). Une centaine de ses agents sont intervenus dans les établissements d'enseignement supérieur avec lesquels une politique de conventionnement est engagée.

La participation de l'Inrap au maillage territorial de la recherche se traduit aussi dans ses partenariats scientifiques. On signalera la continuité de plusieurs partenariats centrés sur des opérations de fouille programmée et des projets collectifs de recherche comme la fouille de Gergovie avec la Maison des sciences humaines de Clermont-Ferrand, l'étude du complexe monumental de la Genetoye à Autun avec le service archéologique de la Ville d'Autun ou la fouille de la Verrerie à Arles.

L'accord-cadre entre l'Inrap et le CNRS : un dispositif de tutelle secondaire

Le renouvellement de l'accord-cadre entre l'Inrap et le CNRS a été signé le 2 avril 2024. Ce partenariat, d'une durée de cinq ans, engage l'Inrap en tant que tutelle secondaire au sein d'UMR (unités mixtes de recherche) ou d'UAR (unités d'appui et de recherche) – dont le CNRS est tutelle principale. Il vise à consolider son soutien aux activités scientifiques, aux programmes de recherche communs. Les grandes orientations de ce partenariat visent :

- à améliorer les méthodes de recherche archéologique,
- à renforcer l'environnement scientifique,
- à développer et mettre en œuvre de nouvelles technologies.

Ainsi, plusieurs projets de recherche (amélioration des référentiels, monographie de site, développement des systèmes d'enregistrement, synthèses régionales) ont été menés en 2024 dans le cadre de ce nouveau « dispositif de tutelle secondaire ».

Bloc d'angle sommé d'une corniche à décor végétal appartenant au jubé médiéval de la cathédrale Notre-Dame de Paris, redécouvert lors de sa fouille par l'Inrap.
© Hamid Azmoun, Inrap

Le bilan de l'activité

Avec 270 516 journées de travail, l'Inrap atteint en 2024 un niveau d'activité record, en hausse de 8 027 journées (+3,1 %) par rapport à 2023, dont plus de 7 000 pour le secteur concurrentiel, concernant principalement les fouilles, et près de 1 000 journées supplémentaires pour le secteur non concurrentiel dont 1 200 journées pour la recherche. Parallèlement, l'Inrap a poursuivi sa mission de gestion des vestiges et de la documentation scientifique pour le compte de l'État – devenue une politique pérenne – et ses nouvelles missions au titre des opérations subaquatiques. En 2023, l'équilibre relatif entre les activités de diagnostics et de fouilles était respectivement en journées de travail de 36,3 % et 63,7 %. En 2024, il est respectivement de 35,1 % et 64,9 %.

Les diagnostics

82 912 journées ont été consacrées aux activités de diagnostics, chiffre relativement stable par rapport à 2023. Cette forte activité, deuxième année record avec 2023, s'inscrit dans une activité de prescription très active, avec une proportion plus importante de grands diagnostics. En 2023, 20 diagnostics affichaient plus de 200 journées de travail pour l'équivalent de 6 250 journées de travail. En 2024, ce sont 29 diagnostics de plus de 200 journées de travail pour l'équivalent de 9 550 journées de travail et avec près de 2 800 journées pour le canal Seine-Nord Europe.

> **Près de 2 800 journées de travail ont été consacrées aux fouilles sur le chantier du canal Seine-Nord Europe.**

Les fouilles

2024 traduit un niveau d'activité de **153 429** journées de travail, en hausse de 7 677 journées (+5,3 %) par rapport à 2023, dépassant ainsi pour la troisième année consécutive sa performance de 2014 et poursuivant la remontée de l'activité initiée depuis 2018. 2024 confirme donc la consolidation du niveau d'activité après plusieurs années de baisse significative (2014-2016), et la politique de relance de l'activité de l'établissement dans un contexte concurrentiel tendu : -11,5 % en 2015, -3,6 % en 2016, puis stabilisé à partir de 2018. En 2023, 38 opérations affichaient entre 500 et 1 000 journées de travail pour l'équivalent de 23 980 journées. En 2024, ce sont 45 opérations entre 500 et 1 000 journées de travail pour l'équivalent de 30 550 journées.

La recherche

En 2024, **25 271** journées de travail ont été consacrées à l'activité recherche, soit une hausse de 4,8 % par rapport à l'exercice 2023 (24 060 journées). Cette activité réalisée en France et à l'étranger se décline en 535 projets d'action scientifique (PAS) engagés depuis plusieurs années (3 à 5 ans en moyenne), auxquels s'ajoutent les fouilles programmées 107 journées (47 en 2023).

Le conseil, l'expertise, la formation

Les temps imputés à l'activité expertise ont été de **1 971** journées, en baisse de 22 % par rapport à 2023 (2 516 journées).

La valorisation et la communication

4 226 journées de travail ont été consacrées aux actions de valorisation et de communication en 2024. Elles ont permis de sensibiliser près de 1,5 million de personnes. Lors des Journées européennes de l'archéologie (JEA), 2025 activités ont été proposées en Europe, dont 650 en France : ouverture exceptionnelle de chantiers de fouilles, activités pédagogiques et ludiques, Villages de l'archéologie, rencontres avec des chercheurs,

visites de laboratoires, expositions, projections… 30 pays européens se sont mobilisés pour cette édition. Plus de 311 000 internautes ont également visionné l'épisode « Condate, la ville romaine cachée sous Rennes » sur la chaîne YouTube « Nota Bene », réalisé en partenariat avec l'Inrap. La fréquentation du site web des JEA s'élève à 288 000 visiteurs sur la plateforme et les réseaux sociaux ont largement relayé l'opération.

La gestion des vestiges et de la documentation archéologiques dévolus à l'État

En 2024, l'Inrap a poursuivi la mission qu'il s'est vu confier en 2020 par l'État en collaboration avec ses services, de gestion des données scientifiques (mobilier et documentation archéologique) au sein des centres de conservation et d'étude (CCE) de l'État.

Au total, **2 517** journées de travail ont été effectuées par l'Inrap, contre 2 701 journées en 2023, au sein des CCE suivants :

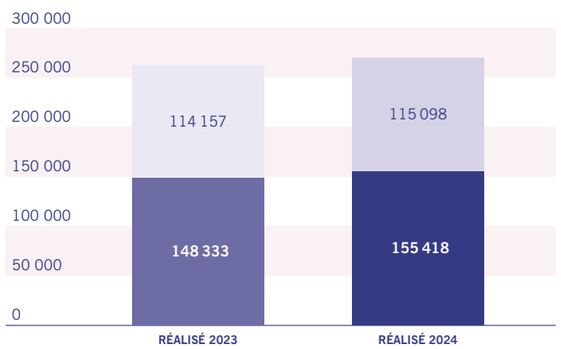
- CCE Saint-Jean-de-la-Ruelle, Orléans, Drac Centre-Val de Loire (455,5 journées)
- CCE des Martres-de-Veyre, Clermont-Ferrand, Drac Auvergne-Rhône-Alpes (476,6 journées)
- CCE de Poitiers, Drac Nouvelle-Aquitaine (278,5 journées)
- CDAG de Nîmes, Drac Occitanie (512,5 journées)
- dépôt de Délicieux à Toulouse, Drac Occitanie (457,4 journées)
- préfiguration du CCE du Mans, Drac Pays de la Loire (255,5 journées)
- Dépôt de Saint-Denis, DAC de La Réunion (81,5 journées).

Le bilan de l'activité en journées de travail

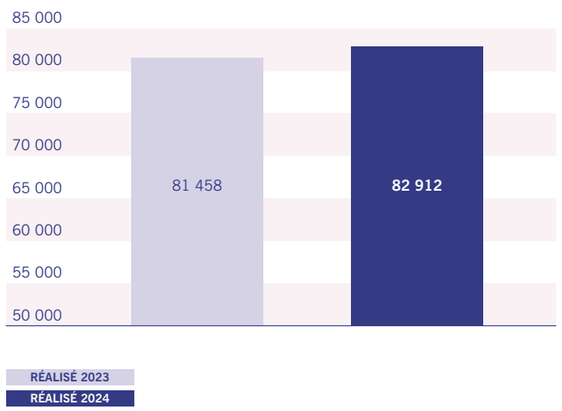
	Réalisé 2022	Réalisé 2023	Réalisé 2024
Loi 2001	89	151	172
Diagnostics Loi 2003	81 458	82 927	82 912
Fouilles programmées	61	47	107
Recherche	25 351	24 060	25 164
Valorisation	3 848	4 271	4 226
Conservation patrimoine	2 553	2 701	2 517
Afan	263	65	18
Fouilles loi 2003	146 498	145 752	153 429
Conseil, expertise, formation	3 181	2 516	1 971
Total activité	**263 302**	**262 490**	**270 516**
Total secteur concurrentiel	149 942	148 333	155 418
Total secteur non concurrentiel	113 360	114 157	115 098
Total	**263 302**	**262 490**	**270 516**

* secteur concurrentiel : fouilles 2003 hors gestionnaires de collection pour 2018 et 2019, Afan, conseil expertise formation
* secteur non concurrentiel : diagnostics 2003, fouilles & diagnostics 2001, fouilles programmées, recherche, valorisation, conservation patrimoine

Le bilan de l'activité en journées de travail

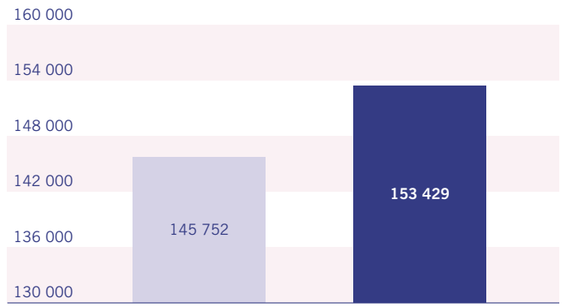


Journées de travail consacrées aux diagnostics (loi 2003)

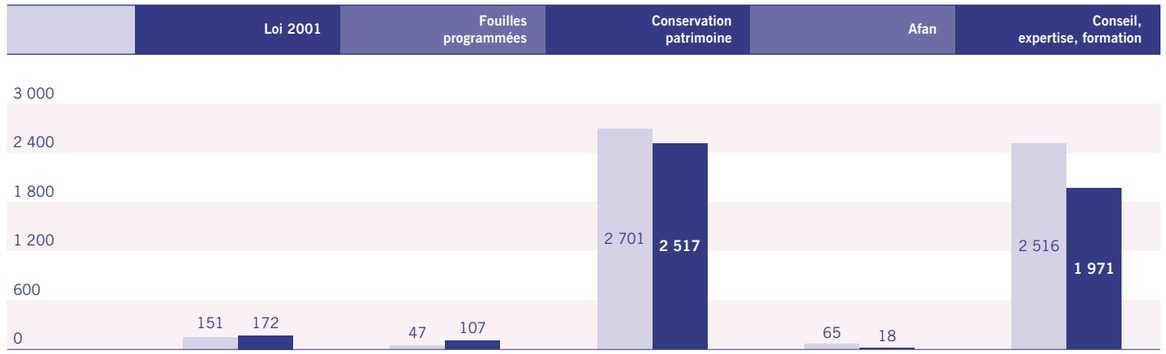


Journées de travail consacrées aux fouilles (loi 2003*)

(*) Fouilles hors gestionnaires de collections



Autres axes en journées de travail



Les diagnostics

Si le nombre de rapports de diagnostics remis à l'État est en augmentation, 1 844 en 2024, les 1 702 opérations réalisées et les 5 149 hectares investis dénotent une légère baisse et posent question.

La barre symbolique de 2 000 opérations n'a pas été franchie en 2024

L'Inrap est bien sorti de la période très particulière 2020-2022 pendant laquelle, après le fléchissement lié à la Covid, l'activité a connu un développement important avec un nombre de diagnostics réalisés qui avait franchi la barre symbolique des 2 000 opérations. Avec 1 695 diagnostics terrestres réalisés en 2024, la baisse observée en 2023 (89 % du réalisé de 2022) se confirme cette année, avec un pourcentage équivalent (91 % du réalisé de 2023). Il faut remonter à 2015 pour trouver un ordre de grandeur comparable (1 653 diagnostics réalisés).

Les Hauts-de-France sont particulièrement fragilisés avec un taux de réalisé par rapport à 2023 de 61 %, et de 35 % pour le Nord-Pas-de-Calais (20 opérations réalisées). En Grand-Ouest où le taux atteint 83 %, on observe néanmoins une baisse pour la Normandie (64 % du réalisé de 2023). Les autres inter-régions présentent des taux supérieurs à 88 %. Les dynamiques les plus positives sont à relever en Midi-Méditerranée : Languedoc-Roussillon (119 %), et Corse (147 %) ; en région Centre (117 %) et surtout dans les DROM : Guadeloupe (142 %), La Réunion (140 %) et Martinique (250 %). Ces derniers chiffres sont néanmoins à considérer avec discernement dans la mesure où les quantités sont peu significatives du point de vue statistique.

Un ratio journée de travail par hectare en hausse

Les valeurs les plus élevées du ratio journées de travail par hectare rassemblent La Réunion (113 j/ha), la Guadeloupe (64 j/ha), la Martinique (57 j/ha) et la Corse (61 j/ha), en raison d'opérations spécifiques. L'activité en Rhône-Alpes, Franche-Comté, Île-de-France, Alsace, Nord-Pas-de-Calais et Picardie se situe dans la tranche 20 à 50 j/ha. En deçà de 20 j/ha, les taux les plus faibles concernent le Canal Seine Nord-Europe (8 j/ha) où la mutualisation des moyens et de l'organisation est très forte, la Champagne-Ardenne (10 j/ha) et la Guyane (11 j/ha) région dans laquelle les superficies prescrites sont généralement très étendues dans un premier temps, pour être resserrées à l'avancement des projets. Huit (anciennes) régions présentent un taux compris entre 10 j/ha et 14 j/ha, ce qui peut être considéré comme un standard.

Au niveau national, même si ce ratio a fortement augmenté (124 % de celui de 2023), il est comparable à ceux observés pour 2021 ou 2019. Il atteint 16 j/ha en 2024 contre 13 j/ha en 2023, année de baisse accentuant l'apparence du phénomène. Il est de l'ordre de 97 % par rapport à la moyenne des six dernières années, illustrant une certaine stabilité. Toutefois des distorsions locales peuvent être signalées.

Des taux très élevés par rapport à 2023 concernent la Picardie (418 %) et le Nord-Pas-de-Calais (400 %), même en comparaison avec la moyenne des six années précédentes (respectivement 229 % et 319 %). La Picardie et le Nord-Pas-de-Calais sont tous deux également touchés par une réduction des superficies moyennes, respectivement 28 % par rapport à celles de 2023 (plus basse valeur) et 76 % par rapport à celles de 2023. D'autre part, le nombre d'opérations a également été fortement réduit (respectivement 35 % et 77 % par rapport à 2023). Et l'on sait que de plus petites parcelles concentrent davantage de difficultés et nécessitent davantage de moyens. Cette diminution de la superficie prescrite peut correspondre à une augmentation des interventions en contexte archéologique complexe : petites parcelles urbaines ou en centre-bourg, parfois très stratifiées. Hors spécificités des DROM, cette conjonction concerne probablement l'ensemble des régions, à des degrés divers, et doit être prise en compte.

Diagnostic à la pelle mécanique sous la surveillance d'un archéologue.
© Inrap

1 844 rapports de diagnostics rendus

Ce nombre est en très légère augmentation (1 844 contre 1 831 en 2023), amorçant peut-être un palier un peu en dessous des valeurs constatées pour les années précédentes, particulières car marquées par l'épidémie de Covid.

Par rapport à 2023, le nombre de rapports rendus est stable en Alsace, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes, Bretagne, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Limousin.

On constate une hausse significative pour la Champagne-Ardenne, les Pays de la Loire, la Picardie, la Guadeloupe, et plus particulièrement pour Provence-Alpes-Côte d'Azur (126 % du nombre de 2023), le Languedoc-Roussillon (147 % du nombre de 2023), et la Corse (193 % du nombre de 2023).

Ailleurs, le nombre de rapports rendus est en baisse, le plus souvent autour de 80 % du chiffre de 2023. Le ratio rapports rendus/opérations achevées de 1,08 atteste la bonne dynamique dans la mise en œuvre des opérations de diagnostic jusqu'à leur achèvement.

> **Le ratio rapports rendus/opérations achevées de 1,08 atteste la bonne dynamique dans la mise en œuvre des opérations de diagnostic jusqu'à leur achèvement.**

Des superficies diagnostiquées en léger recul

La diminution du nombre d'opérations réalisées aurait pu être compensée par un accroissement de la superficie diagnostiquée, mais ce n'est pas le cas. La superficie totale est également en retrait, passant, en terrestre, à 4 963 ha, soit 80 % de celle de 2023 (6 169 ha).

Cette diminution n'est pas homogène. Elle est très marquée pour les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Alsace, mais surtout Bourgogne-Franche-Comté, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Guyane. Les réductions les plus marquées concernent le Nord-Pas-de-Calais (27 % de 2023) et surtout la Picardie (21 % de 2023). À l'opposé, la superficie diagnostiquée a presque doublé dans le Centre, et présente des taux de l'ordre de 120 % pour la Guadeloupe, la Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Aquitaine. Les valeurs les plus élevées concernent Poitou-Charentes (140 % de la superficie de 2023) et surtout Limousin (162 %).

Dans la majorité des cas, une corrélation reste observable entre l'évolution de la superficie diagnostiquée et celle de la surface moyenne.

Au-delà de 18 hectares, on ne rencontre plus que quatre opérations, dont trois du même ordre de grandeur (27 à 32 ha): A69-Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO) tranche 13, GPSO tranche C et Mageo (Mise au gabarit européen de l'Oise entre Compiègne et Creil), et la dernière, pour 53,5 ha (GPSO tranche B). L'impact des superficies prescrites et traitées associées à des projets d'éoliennes ou de champs photovoltaïques ou agrophotovoltaïques semble, pour 2024 en tout cas, très relatif. Il n'y a pas eu de diagnostic « hors norme » en 2024.

Des prescriptions de diagnostics terrestres en cours de stabilisation

Les 2 460 prescriptions reçues en 2024 équivalent à 95 % des prescriptions reçues en 2023 et se rapprochent de 2020 (2 496 prescriptions reçues). Le nombre de prescriptions est plutôt stable ces dernières années. Cette légère baisse par rapport à 2022 n'est pas systématique, mais elle est avérée en Rhône-Alpes, Bourgogne, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Poitou-Charentes et Mayotte. Au regard des données de 2023, une augmentation significative concerne cinq régions: Centre (129 %), Alsace (152 %), Aquitaine (115 %), Guyane (129 %), Midi-Pyrénées (132 %) et surtout Corse (223 % comme en 2021). Toutes les autres régions sont en dessous de 85 % du nombre de prescriptions de l'année précédente. Le total des surfaces prescrites en 2024 est presque identique (98 %) à celui de 2023. Cependant, la dynamique est plus complexe. Ainsi, neuf prescriptions concernent une superficie de 100 ha et plus (la plus conséquente, dans le Limousin, étant de 293 ha) et 34 prescriptions concernent une superficie comprise entre 50 et 100 ha. À elles seules, ces 43 prescriptions (sur 2 460, soit 0,2 % du nombre total) concentrent 28 % des superficies prescrites.

Le détail par région montre par ailleurs quelques situations remarquables. Ainsi la Corse voit-elle la superficie prescrite passer de 33 ha à 394 ha, soit 1 208 % d'augmentation, ce qui est bien évidemment à mettre en perspective avec le fait que 2 des 49 prescriptions concernant la Corse totalisent 273 ha à elles seules.

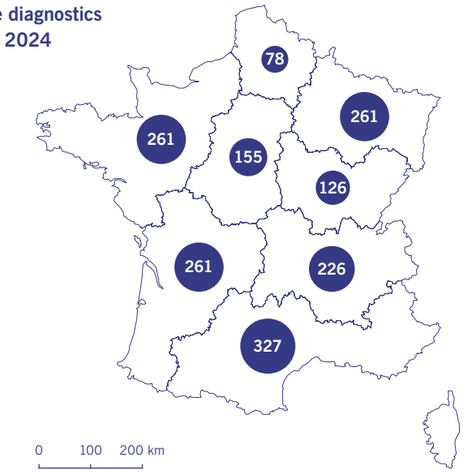
Des opérations subaquatiques

Cette année encore, les activités subaquatiques se sont essentiellement déroulées en mer. La baisse radicale du nombre de prescriptions dans le domaine fluvial ne s'est pas infléchie en 2024. C'est sans doute toujours lié aux contraintes de prescriptions rencontrées par les services régionaux de l'archéologie dans ce domaine. Le pôle subaquatique a réalisé en 2024 sept opérations en mer, concernant toutes les façades maritimes de la métropole ainsi que l'outre-mer.

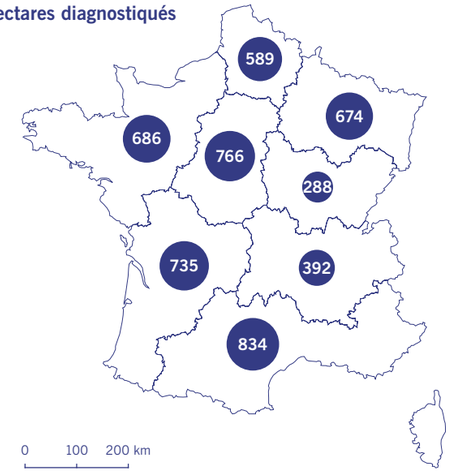
Activité géophysique: une utilisation croissante de la méthode géoradar

L'activité géophysique en 2024 s'inscrit dans un schéma similaire à celui de 2023 avec une hausse des journées de travail dédiées (459 journées en 2024 contre 398,5 en 2023). 64 interventions ont été réalisées dans un cadre opérationnel (hors recherche). Parmi celles-ci, 30 portent sur la phase de diagnostic, soit près de la moitié de l'activité de la cellule géophysique, en nombre d'études et en journées de travail (226,5 journées). Sur ces 30 études, 21 concernent le contexte urbain ou assimilé (voiries, places, abords ou intérieurs d'église). Ce ratio ne fait que confirmer la tendance observée en 2023 de l'utilisation croissante de la méthode géoradar pour aider à la réalisation des diagnostics archéologiques en contexte urbain ou bâti. Parmi ces études, les travaux menés depuis plusieurs années à Limoges, en concertation avec le service régional de l'archéologie, constituent un cas à part entière. Six études y ont été réalisées en 2024 faisant de Limoges, un exemple unique d'intégration de la géophysique en phase de diagnostic archéologique urbain.

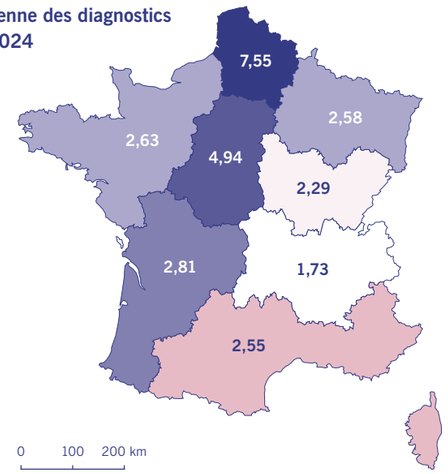
Nombre de diagnostics réalisés en 2024



Nombre d'hectares diagnostiqués en 2024



Surface moyenne des diagnostics réalisés en 2024



Nota bene
Pour les trois cartes, les données de la Corse sont comprises dans celles de l'interrégion Midi-Méditerranée et les données des Drom sont comprises dans celles de l'interrégion Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer.

Diagnostics 2024

Direction	Diagnostics réalisés	Rapports rendus	Ration journées de travail/ha	Surface moyenne réalisée	Prescriptions	Surface prescrites en ha
Auvergne	68	66	12	2,00	86	212
Rhône-Alpes	158	166	24	1,62	251	720
TOTAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	**226**	**232**	**20**	**1,73**	**337**	**932**
Bourgogne	58	66	13	3,53	86	546
Franche-Comté	68	75	20	1,23	83	152
TOTAL BOURGOGNE-FRANCE-COMTÉ	**126**	**141**	**15**	**2,29**	**169**	**698**
Centre	88	76	12	6,38	153	1 800
Île-de-France	67	74	29	3,05	93	242
TOTAL ÎLE-DE-FRANCE	**155**	**150**	**16**	**4,94**	**246**	**2 042**
Alsace	47	48	37	0,81	64	50
Champagne-Ardenne	114	113	10	3,05	98	409
Lorraine	100	93	14	2,89	156	1 022
TOTAL GRAND EST	**261**	**254**	**13**	**2,58**	**318**	**1 481**
Bretagne	80	78	19	2,68	99	236
Normandie	81	97	16	2,85	102	210
Pays de la Loire	100	123	19	2,41	113	481
TOTAL GRAND OUEST	**261**	**298**	**18**	**2,63**	**314**	**927**
Nord-Pas-de-Calais	20	42	47	3,85	86	387
Picardie	43	62	27	2,22	67	287
CSNE	15	12	8	27,78	10	71
TOTAL HAUTS-DE-FRANCE	**78**	**116**	**16**	**7,55**	**163**	**745**
Corse	22	29	61	0,86	49	394
Languedoc-Roussillon	151	170	18	2,18	218	1 244
Midi-Pyrénées	58	71	11	4,19	127	995
Provence-Alpes-Côte d'Azur	96	98	17	2,54	118	255
TOTAL MIDI-MÉDITERRANÉE	**327**	**368**	**17**	**2,55**	**512**	**2 888**
Aquitaine	63	70	19	3,26	115	930
Limousin	61	58	17	3,20	83	665
Poitou-Charente	88	97	13	3,12	146	925
SOUS-TOTAL	**212**	**225**	**16**	**3,19**	**344**	**2 520**
Guadeloupe	17	18	64	0,47	15	10
Guyane	15	18	11	2,69	18	60
La Réunion	7	7	113	0,37	6	3
Martinique	10	7	57	0,84	17	12
Mayotte	0	2			1	4
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0			1	2
SOUS-TOTAL	**49**	**52**	**30**	**1,21**	**58**	**91**
TOTAL NOUVELLE-AQUITAINE ET OUTRE-MER	**261**	**277**	**17**	**2,81**	**402**	**2 611**
TOTAL NATIONAL TERRESTRE	**1 695**	**1 836**	**16**	**2,93**	**2 461**	**12 324**
TOTAL SUBAQUATIQUE	**7**	**8**			**12**	**212**
TOTAL NATIONAL TOUT	**1 702**	**1 844**			**2 473**	**12 537**

Fouille au sein de l'ermitage franciscain de La Cordelle à Vézelay (Yonne), 2024.
© Christophe Fouquin, Inrap

Les fouilles

En 2024, le nombre de fouilles réalisées est en hausse (+9 %), mais il faut relativiser ce résultat selon les surfaces d'emprise prescrites, leur durée et/ou leur complexité.

Une activité en hausse différemment répartie sur le territoire

235 fouilles préventives ont été réalisées (phase terrain terminée au 31 décembre 2024), contre 215 en 2023, et 238 en 2022. Le nombre de fouilles est en hausse dans toutes les régions métropolitaines à l'exception de Grand-Est. Les Hauts-de-France ont été marqués par le développement de l'activité sur les grandes surfaces du projet du Canal Seine Nord-Europe. À *contrario*, les fouilles ont été moins nombreuses dans les départements et régions d'outre-mer, à l'exception de la Guadeloupe.

Des régions ont enregistré une évolution à la hausse, +300 % en Guadeloupe, mais ici les prescriptions relevant de quelques unités, les taux s'envolent vite et appellent à modérer la lecture des chiffres, +50 % Bourgogne-Franche-Comté (+200 % en Franche-Comté, +20 % en Bourgogne), +65 % en Nouvelle-Aquitaine (+150 % en Limousin, +71 % en Aquitaine) +33 % en Grand-Ouest (+111 % en Pays de la Loire, +54 % en Normandie), +21 % en Midi-Méditerranée (+83 % en PACA, +25 % en Midi-Pyrénées), +10 % en Centre-Île-de-France, (+20 % en Centre et +6 % en Île-de-France).

D'autres ont connu une baisse de l'activité comme en Grand-Est -16 % (-70 % en Alsace, -17 % en Lorraine), Hauts-de-France -61 % (-65 % en Picardie, -50 % Nord-Pas-de Calais), -3 % dans le reste de l'outre-mer.

Une remise des rapports à l'État en augmentation

Les travaux en phase étude menés en 2024 ont permis d'achever 222 rapports de fouilles, contre 191 en 2023, représentant une augmentation forte de +16 % à l'échelle nationale. On note des situations diverses à l'échelle interrégionale : Auvergne-Rhône-Alpes +78 % (+120 % en Rhône-Alpes, +25 % en Auvergne), Nouvelle-Aquitaine +43 % (+50 % Aquitaine, +43 % en Poitou-Charentes), Grand-Est +32 % (+67 % en Champagne-Ardenne), Midi-Méditerranée +28 % (+67 % en Languedoc-Roussillon, +63 % en PACA), Grand-Ouest +6 % (+45 % en Pays-de-la-Loire, +19 % en Bretagne). On constate une baisse du nombre de rapports de -13 % en Bourgogne-Franche-Comté (-57 % en Franche-Comté) et -4 % en Île-de-France (-22 % en région Centre).

> **222 rapports de fouilles, contre 191 en 2023, représentent une augmentation de 16 % à l'échelle nationale.**

Des découvertes remarquables

Les découvertes de l'année 2024 sur tout le territoire métropolitain et ultramarin contribuent à améliorer nos connaissances pour toutes les époques.

La Préhistoire (Paléolithique, Mésolithique, Néolithique)

À Fameck, entre Metz et la frontière luxembourgeoise, une occupation du Paléolithique moyen a révélé un corpus de plus de 700 pièces lithiques, le plus important découvert dans le Grand Est, livrant un repère chronostratigraphique entre -110 000 et -35 000 ans pour la région Lorraine.

À Solutré, en Bourgogne, le site de la Route de la Roche a été occupé il y a 18 000 ans par des groupes du Paléolithique supérieur, de la culture du Magdalénien. Des restes osseux y témoignent d'activités de chasse et de consommation d'espèces vivant dans un environnement froid steppique (renne, cheval, lièvre, bison, antilope saïga, chevreuil).

Sur la rive droite de la Cuisance, qui prend sa source dans la reculée des Planches-près-Arbois, l'opération de fouille ZAC de l'Éthole à Arbois concerne une vaste plaine alluviale à la frontière entre les zones montagneuses du Jura et la plaine

bressane. En l'état actuel de l'étude, les éléments collectés renvoient à une occupation du site de la fin de la période glaciaire (Tardiglaciaire) et du début de l'Holocène qui reste à préciser par une série de datations absolues. La diversité du mobilier lithique – armatures de flèches, lamelles, nucléus – indique la pratique d'activités variées.

En région Centre, les vestiges lithiques découverts à Villedieu-sur-Indre attestent une présence humaine au Mésolithique, autour de 8000 avant J.-C. L'Europe connaît alors la fin d'une phase climatique froide et la végétation est dominée par un couvert forestier boréal (forêt de résineux). On peut rattacher cet ensemble lithique à une phase moyenne du Mésolithique appelée « Beuronien à segments ». Entre 3400 et 2900 avant J.-C., le vallon, et notamment la rive gauche du ruisseau, est investi par un groupe néolithique. En témoignent un niveau de vestiges variés et des fosses dépotoirs. La fouille a permis de préciser l'environnement du dépôt de lames, mais aussi d'identifier, parmi le mobilier exhumé, des éléments céramiques qui renvoient vers la culture Peu-Richard, groupe du Néolithique récent de Charente-Maritime. Ces indices témoignent d'une sphère d'influence dans le centre-ouest de la France et posent la question des interactions avec le groupe du Montet.

À Montagnac (Hérault), en amont d'un projet de ZAC, ont été mises au jour des structures en creux en forme de fer à cheval, aux parois entièrement empierrées avec des logettes aménagées sur le fond, ainsi que les restes de deux bâtiments, autour desquels ont été localisées des fosses dont une a révélé les restes de de six individus, une femme et cinq enfants. Ces découvertes sont inédites pour le Néolithique final languedocien.

Dans le sud de la France, dans les Pyrénées, sur le site de la Carella, un sol néolithique avec foyer en cuvette et restes de mobilier a été mis au jour ; à proximité sur la fouille de Riat Bia, on peut observer que le versant de montagne est occupé depuis le Néolithique comme en témoignent les vestiges de trous de poteau comblés et les fosses ayant livré un peu de mobilier.

En Alsace, c'est sur la commune de Pfülgriesheim que des traces d'habitat conservées dans des silos de stockage ont été découvertes, ainsi que des inhumations en fosse. Les datations du site sont comprises entre 4000 et 3400 avant J.-C. Des structures en forme de fentes évoquent des activités de chasse.

Dans le Finistère, à Carhaix-Plouger, a été mise au jour parmi les vestiges de différentes époques, une occupation Néolithique datée entre 2900 et 2500 avant J.-C. matérialisée par les négatifs d'une maison construite en terre et en bois et plusieurs foyers à proximité.

La Protohistoire (âge du Bronze, âge du Fer)

En Bretagne, en Ille-et-Vilaine à Pacé, au lieu-dit La Touraudière, les fouilles ont révélé une occupation de l'âge du Bronze final, attestée par des fragments de moules ayant servi à la fabrication d'objets dont des épées.

À Villedieu-sur-Indre, quelques structures et mobiliers témoignent de l'âge du Bronze ancien. Les vestiges exhumés signalent que les lieux sont occupés au début du Bronze final (1350-1150 avant J.-C.) puis à la fin du Bronze final (950-800 avant J.-C.). Au premier âge du Fer (800-450 avant J.-C.), le secteur change de nature et devient un lieu d'inhumations. Sur la rive droite et au bord du ruisseau, les archéologues ont dégagé un petit enclos funéraire regroupant quatre inhumations ainsi qu'une fosse circulaire recelant les restes de deux cadavres démantelés. Des fosses contenant des chevaux ont été découvertes. Celles-ci sont datées par radiocarbone de la fin de la période gauloise au début de l'Antiquité romaine (100 avant J.-C. à 100 après J.-C.). Ces chevaux inhumés avec une mise en scène rappellent les exceptionnelles découvertes de l'Inrap en Auvergne, à Gondole et l'Enfer, sites gaulois dans la plaine de Gergovie, tous trois à proximité d'un *oppidum*.

En Côte-d'Or, à Marliens, dans la plaine de l'Ouche, une occupation du Bronze ancien est caractérisée par des puits ; entre 1500 et 1300 avant J.-C. Les fouilles ont également permis de mettre au jour une nécropole composée d'enclos circulaires ouverts et fermés, d'un bûcher funéraire et de quelques restes d'inhumations. Ce sont les témoins d'une occupation datée de l'âge du Bronze moyen, notamment par la présence d'épingles en alliage cuivreux et de rares tessons de céramique dans les fossés caractéristiques de cette période.

Un autre site de l'âge du Bronze a été découvert à Bernot (Aisne) composé de deux bâtiments et d'un secteur funéraire à quelques centaines de mètres en contrebas sur la commune actuelle de Neuvillette. L'étude de la céramique est un enjeu important, car le site se trouve en zone de contact entre les complexes culturels nord-alpin, Atlantique et Manche-Mer du Nord.

Une nécropole du premier âge du Fer composée de six incinérations a été également trouvée à Marliens (Côte-d'Or). Les urnes sont recouvertes d'un couvercle.

En Corse, au centre de la plaine orientale, à l'est de la commune de Ghisonaccia, un habitat étrusque des VI^e^-IV^e^ siècles avant J.-C. était établi à moins d'un kilomètre du rivage de la mer Tyrrhénienne, le premier établissement domestique fouillé dans l'Île de Beauté.

En Picardie, la fouille d'un site d'habitat laténien initiée en 2018 s'est poursuivie en 2024, son installation remonte à La Tène ancienne. Habitat, zone de stockage ont été découverts, l'ensemble perdure jusqu'au Haut-Empire. À l'extérieur de l'enclos d'habitat, quatre puits à eau se succèdent rapidement dans le temps. Ils seront comblés à La Tène finale et serviront de poubelle à la période romaine. Des espaces funéraires sont datés du début du II^e^ siècle au I^er^ siècle avant J.-C. Une petite nécropole de La Tène finale a été mise au jour en bordure externe du fossé. Un deuxième pôle funéraire à l'extrémité nord du terrain a livré une incinération coffrée entourée d'un fossé en L. Un troisième espace funéraire est composé de six tombes du II^e^ siècle avant J.-C.

En Île-de-France, à Saint-Martin la Garenne, l'année 2024 a été marquée par la découverte dans la zone 7 d'une importante superficie de stockage composée de 67 silos de La Tène ancienne/La Tène moyenne.

À Dijon, dans le cadre de la restructuration du groupe scolaire Joséphine Baker, une fouille a révélé 13 sépultures individuelles de défunts inhumés en position assise. L'occupation évoque la période de La Tène. Sur douze sites similaires connus, neuf sont en France et trois en Suisse, et la cinquantaine de défunts « assis » mis au jour sont à proximité de sanctuaires, de lieux de culte, ou d'habitats aristocratiques.

L'Antiquité

Dans l'est de la France, à Saint-Clément près de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), la fouille d'une nécropole à crémation du Haut-Empire (I^er^-II^e^ s. apr. J.-C.) apporte son lot d'informations pour la compréhension des ensembles funéraires antiques de la vallée de la Meurthe.

À Noyal-Châtillon-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine), un habitat composé de bâtiments sur poteaux quadrangulaires, des fosses, un puits, à proximité d'une *villa* gallo-romaine hors emprise, ainsi qu'un enclos quadrangulaire d'une trentaine de mètres de côté ceinturant des incinérations avec en son centre un bûcher ont été mis au jour.

Les études qui ont suivi la fouille effectuée à Saint-Vulbas (Ain) ont permis de mieux comprendre la zone sépulcrale. Le vaste ensemble funéraire antique mis au jour perdure de la moitié du I^er^ siècle avant J.-C. jusqu'au milieu du VII^e^ siècle après J.-C.

Au nord de la France, à Sainte-Catherine-les-Arras (Pas-de-Calais), c'est une occupation en trois phases chronologiques entre 50 avant J.-C. et 140 après J.-C. qui a été étudiée. Bâtiment, fosse d'extraction, puits à eau, four de potier ont été révélés sur le flanc de la Scarpe dominant la cité antique émergente de *Nemetacum*, chef-lieu des Atrébates.

La fouille menée à Limoges rue du Pont Saint-Martial, impasse des Teinturiers et place Blanqui offre un éclairage inédit sur ce riche secteur de la ville antique. L'observation du *decumanus maximus*, du *cardo maximus*, et d'un cardo secondaire, des aqueducs, de la *domus* des Nones de Mars ou encore la découverte de la *domus Aemilia* documentent le cœur de la ville antique d'*Augustoritum* et le caractère typiquement romain de ses infrastructures.

Le Moyen Âge

En Eure-et-Loir, une quarantaine de fours domestiques mérovingiens, situés à l'extérieur de la zone d'habitat, ont été fouillés. Les fours de la période carolingienne sont implantés au sein de plus vastes unités incluant un fond de cabane, une construction sur poteaux (hypothèse d'une aire de stockage du combustible) près d'un chemin.

Dans l'église Saint-Pierre-du-Châtel à Rouen (Seine-Maritime), un imposant mur, semblant correspondre à l'enceinte de l'Antiquité tardive, a été découvert. D'autres maçonneries et des niveaux de sol successifs indiquent une entrée latérale dans l'édifice en lien avec sa position par rapport à l'enceinte.

À Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône), en amont des travaux de requalification de la place Ricard et de l'église, c'est tout un quartier qui a été mis au jour : l'ancien parvis de l'église actuelle, 24 structures funéraires, ainsi que le fossé sec de l'enceinte fortifiée construite autour de celle-ci et la séparant du bourg. Lors de la reconstruction de l'église en 1840, puis lors de réalisation de la place devant l'église et la mise en place de l'avenue Valioud (1870), la plupart des bâtiments religieux et laïcs ont été détruits.

Les Époques moderne et contemporaine

À Montbéliard (Doubs), dans le cadre de travaux de chauffage dans l'église Saint-Martin, diverses structures liées à la construction du Temple édifié entre 1601 et 1607 ont été mises au jour. Dans l'Aisne, à Bucy-le-Long, les vestiges d'un moulin à eau, de constructions périphériques, d'un canal interprété comme le bief alimentant le moulin, ainsi que d'autres vestiges qui ont pu servir de lieu de stockage ont été étudiés. Au nord-est de la ville de Strasbourg, hors enceinte urbaine, ont été trouvées des fortifications qui défendaient le couvent Sainte-Claire-aux-Marais. Ce dernier détruit en 1525 fait place à un bastion achevé en 1543 et renforcé en 1577 date à laquelle l'îlot est incorporé à la ville par le système fortifié dont fut découvert le vestige de la Tour im Sack doublant sur la rive droite la tour im Tich.

Dans les territoires ultramarins

À Kourou (Guyane) des fouilles ont livré les traces de plusieurs occupations humaines : l'une de 4000 avant J.-C., deux autres plus récentes des IIe-Ier siècles avant J.-C., et une succession d'occupations saisonnières du Néoindien ancien entre 750 et 1500 avant J.-C. L'occupation la plus récente a livré un habitat amérindien et du mobilier des XVIIe-XVIIIe siècles, provenant des colons européens.

La fouille de la parcelle du receveur des douanes, sur laquelle subsiste un des plus vieux édifices de Saint-Laurent-du-Maroni a révélé, outre des vestiges architecturaux de l'époque coloniale et pénitentiaire, une occupation précolombienne (900-1400 après J.-C.) attestant à nouveau la fondation de la ville sur un village amérindien.

La Cellule d'intervention sur les structures archéologiques profondes (Cisap)

Avec 20 interventions en 2024, l'activité de la Cisap progresse d'année en année. Réalisées pour la moitié en Midi-Méditerranée, les missions ont été effectuées dans le cadre de diagnostics, de fouilles, de grands tracés et de prestations de service pour des collectivités. Suivent les interventions menées en Grand-Ouest avec plus d'un quart des chantiers sur des opérations Inrap et pour des fouilles programmées en Normandie, au Vieil Évreux et à Coutances. Les autres se sont déroulées en Centre–Île-de-France, en Rhône-Alpes et en Bourgogne.

La mise en œuvre des équipements de fouille sécurisée des puits a permis à l'équipe composée d'une vingtaine d'archéologues de se déployer plus efficacement sur le territoire métropolitain, en répartissant les matériels (deux plateformes et un trépied) dans deux centres de recherches archéologiques à Nîmes et à Passy. L'intensification et la diversification de l'activité de la Cisap a nécessité de renforcer les missions d'assistance, de prévention et d'assistance technique et logistique spécifiques. Les agents recrutés en interne en 2021 et 2023 et le lancement d'un appel à volontaires en novembre 2024 ont permis d'ajuster les moyens humains à l'augmentation du nombre et du type de prescriptions.

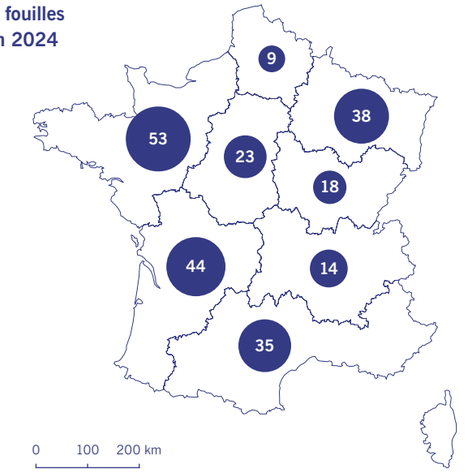
Techniquement, la Cisap est sollicitée pour des interventions de plus en plus complexes en raison notamment des dimensions des ouvrages à fouiller. L'acquisition d'un nouveau treuil à corde a été nécessaire pour une fouille dépassant les 40 mètres de profondeur au Vieil-Évreux. Les protocoles d'intervention ont été adaptés pour la mobilité et la sécurité antichute des agents et pour la remontée des comblements (utilisation de big-bags, élingage de blocs). Pour l'ensemble de ces procédures, les archéologues de l'équipe ont été formés à l'utilisation des équipements spécialisés, que ce soit pour l'accès des personnels en profondeur et le levage des charges.

Avec 20 interventions en 2024, l'activité de la Cisap progresse d'année en année.

Les activités géophysiques, fouilles et prestations

34 études géophysiques ont été réalisées dans le cadre de fouilles (15 opérations / 58 journées de travail) ou de prestations (19 opérations / 174,5 journées de travail). Dans le premier cas, les études ont, pour la plupart, vocation à aider à la caractérisation des niveaux de sols archéologiques (mesures de paramètres magnétiques). Dans le second, les prestations géophysiques sont le plus souvent réalisées dans le cadre de programmes de recherche. Parmi les études remarquables, citons plusieurs opérations géophysiques sur des agglomérations antiques (Saint-Brandan, Carhaix-Plouguer, Corseul). À noter également la cartographie haute résolution par méthode géoradar du forum antique de Limoges (avec le service régional de l'archéologie de Limoges) et des travaux réalisés en collaboration avec la Maison des sciences humaines de Clermont-Ferrand.

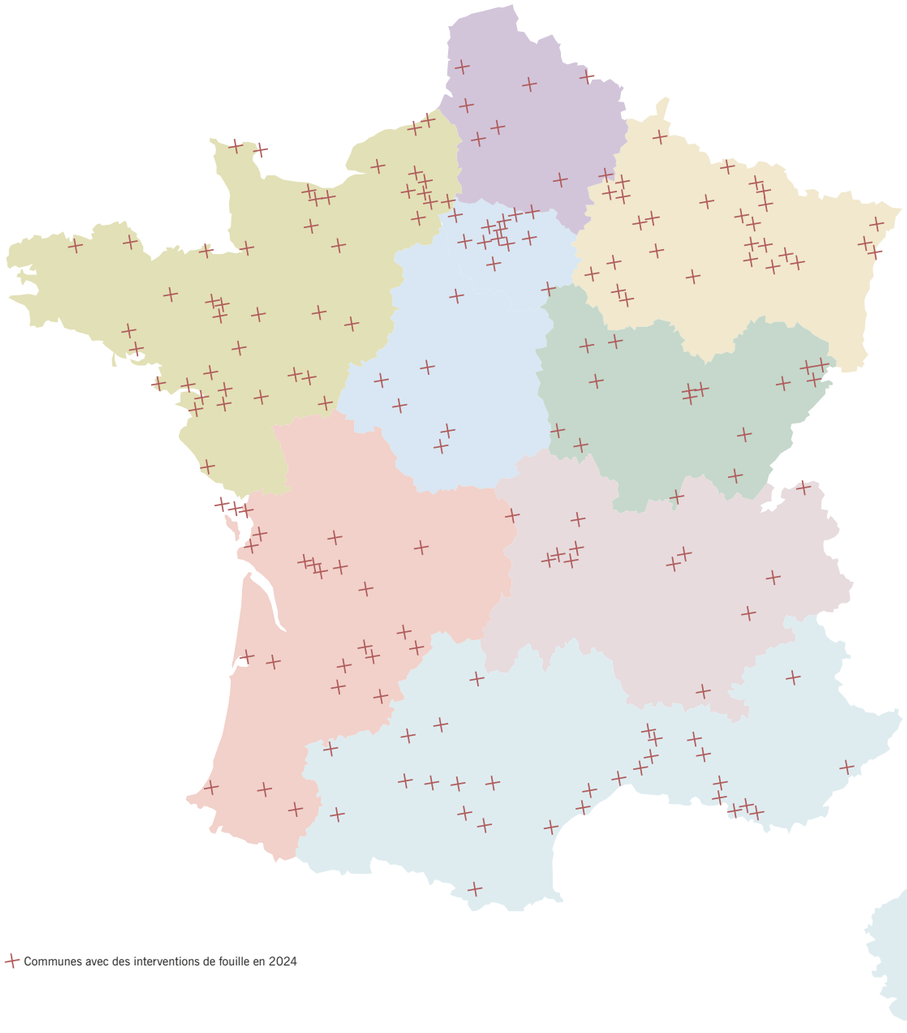
Nombre de fouilles réalisées en 2024



Fouilles 2024

Direction	Opérations réalisées	Rapports rendus
Auvergne	6	5
Rhône-Alpes	8	11
TOTAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	**14**	**16**
Bourgogne	12	10
Franche-Comté	6	3
TOTAL BOURGOGNE-FRANCE-COMTÉ	**18**	**13**
Centre	6	7
Île-de-France	17	15
TOTAL CENTRE-ÎLE-DE-FRANCE	**23**	**22**
Alsace	3	6
Champagne-Ardenne	20	25
Lorraine	15	10
TOTAL GRAND EST	**38**	**41**
Bretagne	14	19
Normandie	20	18
Pays de la Loire	19	16
TOTAL GRAND OUEST	**53**	**53**
Nord-Pas-de-Calais	3	5
Picardie	6	7
TOTAL HAUTS-DE-FRANCE	**9**	**12**
Corse	2	7
Languedoc-Roussillon	12	15
Midi-Pyrénées	10	6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11	13
TOTAL MIDI-MÉDITERRANÉE	**35**	**41**
Aquitaine	12	9
Limousin	15	1
Poitou-Charente	11	10
SOUS-TOTAL NOUVELLE-AQUITAINE	**38**	**20**
Guadeloupe	4	2
Guyane	1	1
La Réunion	1	1
Martinique		0
Mayotte		0
SOUS-TOTAL OUTRE-MER	**6**	**4**
TOTAL NOUVELLE-AQUITAINE ET OUTRE-MER	44	24
TOTAL SUBAQUATIQUE	**1**	
TOTAL NATIONAL TOUT	**235**	**222**

Fouilles réalisées en 2024
(phase terrain terminée au 31 décembre 2024)



Communes avec des interventions de fouille en 2024

GUADELOUPE

GUYANE

LA RÉUNION

MARTINIQUE

MAYOTTE

SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-MARTIN

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Nota bene
Pour la carte ci-contre, les données de la Corse sont comprises dans celles de l'interrégion Midi-Méditerranée et les données des Drom sont comprises dans celles de l'interrégion Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer.

Camée représentant Minerve sur son bige. Découvert à Parville dans l'Eure, il est conservé au musée départemental des Antiquité de Seine-Maritime à Rouen.
© Hervé Paitier, Inrap

La programmation scientifique et culturelle

La programmation scientifique

La gestion des données scientifiques de l'archéologie et des rapports finaux d'opération

56 000 rapports (Afan, Inrap, opérateurs d'archéologie préventive tiers) sont actuellement référencés dans le catalogue documentaire de l'Institut, Dolia, et un peu plus de 40 000 d'entre eux sont accessibles en texte intégral aux personnels de l'Institut. Le déploiement d'une politique de gestion de la documentation archéologique pour en faciliter la remise à l'État, mais également la conservation et la mise à disposition en interne perdure. Il y a aujourd'hui 4 600 opérations dont la documentation archéologique a été déposée pour être conservée sur un serveur sécurisé dont presque 2 200 en 2024. Leur signalement dans *Dolia* est en cours. Les effectifs du réseau documentaires sont stables, deux nouvelles documentalistes ont été recrutées fin 2024 en remplacement de départs à la retraite.

> **56 000 rapports (Afan, Inrap, opérateurs d'archéologie préventive tiers) sont actuellement référencés dans Dolia, le catalogue documentaire de l'Institut.**

Le programme d'aménagement des lieux de stockage des biens archéologiques sensibles continue avec la mise en œuvre de travaux dans trois centres de recherches archéologiques : Nîmes, Éguilles, Eckbolsheim et des audits dans les centres de Carquefou et Limoges. Ce travail conjoint entre la direction de l'immobilier et de la logistique et la direction scientifique et technique vise à doter les centres de pièces dédiées, en fonction de la nature des matériaux à conserver. La projection initiale de 2019 est d'achever ce programme en 2029 sur l'ensemble du territoire. En 2024, 67 % des centres ont bénéficié d'un audit et 81 % de travaux réalisés.

Le personnel actif au sein du réseau de la gestion des collections archéologiques reste stable : 19 titulaires et 56 chargés et chargées de mission. La sensibilisation des équipes à la conservation des biens archéologiques mobiliers s'est accompagnée de plusieurs sessions de formation. Les gestionnaires de collections archéologiques ont été formés à la gestion des climats dans les pièces aménagées. La mise à disposition des données enregistrées dans l'outil de gestion des collections archéologiques (Komodo) est effective.

En 2024, la mise aux normes et la modernisation du laboratoire de la cellule de conservation ont été mises en œuvre afin d'améliorer les traitements des vestiges ferreux et les conditions de conservation par un meilleur contrôle du climat.

321 BAM/BCM (bien archéologique mobilier/bien culturel maritime) provenant de 25 opérations (diagnostics, fouilles, projets collectifs de recherche) ont été traités en 2024, avec une prééminence de la numismatique, élément clé pour la datation relative des sites archéologiques, la stabilisation des alliages ferreux et la prise en charge urgente ou les « premiers soins » de BAM/BCM.

Deux jours de formation destinés aux responsables d'opération, gestionnaires de collection, spécialistes et techniciens, ciblés sur la conservation et la gestion des BAM/BCM métalliques et composites, ont eu lieu à la cellule de conservation localisée à Bègles en Gironde. Une autre formation a été assurée auprès des étudiants de master 2 Sciences archéologiques de l'université Bordeaux Montaigne. Elle met l'accent sur la conservation préventive des BAM/BCM, et notamment sur les premiers gestes sur le terrain et le conditionnement du mobilier pour éviter sa dégradation.

Le laboratoire de la cellule de conservation développe progressivement son travail de conseil. Deux expertises ont été réalisées, l'une sur les BAM/BCM provenant du site de La Robine (direction interrégionale Midi-Méditerranée), ainsi qu'une synthèse préparatoire pour les centres de recherches archéologiques de Guyane et Martinique, qui font face à des difficultés de conservation en raison de la combinaison humidité relative et température élevée qui accélère les dégradations. Ces expertises ont été menées en collaboration avec les gestionnaires de collections des centres archéologiques concernés.

> **Le laboratoire de la cellule de conservation développe progressivement son travail de conseil.**

La recherche

La remise du rapport final d'opération ouvre une nouvelle phase de la recherche permettant de mettre en perspective les données primaires en les inscrivant dans les axes et les problématiques soulevées par la programmation nationale du Conseil national de la recherche archéologique, renouvelée en mai 2024. Cet effort, que l'Inrap assure en puisant dans ses ressources propres, se traduit par la mise à disposition de journées de travail et par des aides financières.

S'agissant de la recherche, 25 271 journées de travail ont été enregistrées en 2024 (dont 310 journées pour Gergovie, 420 pour les projets de recherches internationaux et 1 558 financées par le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur pour des accueils en unité mixte de recherche et des contrats doctoraux). Cette activité réalisée en France et à l'étranger se décline en 535 projets d'action scientifique (PAS) engagés sur plusieurs années (3 à 5 ans en moyenne).

Les publications

Les actions les plus largement soutenues à l'échelle nationale sont celles directement destinées aux publications. En 2024, les projets de publication ont représenté un total de 7 469 journées de travail pour 553 participants. Ces projets se déclinent en ouvrages monographiques, articles, chapitres d'ouvrages. On signalera tout particulièrement la parution de :

- Chloé Garcia, Pierre Antoine, Thierry Ducrocq, Jérémy Bacon, Léa Beaumont, Sylvie Coutard, Julie Dabkowski et Boris Brasseur, « Mise en place des tourbières alcalines et modifications de la dynamique fluviatile dans la moyenne vallée de la somme (France) à l'holocène », in *Quaternaire*, 35 (2), 2024, p. 63-83.
- Jean-Marc Séguier, « La céramique domestique de l'espace culturel sénonais du milieu du Ve au milieu du IIIe siècle av. J.-C. dans son contexte du centre-est de la France : corpus, faciès et évolution des assemblages du confluent Seine », in *Revue archéologique de l'Est*, t. 58-2009, p. 57-132.
- Julie Flahaut, Olivier Blamangin, Alexia Morel, Angélique Demon, Christine Hoët-Van Cauwenberghe, Aurore Louis and Annick Thuet, « Relecture chronologique de la tombe des enfants du triérarque Domitianus à Boulogne-sur-Mer », in Harry Van Enckevort, Mark Driessen, Erik Graafstal, Tom Hazenberg, Tatiana Ivleva And Carol Van Driel-Murray (EDS) *Living and dying on the roman frontier and beyond*.
- Véronique Brunet, Ginette Auxiette, Laura Berrio, Sandrine Bonnardin, Nicolas Cayol, Miriam Cubas, Anthony Denaire, Lamys Hachem, Marie Imbeaux, Denis Maréchal, Cécile Monchablon, Joël Rolet, Yvan Pailler, Aurélie Salavert et Julian Wiethold, « L'habitat lorrain du Néolithique moyen et final de Saint-Julien-lès-Metz en Moselle », *Gallia Préhistoire* [en ligne], 64 | 2024, mis en ligne le 29 avril 2024, consulté le 29 janvier 2025. DOI : https://doi.org/10.4000/galliap.4290.
- V. Brunet, L.-A. Millet-Richard, J. Durand, R. Gosselin, R. Blaser, « Des croissants au pays des "livres de beurre" à la fin du Néolithique », in *SPF*, 06-2024, tome 121, 2, p. 211-241.
- M.-C. Truc (dir.) et A. Rémy (co-dir.), *Archéologie de l'habitat rural du premier Moyen Âge en Champagne-Ardenne (fin Ve-XIIe siècle). Un bilan régional de trente ans d'archéologie préventive*, 2 vol., 480 et 476 p. Mémoires de l'Association française d'archéologie mérovingienne, 38, 2024.
- Bastien Dubuis, Lavau I. *Le complexe funéraire monumental de Lavau (XIIe siècle av. J.-C. – IVe siècle apr. J.-C.), GALLIA*, 66e suppl., 2024, 296 p., 2024.
- Elsa Sagetat-Basseuil, *L'architecture pré-augustéenne à Glanum*, Presses universitaires Blaise Pascal Coll. Terra mater, 2024.

En partenariat avec CNRS édition, la collection « Recherches archéologiques » s'est enrichie de deux nouveaux volumes :

- Jean-Yves Dufour (dir.), *Archéologie et histoire des jeux de paume en France. De Versailles à la Marseillaise (XVIe-XVIIIe siècle)* ;
- Françoise Lafage (dir.), *Occupations protohistoriques à Changis-sur-Marne « Les Pétreaux ». Première modélisation de finages (Bronze ancien-Hallstatt D)*.

Les publications portées par l'Inrap sont mises en ligne sur HAL (hyper articles en ligne) et sur Open édition. Les publications sont complétées par la diffusion numérique des rapports accompagnés d'une notice de synthèse sous forme de DAP (Document d'archéologie préventive, site internet de l'Inrap, édition numérique avec DOI). En 2024, six DAP ont été mis en ligne.

- DAP 47 - 5 juin 2024 Bâtiments naviforme et circulaires : nouvelles données sur l'habitat protohistorique en Aunis (Nouvelle-Aquitaine, Charente-Maritime, Longèves, Rue des Grands Champs) Rapport de fouille 2019 Direction : Stéphane Vacher
- DAP 46 - 2 avril 2024 Fleurey-sur-Ouche, 32 rue de l'Aule « Les Charmilles » et lot « La Velle », rue de la Gare (Côte-d'Or, Bourgogne-Franche-Comté) Rapports de fouille 2019 et 2021 Direction : Gaëlle Pertuisot
- DAP 45 - 21 mars 2024 Les Trois Mares : Danone - Vitapôle et doublement de la RD 128 (Île-de-France, Essonne, Palaiseau) Rapport de fouille 2020 Direction : Olivier Blin
- DAP 44 - 4 mars 2024 Mise en défense du port de La Rochelle et de ses abords (XIVe-XXe siècles) : l'enceinte du Gabut (Charente-Maritime, Nouvelle-Aquitaine) Rapport de fouille 2019 Direction : Emmanuel Barbier
- DAP 43 - 5 février 2024 Blois médiévale et moderne : l'hôtel de Boulogne, 13 bis rue des Ponts Chartrains et 14 rue de Boulogne (Loir-et-Cher, Centre-Val de Loire) Rapports de bâti 2013 et de fouille 2018 Direction : Anne-Marie Jouquand, Sylvia Jouanneau-Bigot, Victorine Mataouchek
- DAP 42 - 16 janvier 2024 ZAC de la Plaine de la Ronce : zones A, B et C (Normandie, Seine-Maritime, Isneauville, Saint-Martin-du-Vivier) Rapports de fouille 2011 Direction : Yves-Marie Adrian

L'Inrap a également participé au financement de publications mettant en exergue les données issues de l'archéologie préventive et l'activité de recherche des agents :

- « La typochronologie de la céramique du Bronze final en Lorraine » - THIERIOT (Franck), KLAG (Thierry) et KŒNIG (Marie-Pierre) Kœnig, Association pour la promotion des Recherches sur l'âge du Bronze (APRAB)
- « Le Landry, site solutréen de plein air » - BRENET (Michel), Musée national de Préhistoire
- « La grotte de Buffens (Caunes, Aude) et la Protohistoire du Minervois » GUILAINE (Jean) dir., Archéologie en Terre d'Aude
- « Pratiques funéraires et sociétés au Haut-Empire dans les campagnes du Languedoc central » - BEL (Valérie) et GLEIZE (Yves) dir., *Revue archéologique de Narbonnaise*
- « Actes du 46e colloque international de l'AFEAF à Aix en Provence du 26 au 28 mai 2022 », Association française pour l'étude de l'âge du Fer (AFEAF)
- « Les occupations protohistoriques et historiques de Méaulte (Somme), sur la plateforme aéro-industrielle et la ZAC du Pays du Coquelicot » - DUVETTE (Laurent), ROUGIER (Richard) et SOUPART (Nathalie), *Revue archéologique de Picardie*

Les programmes de recherche collectifs

En 2024, 8 579 journées de travail ont été réservées aux programmes de recherche collectifs, dont 4 539 aux projets collectifs de recherche (PCR) et 1 046 aux fouilles programmées autorisées par les services régionaux de l'archéologie. La plupart de ces projets s'inscrivent dans une dimension interinstitutionnelle favorisant des synergies avec d'autres acteurs publics de la recherche (CNRS, Université, ministère de la Culture, services archéologiques de l'État et des collectivités territoriales…).

Une participation accrue aux manifestations scientifiques nationales et internationales

À l'occasion de la saison scientifique et culturelle de l'Inrap « Archéologie et sport », une table ronde a été organisée en collaboration avec le laboratoire Aoroc (Archéologie & Philologie d'Orient et d'Occident-École normale supérieure de Paris) sous la direction scientifique de Jean-Paul Thuillier intitulée « Athlètes et héros. Le culte ou la valorisation de l'exploit physique dans l'Antiquité et ses expressions en Gaule », qui donnera lieu à la publication du hors-série n° 7 de la revue *Archéopages*.

En 2024, l'Inrap a apporté son soutien aux manifestations scientifiques organisées à l'échelle nationale. Ainsi, 1 679 journées de travail ont été allouées aux agents ayant présenté leurs travaux de recherche dans le cadre de manifestations scientifiques ou participé à leur organisation. L'Institut a également soutenu financièrement l'organisation de colloques ayant mobilisé un nombre important de ses agents :

- Colloque international quaternaire Q14 : « Tous à l'ouest ! Le Quaternaire dans tous ses états : terre, mer, glace », Rennes, 26 février-1er mars 2024.
- Première journée d'étude du Groupe de recherche aquitain en archéologie protohistorique, Bordeaux, 19 avril 2024.
- Congrès international de la SFECAG, Angers, 9-12 mai 2024.
- 15es Rencontres internationales du : « Worked Bone Research Group » (WBRG), Paris, 13-17 mai 2024.
- 15e colloque international du GAAF : « Rencontre autour de l'invisible dans la tombe », Châlons-en-Champagne, 28-30 mai 2024.
- Colloque international Corpus : « Ustensiles et espaces culinaires de la Protohistoire au début du XXe siècle », Dijon, 4-7 juin 2024.
- Colloque international « Vases miniatures en contexte. Fonction et usages (Europe et Méditerranée, du début du premier millénaire avant notre ère au Ve siècle de notre ère) », Lille, 24 - 27 septembre 2024.

Séminaire scientifique
Les datations « absolues » en archéologie

Les 3 et 4 décembre 2024, l'Inrap, en partenariat avec le laboratoire de mesure du carbone 14 (LMC14), plateforme nationale rattachée au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE), a organisé son 8e séminaire scientifique et technique consacré à l'usage des datations absolues en archéologie. Dans un contexte d'évolution rapide des protocoles de terrain, il était nécessaire de faire un point sur la diversité des approches méthodologiques. Ces échanges ont suscité un grand intérêt dans la communauté des archéologues et des « dateurs » ; elles ont rassemblé une centaine de personnes en présentiel et plus de 200 à distance. Les captations et les posters de cette rencontre sont consultables sur le carnet Hypothèses institutionnel https://sstinrap.hypotheses.org/datations-absolues-en-archeologie.

La nécropole numérique : une dématérialisation intégrale de l'acquisition des données archéologiques

Ce projet en recherche et développement fédère une dizaine de chercheurs de l'Institut sous la direction de Christelle Seng depuis 2020. Il a pour objectif la mise au point et l'expérimentation d'outils numériques et des protocoles liés, dédiés à l'enregistrement des données de terrain. Il s'est construit autour de la fouille de la nécropole des Mastraits à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Sa particularité repose sur la dématérialisation intégrale de l'acquisition des données archéologiques, en s'appuyant sur la géomatique pour gérer les données spatiales et attributaires à partir de relevés issus de la photogrammétrie. Le travail de terrain est ensuite complété et enrichi par les analyses effectuées en laboratoire, notamment les données anthropologiques. La collecte de l'ensemble des données spatiales et attributaires dans un projet unique permet une grande diversité de représentations cartographiques et d'analyse spatiale des données.

– Table ronde internationale : « Dark Side Of Rock Choices », Tautavel, 14-16 octobre 2024.

– 44es Rencontres internationales d'archéologie et d'histoire de Nice Côte d'Azur : « *Fumier, bouses et guano : ordures ou or brun ? Statut, usage et gestion des déjections animales depuis la Préhistoire : potentiel archéologique et paléo-environnemental* », Nice, 15-17 octobre 2025.

– Journées Iceramm et réseau TCA, Orléans, 6-8 novembre 2024.

– 34e colloque interrégional sur le Néolithique (InterNéo) : Néolithisations. Unité et diversité du Néolithique ancien du nord de la France (VIe et Ve millénaires), Paris, 29-30 novembre 2024 à Paris.

Les expertises scientifiques

Dans le cadre de l'évaluation de la recherche archéologique, l'expertise scientifique des agents de l'Inrap est reconnue à l'échelle régionale et nationale. En 2024, 725 journées de travail ont été dédiées aux contributions et aux participations à des instances scientifiques.

Le partage de la connaissance

Une saison sportive !

L'Inrap a placé sa saison scientifique et culturelle de l'année dans l'élan du grand évènement fédérateur des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Livres, films, exposition, réseaux sociaux…, l'Institut s'est saisi de tous les supports pour évoquer les connaissances que l'archéologie peut apporter sur un sujet aussi vaste que le sport, favorisant une approche croisée et des passerelles entre sportifs et chercheurs, scientifiques et artistes, entre monde associatif et scientifique.

La saison « Archéologie et sport » a vu la naissance de la 11e exposition de la collection Archéocapsule, « Homo athleticus, archéologie et sport ». Cette nouvelle exposition a circulé dans de nombreux lieux en France, dans des musées et lieux culturels emblématiques et, pour certains, concomitamment avec le passage de la flamme olympique comme au Muséoparc d'Alésia, au Chronographe de Rezé, dans les Musées de Poitiers, d'Auxerre, Saint-Dizier, Marseille, Arles antique, ainsi qu'au Point éphémère et à la médiathèque Rostand à Paris.

L'Inrap a produit deux reportages et un module quiz sur le thème archéologie et sport dans la cadre de la saison ainsi qu'un ouvrage dédié aux jeunes lecteurs chez Actes Sud jeunesse, *Il était une fois le sport* par Valérie Delattre (texte) et Ruben Gérard (illustrations).

Les Jeux olympiques préhistoriques ont permis de combiner l'archéologie expérimentale et des épreuves sportives, telles des manches du championnat européen de tirs aux armes préhistoriques, des régates de pirogues néolithiques ou encore des démonstrations de tir à l'arc préhistorique. L'Inrap a été partenaire de ces évènements, aux côtés de musées et de collectivités territoriales, qui ont rassemblé plus de 5 500 personnes.

© Marguerite Bornhauser

Dans le cadre de l'appel à projets « création, inspiration, handicap » porté par le ministère de la Culture et Paris 2024 remporté par l'Inrap, l'Institut a conçu et développé en partenariat avec le musée départemental Arles antique (MDAA), le projet « Triptyque ». Celui-ci s'est matérialisé par un processus de rencontres et de création artistique, associant les regards croisés d'une photographe plasticienne, Marguerite Bornhauser, d'une chercheuse spécialisée en archéologie du handicap, Valérie Delattre et d'une parasportive, Pernelle Marcon. L'installation artistique de Marguerite Bornhauser, fruit de ces échanges, a été produite en 2024. Elle a fait partie de la programmation des Rencontres de la photographie d'Arles et a été présentée à plus de 23 000 visiteurs de juillet à septembre 2024.

Enfin, l'Inrap a monté en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France un cycle de conférences « Archéologie et sport ». Au travers de six conférences, archéologues et historiens ont montré la pertinence de l'archéologie pour interroger et mieux comprendre le sport d'aujourd'hui, héritier de gestes, d'accessoires, de pratiques passées.

Accompagner des projets culturels sur tout le territoire

Grâce à son implantation territoriale, l'Inrap développe des actions culturelles de proximité, au plus près des découvertes archéologiques, et dans la temporalité même de la recherche : pendant la fouille et juste après les études. Ainsi, 43 000 visiteurs ont participé aux 362 visites de chantiers organisées par l'Inrap et 35 771 auditeurs ont participé à 222 conférences. Plus de 300 000 jeunes de moins de 18 ans ont été sensibilisés à l'archéologie grâce à une action de médiation de l'Inrap.

L'Institut conclut des partenariats avec les collectivités territoriales pour co-construire des projets culturels. En 2024, 132 conventions de partenariat étaient actives, et ont donné lieu à 44 expositions, et de nombreux projets pédagogiques.

L'Inrap met à la disposition de ses partenaires des outils culturels « clés en main », comme des ressources audiovisuelles, des multimédias et des expositions légères, telles la collection des « Archéocapsules » pour laquelle 10 thématiques sont déjà disponibles ou la collection « Archéochrono », expositions ludiques pour explorer les grandes périodes chronologiques pour le jeune public.

> **En 2024, 132 conventions de partenariat étaient actives et ont donné lieu à 44 expositions, et de nombreux projets pédagogiques.**

Enfin, pour irriguer tous les territoires, y compris ruraux, l'Inrap développe de nouveaux partenariats, avec des fédérations d'éducation populaire bien implantées dans les territoires hors des centres-villes. Ainsi, en 2024, l'Inrap a signé une convention de partenariat culturel avec la fédération nationale d'éducation populaire, les Francas, qui intervient auprès de 1,7 million d'enfants et d'adolescents sur l'ensemble du territoire national. Ce mouvement d'éducation populaire a mis

en place un réseau « parcours éducatif et culturel sciences » dans lequel l'Inrap s'intègre en proposant la mise à disposition de ressources, la sensibilisation des médiateurs et la programmation de visites de chantiers de fouilles ou de rencontres avec des archéologues professionnels.

Dans le cadre des JOP 2024, l'Inrap est également intervenu auprès des relais « culture » de la Confédération nationale des foyers ruraux qui fédère l'ensemble des associations impliquées dans l'animation du monde rural et qui se reconnaissent dans les valeurs de l'éducation populaire.

Outiller les enseignants, accueillir les élèves

L'Inrap travaille main dans la main avec le monde pédagogique. Durant l'année scolaire 2023-2024, 1 883 élèves de 79 classes dans 27 communes ont bénéficié d'un Parcours en éducation artistique et culturelle (Péac) et 4 900 élèves ont été accueillies lors de 81 visites de chantiers.

Au-delà de ces projets pédagogiques conduits dans les établissements scolaires ou sur ses sites, l'Inrap produit des « outils » (dossiers et ressources) aux enseignants et les forme, pour que les dernières avancées de la recherche en archéologie puissent nourrir leurs enseignements.

Depuis 2020, l'Inrap dispose d'un espace dédié aux enseignants sur son portail web. Il s'est enrichi en 2024 de ressources accessibles en ligne pour deux nouvelles matières : sciences et vie de la terre et géographie, grâce aux partenariats engagés, notamment, avec l'Association des professeurs d'histoire géographie (APHG) et avec le réseau des professeurs ambassadeurs Inrap. Ainsi, une activité pédagogique est proposée autour des isotopes ainsi qu'une sélection d'atlas archéologiques réalisée avec l'association Concours carto.

Par ailleurs, dans le cadre du partenariat avec l'APHG, l'Inrap a poursuivi sa participation aux conférences en ligne organisées par l'association pour les enseignants de son réseau. En 2024, ces interventions proposées tout au long de l'année s'inscrivaient dans un cycle sur le thème « L'archéologie et le phénomène guerrier ».

Lors de la 27e édition des Rendez-vous de l'Histoire de Blois sur le thème de la ville en 2024, l'Inrap et l'APHG ont proposé une table ronde « L'archéologie de la ville, témoin des empreintes romaines à travers la Méditerranée ». Les enseignants ont désormais accès aux trois dossiers pédagogiques et à la captation de la vidéo *via* les sites internet des partenaires.

L'archéologie en partage : décloisonner et favoriser l'interdisciplinarité

Dans le cadre de sa programmation culturelle, l'Inrap privilégie le dialogue interdisciplinaire, et la rencontre entre des univers différents. C'est pourquoi il participe aux grandes manifestations nationales de champs disciplinaires voisins de l'archéologie, comme les Rendez-vous de l'Histoire de Blois ; le festival international de géographie de Saint-Dié ou encore le festival de l'histoire de l'art à Fontainebleau.

Pendant les Rendez-vous de l'Histoire de Blois, l'Inrap a proposé, outre une présentation de sa production éditoriale au Salon du livre, cinq conférences qui ont rencontré un vif succès : « La ville avant l'Histoire », en lien avec le thème général de la manifestation, un atelier pédagogique « L'archéologie de la ville, témoin des empreintes romaines à travers la Méditerranée », et trois conférences pour présenter ses publications : « Il était une fois le sport », « Jules César à la conquête de la Gaule » pour les éditions jeunesse, et « L'atlas archéologique de la France ».

L'Inrap a participé pour la première fois au festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges en collaborant à quatre tables rondes proposées en lien avec le thème 2024 « La Terre » : « Les mains dans la terre, ce que les terres cachent… et qu'on sait révéler ! », « Que faire de nos morts ? » et « Mettre le passé en cartes ».

Enfin, l'Inrap était présent au festival de l'histoire de l'art de Fontainebleau, piloté par l'Institut national d'histoire de l'art, dont le thème général concernait le sport avec une conférence sur « L'archéologie du jeu de paume en France » et une démonstration de courte paume dans l'ancienne salle du jeu de paume du château.

L'archéologie : une discipline populaire

Attaché à sa mission de partage de la connaissance et de valorisation des connaissances archéologiques, l'Institut a contribué en 2024 à 44 expositions, participé à 1 800 manifestations évènementielles, organisé 335 portes ouvertes et piloté des parcours en éducation artistique et culturelle (Péac) dans plus de 70 classes. Ces actions ont rencontré une forte fréquentation en 2024 avec 1 456 989 visiteurs physiques et plus de 200 000 visiteurs lors des Journées européennes de l'archéologie qu'il organise pour le compte du ministère de la Culture chaque 3e week-end de juin.

En 2024, 30 pays ont rejoint la dynamique impulsée par les Journées européennes de l'archéologie. Plus de 2 000 évènements européens ont été organisés, dont 650 en France. Les 200 000 visiteurs, toujours fidèles, ont pu profiter d'une riche programmation proposée par les directions régionales des affaires culturelles, les associations, les collectivités territoriales, les musées, le CNRS, les universités et laboratoires de recherche ou l'Inrap.

Ces actions se traduisent par une forte visibilité dans les médias – plus de 8 000 citations presse en 2024 – ainsi que par un accroissement important de la fréquentation du portail inrap.fr et de la chaîne YouTube de l'institut, avec près de 1,8 million de visiteurs en 2024. Les relais sur les réseaux sociaux continuent également d'attirer plus de publics : l'ensemble des comptes réseaux sociaux a connu une progression du nombre d'abonnés de 12,5 % en moyenne.

> **L'ensemble des comptes réseaux sociaux a connu une progression du nombre d'abonnés de 12,5 % en moyenne.**

Par ailleurs, les documentaires coproduits par l'Inrap ont battu des records d'audience comme en témoignent *Sardaigne, la mystérieuse civilisation des nuraghes* (Arte/Gedeon/Inrap), avec 700 000 téléspectateurs et 4 % des parts de marché et *Enquêtes sur les trésors enfouis de Notre-Dame* (Arte/Zed productions/CNRS Images) avec plus de 1,2 million de téléspectateurs, soit 6,7 % des parts de marché.

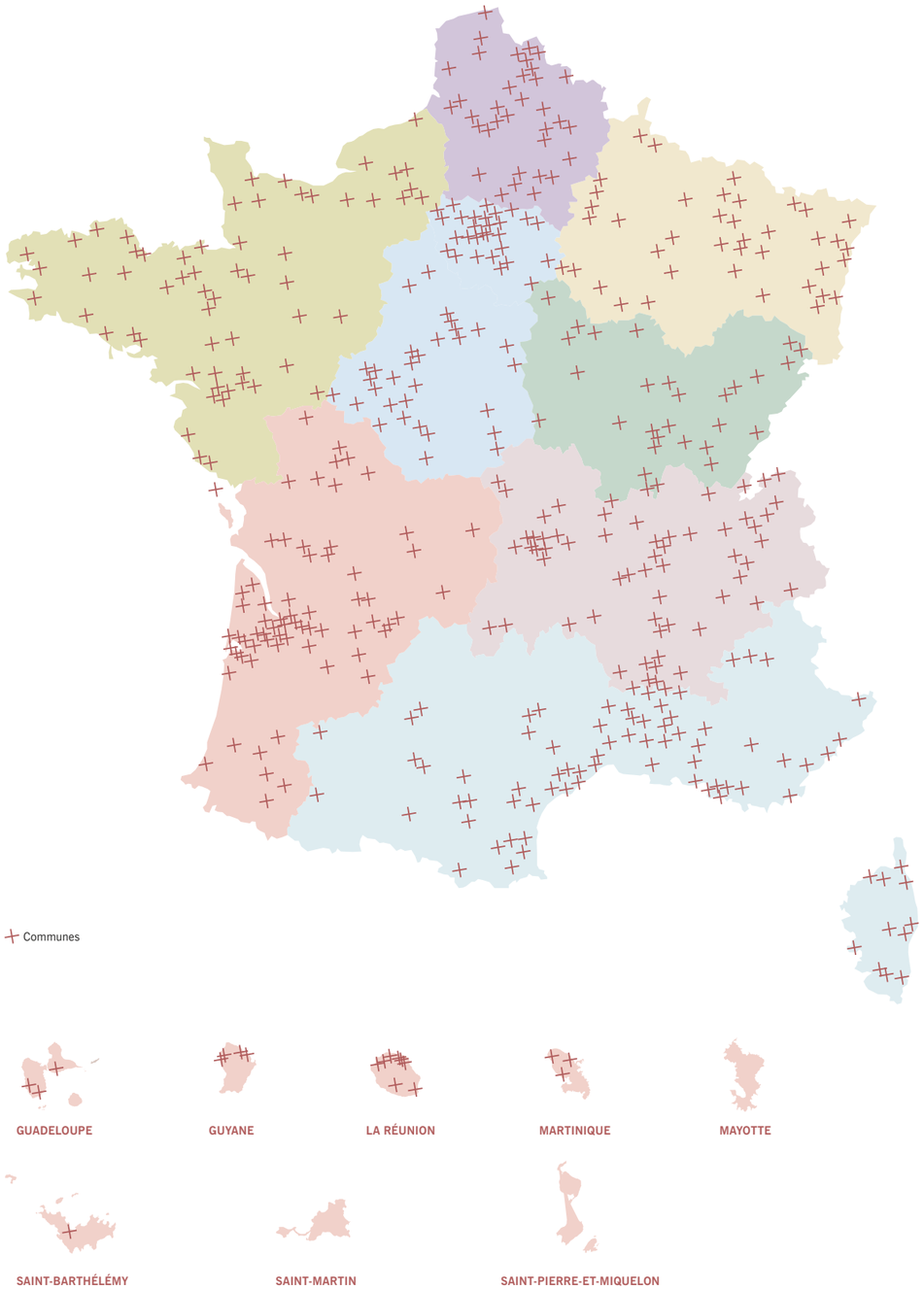
Enfin, les productions culturelles de l'Inrap ont reçu des reconnaissances et des prix. Le reportage sur la fouille de la croisée du transept de Notre-Dame de Paris, produit en 2022, a été primé dans le prestigieux festival de films international de « Archaeology Channel » aux États-Unis. Le documentaire coproduit en 2023 « Notre-Dame de Paris, le chantier du siècle » a, quant à lui, reçu le prix des publics aux Rencontres d'archéologie de la Narbonnaise.

L'Atlas archéologique de la France, publié fin 2023, a connu un grand succès de librairie tout au long de l'année et a été plusieurs fois réimprimé (13 800 exemplaires au total). Il a en outre obtenu le prix spécial du jury des Rencontres d'archéologie de la Narbonnaise et le prix du livre Sciences et société de la culture scientifique, technique et industrielle de l'Académie littéraire de Bretagne et des Pays de la Loire.

« SOS archéo » : un atelier à distance pour les scolaires

Pour comprendre les missions et les objectifs de l'archéologie préventive, appréhender la démarche scientifique, découvrir la variété des métiers et développer une sensibilité au patrimoine, un partenaire historique de l'Inrap Cap Sciences - Cap'archéo propose « SOS archéo » : un atelier à distance et en direct destiné aux établissements scolaires du cycle 3 (CM1-CM2) à la cinquième. Celui-ci permet de plonger au cœur d'une mission d'archéologie préventive : de la découverte d'un site à la compréhension de son histoire. Un site archéologique en cours de fouilles est menacé de destruction et le responsable du chantier a besoin des élèves pour le sauver. En relevant cinq défis autour de la démarche scientifique de l'archéologie préventive, les élèves doivent retrouver le nom et la localisation du site pour intervenir avant qu'il ne soit trop tard. À eux d'être attentifs et observateurs, la sauvegarde de ce patrimoine dépend d'eux !

Communes avec des actions de valorisation et de communication en 2024



Relevés topographiques sur le site de Nasura dans la formation de Nachukui (ouest du Turkana, Kenya). Intervention réalisée par l'Inrap dans le cadre du projet de recherche GASPA West Turkana Archaeological Project.
© Xavier Boes, Inrap

L'international

En 2024, l'Institut a continué à développer ses relations internationales, ses travaux de recherche fondamentale à l'étranger ainsi que son offre d'expertise et de formation.
Les grands axes de l'Institut en matière de relations internationales ont été de renforcer son positionnement européen à travers des projets financés par la Commission européenne, de poursuivre son soutien aux programmes de recherche fondamentale à l'étranger des archéologues de l'Institut, et de développer ses coopérations institutionnelles et son activité d'expertise en archéologie préventive auprès de partenaires étrangers.

La recherche

En 2024, 35 scientifiques de l'Inrap ont participé à des programmes de recherche concernant 18 pays (440 journées de travail). La plupart de ces programmes ont été conduits dans le cadre et en collaboration avec des missions archéologiques françaises à l'étranger soutenues par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ou en partenariat avec une École française à l'étranger (par exemple l'École française de Rome [Italie] ou l'Institut français d'archéologie orientale [Le Caire, Égypte]). La participation des chercheurs de l'Inrap peut se dérouler en France pour une étude ou à l'étranger pour une phase d'étude ou des recherches de terrain. Dans ce cadre, les agents Inrap sont soit responsables soit co-responsables pour une moitié de ces programmes. Ainsi, en 2024, les pays dans lesquels se sont déroulées des missions étaient l'Albanie, le Botswana, l'Égypte, l'Espagne, l'Éthiopie, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Kenya, le Maroc, la Tunisie. Les sujets scientifiques abordés sont par exemple la géoarchéologie des plus anciens sites préhistoriques d'Afrique au Kenya, l'étude des restes osseux des sépultures de la nécropole de Porta Nocera à Pompéi, ou encore l'étude paléométallurgique de vestiges issus de sites antiques en Grèce.

> **En 2024, 35 scientifiques de l'Inrap ont participé à des programmes de recherche concernant 18 pays.**

Au-delà de ces programmes, en 2024, 63 agents (150 journées de travail) ont bénéficié d'un soutien de l'Institut pour communiquer sur leurs travaux de recherche lors de 41 manifestations scientifiques internationales dans 24 pays. En lien avec ces programmes et manifestations, l'Institut a également soutenu des travaux de publications sur des sujets de recherche hors de France ainsi que des missions ponctuelles d'enseignements universitaires à l'étranger.

Des coopérations internationales institutionnelles autour de la formation

Une coopération avec le Kazakhstan

En 2024, l'Inrap a signé un accord de coopération avec l'Institut national d'archéologie Margulan du Kazakhstan visant à construire une collaboration autour de l'archéologie préventive. Cet accord pose les bases d'actions de collaborations scientifiques, de formation d'archéologues kazakhstanais et de partage d'expertises sur les méthodes d'intervention et de numérisation du patrimoine (voir encadré).

Un partenariat avec l'Arabie saoudite

En 2024, dans le cadre de la visite d'État du Président de la République et des accords culturels bilatéraux conclus entre les deux pays, l'Inrap a signé un programme exécutif de coopération avec la Heritage Commission du Royaume d'Arabie saoudite. Cet accord prévoit la mise en œuvre de formations spécialisées en archéologie préventive (en particulier aux méthodes d'intervention sur le terrain), ainsi qu'en numérisation du patrimoine (SIG, photogrammétrie, modélisation 3D). Ce partenariat stratégique vise à renforcer la coopération scientifique et la valorisation du patrimoine saoudien en mobilisant l'expertise culturelle française. S'appuyant sur les succès du projet Al-Ula depuis 2018 et l'accord culturel de 2021, cette collaboration franchit une nouvelle étape avec l'Inrap comme acteur clé dans la formation des professionnels saoudiens à l'archéologie préventive.

La formation et l'accueil de professionnels étrangers

Dans le cadre du programme de bourses « Résidence Culture » soutenu par le ministère de la Culture, un archéologue camerounais, Olivier Hamana Soumai et un archéologue libanais, Raffi Gergian ont été accueillis en immersion à l'Inrap. Leur séjour d'un mois, au siège et en direction régionale leur ont permis de prendre connaissance du cadre général de l'archéologie préventive en France, des activités de l'Institut et de pratiquer sur le terrain avec les équipes.

L'Inrap dans l'espace européen de la recherche

En 2024, l'Inrap est partenaire des projets européens suivants :

– AUTOMATA « AUTOMated enriched digitisation of Archaeological liThics and cerAmics » est un programme de recherche européen qui a été sélectionné dans le cadre de l'appel HORIZON-CL2-2023-HERITAGE-ECCCH-01 (A European Collaborative Cloud for Cultural Heritage - 2023) de la Commission européenne, pour une durée de 54 mois et un budget d'environ 430 K€ pour l'Inrap. Composé de 12 partenaires, il vise à mettre en place une procédure automatisée, rapide, précise et peu coûteuse de numérisation de vestiges archéologiques en vue de répondre à des problématiques scientifiques. L'Inrap y porte un groupe de travail et y représente la communauté de l'archéologie préventive.

Lancement du projet européen AUTOMATA.
© AUTOMATA project

– Projet Quina World : le Conseil européen de la recherche a attribué une bourse ERC Starting Grant, qui permet à des jeunes scientifiques de constituer leur équipe de recherche autour de ce sujet « Tracking Neanderthals in time and space: was the "Quina World" the first regional cultural entity in the History of Europe? » dirigé par Guillaume Guérin, de l'Institut de recherche sur les archéomatériaux – Centre de recherche en physique appliquée à l'archéologie (IRAMAT - CPR2A - CNRS / université Bordeaux Montaigne, CNRS, UMR 6118 Géosciences Rennes, université de Rennes 1).

L'Inrap est partenaire du projet à travers la participation de Laurence Bourguignon, paléolithicienne. Le projet teste l'hypothèse selon laquelle les Néandertaliens ont, à un moment de leur occupation de l'Europe, formé une entité culturelle à l'échelle de notre continent. En 2024, Laurence Bourguignon a poursuivi les études lithiques qui sont le socle de la détermination potentielle de l'entité culturelle Quina et la constitution de la base de donnée permettant une première interprétation des données.

– MAIA « Artificial Intelligence in Archaeology », COST Action n° 23141, est un réseau d'archéologues et de spécialistes de 17 pays financé par la COST Association - European Cooperation in Science and Technology pour quatre ans. Ce réseau qui vise à échanger et à préparer un usage raisonné, éthique et efficace de l'intelligence artificielle en archéologie a démarré en 2024.

Une coopération scientifique et méthodologique en archéologie préventive avec le Kazakhstan

Un protocole d'accord sur la coopération en archéologie a été signé entre l'Inrap et l'Institut d'archéologie A. H. Margulan du Kazakhstan. Cette signature a eu lieu le 5 novembre 2024 à l'Élysée, lors de la visite d'État du Président Kassym-Jomart Tokaïev à Paris, en présence des présidents français et kazakhstanais.
Ce protocole vise à renforcer la coopération entre la France et le Kazakhstan dans le domaine de l'archéologie. Ce partenariat repose sur plusieurs axes stratégiques, notamment la coopération scientifique et méthodologique en archéologie préventive, avec le développement d'échanges d'expériences sur l'utilisation de méthodes telles que le SIG, le Lidar, la géophysique appliquée ou encore la numérisation 3D. Un programme de formation spécifique sera mis en place pour les archéologues kazakhstanais, axé sur l'archéologie préventive.
Les deux institutions s'engagent également à favoriser la participation mutuelle de spécialistes aux projets des deux parties, à explorer des possibilités de financement conjointes pour des recherches collaboratives et à sensibiliser les chercheurs kazakhstanais aux normes internationales de préservation et d'étude des sites archéologiques.
Cet accord s'inscrit dans un cadre global de coopération culturelle entre le Kazakhstan et la France porté par les ministères français chargés de la Culture et des Affaires étrangères.

Signature à l'Élysée du protocole d'accord avec les autorités kazakhstanaises.
© Inrap

Les ressources humaines

L'Inrap consolide la démarche de recrutement pluriannuelle engagée il y a cinq ans et qui se concrétise par l'entrée de 282 archéologues, dont 11 dans le plan de recrutement 2024. Rompus à tous les métiers de l'archéologie et à toutes les périodes historiques, ces nouveaux agents apportent leurs compétences et bénéficient de celles de leurs aînés.

La situation de l'emploi

L'Institut compte 2 180 agents au 31 décembre 2024, dont 2 017 CDI, 133 CDD et 30 apprentis. L'effectif représente en moyenne 2 154,13 équivalents temps plein travaillés (ETPT).

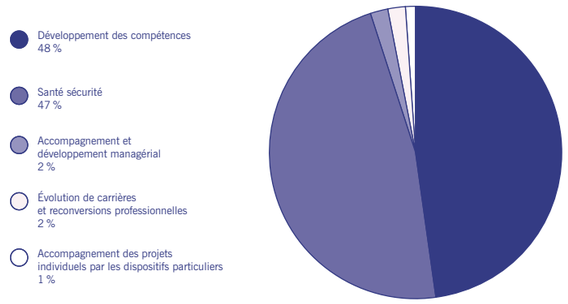
Le développement RH

L'équipe GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et compétences) de la direction des ressources humaines, en lien avec la direction scientifique et technique, a poursuivi la démarche de connaissance des effectifs et de recueil des besoins initiée en 2023, s'appuyant sur un questionnaire croisant les interrogations liées aux métiers (dynamique d'aménagement local, tendance des prescriptions des services régionaux de l'archéologie, rapports avec les universités et le monde de la recherche environnant, etc.) et celles liées aux ressources humaines (chronocompétences représentées dans la direction régionale, capacité opérationnelle, dynamique et complémentarité des collectifs de travail, besoins en formation…). En 2024, les efforts se sont poursuivis pour établir les bases nécessaires à la création d'un groupe de travail GPEC en 2025, notamment à travers la mise en place d'environ trois réunions du groupe de travail avec les représentants du personnel.

La formation

2024 a constitué la deuxième année du plan triennal 2023-2025. Durant cette année, l'activité de formation a été très importante sur les deux volets principaux du plan : développement des compétences scientifiques, techniques et administratives et santé-sécurité. Le volume total réalisé a atteint 2 308 stagiaires, soit une diminution de 23 % par rapport à l'année 2023. La part des réalisations en matière de formation en santé-sécurité est de 47 % (prévention, certifications, spécialisations) pour le développement des compétences scientifiques, techniques et administratives elle est de 48 % (formations qualifiantes). La baisse s'explique par le report en 2025 des actions de formation sur le volet « Accompagnement et développement managérial ». Les dispositifs particuliers, tels que l'utilisation du compte personnel de formation, les bilans de compétences, la validation des acquis de l'expérience et la validation de diplômes universitaires, sont restés stables en nombre d'agents par rapport à 2023.

Bilan formation 2024



Fouille en carroyage du secteur préhistorique, Arbois (Jura), 2024.
© Mickaël Lagache, Inrap

La prévention des risques professionnels

En lien avec les engagements pris dans le Papripact (programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail), plusieurs groupes de travail réunissant des agents, des préventeurs et des représentants du personnel ont été organisés au cours de l'année. Ces réunions ont notamment permis la révision complète des modules de la formation « Prévention et sécurité sur une opération archéologique (PSOA) » (200 agents formés en 2024), la mise en place d'un nouveau modèle de protocole de sécurité accompagné de son aide-mémoire permettant de mieux sécuriser les opérations de chargement et déchargement dans les centres de recherches archéologiques et sur les chantiers, ou encore, le démarrage sur 12 mois des tests de petits outillages auprès d'un panel d'agents volontaires en lien avec la démarche de prévention des TMS (troubles musculo-squelettiques) dont l'objectif est d'améliorer l'adéquation des outils avec l'environnement de travail, le confort d'utilisation et la diversité des utilisateurs (morphologie, sexe). Les résultats de cette étude sont attendus pour la fin de l'année 2025 et devront permettre d'affiner les besoins en matière d'ergonomie pour le matériel de chantier.

Les agents réalisant des travaux de recherche à l'étranger dans les pays classés « sensibles » ont bénéficié au second semestre d'une sensibilisation sur les questions de sûreté et de sécurité en partenariat avec notre prestataire International SOS. La nouvelle matrice du Duerp (document unique d'évaluation des risques professionnels) a été validée en F3SCT nationale (formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail) de novembre 2024 afin d'organiser son déploiement dans les différentes régions début 2025.

Le dialogue social

Les partenaires sociaux ont été réunis dans 17 instances centrales dont cinq comités sociaux d'administration, trois F3SCT (formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail) et neuf CCP (commission consultative paritaire, six CCP scientifiques et techniques, trois CCP administratives) tandis que les directions régionales et interrégionales ont également animé leurs instances spéciales.

Les partenaires sociaux ont été réunis dans 17 instances centrales.

L'action sociale

Au cours de la campagne 2024 (juillet-octobre), 73 familles ont bénéficié du versement de l'allocation monoparentale ce qui correspond à un total de 31 050 €. Parmi les familles demandeuses, 56 % avaient un enfant à charge, 37 % deux enfants à charge, 6 % trois enfants à charge, 1 % quatre enfants à charge. 71,6 % des demandeurs sont des femmes en situation de monoparentalité.

Par ailleurs, huit familles ayant un enfant en situation de handicap ont bénéficié d'une aide, pour un montant moyen mensuel de 176,85 € soit un total annuel de 16 977,36 €.

La commission de secours de l'Institut a pu examiner 35 demandes d'aide dont 34 ont reçu un avis favorable. En 2024, la commission a attribué un montant total de 53 162,88 € d'aide aux agents. Le montant annuel moyen de l'aide s'établit en 2024 à 1 563,61 € par dossier.

ETPT moyen annuel 2024 permanents et non permanents – répartition par domaine et par direction

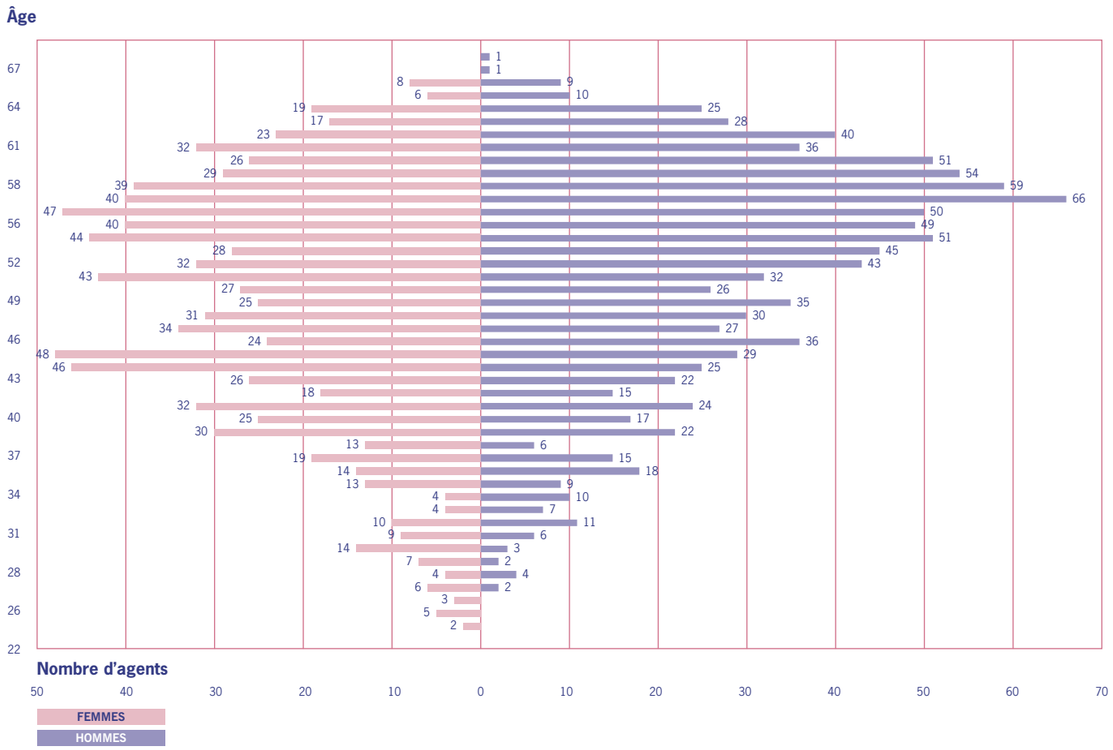
Équivalent temps plein travaillé										
Direction	CDI			CDD			Apprentis			Total
	Opérationnels	Fonctionnels	Total	Opérationnels	Fonctionnels	Total	Opérationnels	Fonctionnels	Total	
ARA	118,73	33,08	151,81	30,38	2,99	33,38		1,63	1,63	**186,81**
BFC	93,09	23,18	116,27	11,08	0,33	11,40	0,33	2,46	2,79	**130,47**
CIF	228,35	48,75	277,10	27,61	1,58	29,19		2,39	2,39	**308,67**
GE	158,74	35,89	194,63	29,38		29,38		1,31	1,31	**225,32**
GO	248,41	37,89	286,29	47,45	3,00	50,44		0,97	0,97	**337,70**
HDF	152,18	31,47	183,65	32,11	3,76	35,88		2,24	2,24	**221,77**
MMED	228,39	48,14	276,54	46,07	6,11	52,18		1,33	1,33	**330,04**
NAOM	148,59	34,34	182,93	26,38	2,57	28,94		2,06	2,06	**213,93**
SIÈGE	21,40	153,20	174,60	8,55	4,95	13,51		7,82	7,82	**195,93**
Réserve	3,48		3,48							**3,48**
Total général	**1 401,35**	**445,94**	**1 847,30**	**259,01**	**25,29**	**284,30**	**0,33**	**22,20**	**22,53**	**2 154,13**

Effectifs inscrits permanents et non permanents (au 31/12/2024) – Répartition par domaine et par direction

Personnes physiques										
Direction	CDI			CDD			Apprentis			Total
	Opérationnels	Fonctionnels	Total	Opérationnels	Fonctionnels	Total	Opérationnels	Fonctionnels	Total	
ARA	137	28	165	21	3	24		2	2	**191**
BFC	108	24	132				1	3	4	**136**
CIF	252	48	300	8	2	10		3	3	**313**
GE	176	37	213	19		19		2	2	**234**
GO	276	40	316	1	3	4		1	1	**321**
HDF	166	33	199	14	5	19		3	3	**221**
MMED	260	47	307	22	7	29		2	2	**338**
NAOM	168	33	201	16	2	18		3	3	**222**
SIÈGE	23	160	183	6	4	10		10	10	**203**
Réserve	1		1							**1**
Total	**1 567**	**450**	**2 017**	**107**	**26**	**133**	**1**	**29**	**30**	**2 180**

Abréviations utilisées
ARA - Auvergne-Rhône-Alpes
BFC - Bourgogne-Franche-Comté
CIF - Centre-Île-de-France
GE - Grand Est
GO - Grand Ouest
HDF - Hauts-de-France
MMED - Midi-Méditerranée
NAOM - Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer

Pyramide des âges des effectifs permanents à fin décembre 2024



Programme Néonum : le suivi du déploiement des nouveaux outils RH

2024 a été l'année du déploiement et de la montée en compétence progressifs des nouveaux outils du système d'information des ressources humaines, Fœderis (développement RH) et AstreRH (gestion administrative et paie).

L'Inrap a également mis en place à destination des agents qui le souhaitent, une solution de coffre-fort électronique Digiposte afin de leur permettre de recevoir leurs fiches de paie au format dématérialisé et de conserver et gérer, à vie et gratuitement (y compris en cas de changement d'employeur), la totalité de leurs documents en un lieu unique et sécurisé.

Par ailleurs, le parapheur électronique, iXBus, a également été mis en œuvre pour faciliter le traitement des documents administratifs et le suivi de certains processus RH.

Ces outils qui sont en cours d'ajustements techniques sont consolidés au fur et à mesure pour assurer leur pleine appropriation par l'ensemble des agents utilisateurs et optimiser leur intégration dans les processus de gestion des ressources humaines.

Solutré, route de la Roche, levé topographique.
© Antoine Morfaux, Inrap

La gestion financière et comptable

L'année 2024 témoigne d'une forte activité avec des résultats scientifiques, opérationnels, culturels et économiques d'excellents niveaux.

La stratégie financière

L'année 2024, malgré une forte activité, se traduit par un résultat de -14,7 M€, mais avec une augmentation du chiffre d'affaires, qui, sous le double effet volume et prix, progresse de près de 40 % en 5 ans, dont 10 % entre 2023 et 2024. Il dépasse ainsi le niveau atteint en 2014 pour la 4e année consécutive.

> **Le chiffre d'affaires dépasse le niveau atteint en 2014 (année de référence) pour la 4e année consécutive.**

La stratégie immobilière

En 2024, la direction de l'immobilier et de la logistique (DIL) a poursuivi la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI 2024-2028), validé par les autorités compétentes et approuvés lors du conseil d'administration du 15 mars 2024. La stratégie de l'Inrap s'appuie en particulier sur les quatre axes définis par la politique immobilière de l'État, à savoir :

– mieux connaître et valoriser le patrimoine immobilier ;

– rationaliser et optimiser la gestion immobilière ;

– moderniser et améliorer la performance énergétique du parc ;

– professionnaliser la fonction immobilière au sein de l'État.

Dans la continuité des enjeux mis en avant dans le SPSI, la DIL travaille notamment à la maîtrise des coûts, la rationalisation des surfaces, l'adaptation aux nouveaux modes de travail et la mise à niveau technique des locaux, notamment en matière de sécurité et de performance énergétique.

En 2024, une attention particulière a aussi été portée au diagnostic énergétique et à une meilleure connaissance des bâtiments. Douze audits, réalisés *via* la Task Force AGILE mise en place par la direction de l'immobilier de l'État (DIE), ont permis d'identifier des actions à retour sur investissement rapide permettant d'aller vers davantage de sobriété énergétique. Les actions les plus pertinentes ont été intégrées dans le budget 2025.

L'Institut disposait de 48 baux et de 11 conventions en lien avec la mise à disposition de biens immobiliers. Sept renégociations de baux et la prise à bail d'un nouveau site à Eckbolsheim près de Strasbourg ont été réalisés.

Afin de répondre aux besoins des équipes dans les différentes régions, plusieurs projets de relocalisation ou d'agrandissement de centre de recherches archéologiques ont été déployés. L'Inrap a priorisé six projets immobiliers, incluant des recherches de biens et des opérations labellisées RRPIE (Responsable régional de la politique immobilière de l'État).

Des travaux d'extension ont été achevés au centre de recherches de Bourguébus (Calvados), en collaboration avec le bailleur. Des recherches de financement externes ont été mises en œuvre, permettant notamment l'obtention d'un financement à hauteur d'environ 70 000 € de subventions pour réaliser des travaux au centre de recherches de Passy (Yonne). Les dépenses en loyers et charges atteignent plus de 9 M€ HT sur les trois premiers trimestres.

La stratégie achat

L'établissement est doté d'un plan d'action achat et présente tous les ans sa programmation quadriennale au dernier conseil d'administration de l'année et le bilan de sa performance achat au premier conseil d'administration de l'année.

La fonction achat est organisée de manière à :
– contribuer à la réduction des dépenses ;
– concourir à la croissance, à la compétitivité et à l'emploi en favorisant l'accès des PME et très petites entreprises (TPE) aux marchés publics et en réalisant des achats auprès de petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI) innovantes ;
– assurer la promotion de la diversité et de l'égalité ;
– prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux.

La déclinaison de ces objectifs est concrétisée dans le plan d'action achat de 2024 par trois axes de mise en œuvre :
– l'amélioration de la performance économique par la réduction des coûts d'achat ou à minima le maintien des coûts en période inflationniste ;
– la prise en compte du développement durable ;
– la sécurisation juridique des dépenses de l'Institut.

Les marchés notifiés en 2024 ont majoritairement été passés en appel d'offres ouvert (42) ou en procédure adaptée (14). 48 marchés concernaient des marchés de services (soit 59 % des marchés), 23 des marchés de fournitures (29 %) et 10 des marchés de travaux (12 %). Les marchés ont concerné des besoins de cantonnement (18), de communication (11), de photographie (10), d'informatique (13) et de terrassement (9).

Le contexte économique de 2024 est fortement contrasté. En réponse, l'Inrap a poursuivi ses chantiers d'harmonisation des pratiques achat, afin d'identifier les bonnes pratiques, garantir la continuité, renforcer la performance des marchés tant d'un point de vue économique que sociétal ou environnemental.

Ainsi l'amélioration de la performance économique par la réduction des coûts d'achats s'est traduite par la digitalisation des achats *via* le déploiement d'un système d'information achat, la massification du recours aux marchés mutualisés *via* la direction des achats de l'État ou les offres de l'UGAP (centrale d'achat public), et enfin la rationalisation et l'harmonisation des marchés et des besoins.

L'amélioration de la performance sociétale et environnementale s'est traduite par la prise en compte dans la stratégie achat des problématiques liées au développement durable. Ainsi, s'agissant des marchés en 2024 :
– 35,8 % (29 marchés) ont intégré une disposition sociale, sous la forme d'une clause d'insertion par l'activité économique ou d'un dispositif de clause sociale de formation sous statut scolaire ;
– 61,7 % (50 marchés) ont intégré une condition d'exécution environnementale ou un critère d'attribution portant sur la valeur environnementale des offres.

Le contrôle interne

Conformément à l'article 215 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et à l'arrêté du 17 décembre 2015, l'Inrap dispose d'une démarche de contrôle interne mature, documentée et évaluée, animée par l'ordonnateur, représenté par la direction de l'administration et des finances (DAF) avec l'appui de l'agent comptable. L'établissement dispose également d'une charte de contrôle interne. Elle expose l'approche générale des contrôles internes budgétaires, comptables et métier, identifie les acteurs impliqués dans les contrôles internes, leurs rôles respectifs et le cadre de référence qui fixe les modalités d'organisation des travaux de contrôle interne comptable et budgétaire.

Pour fédérer l'ensemble des acteurs autour des objectifs de contrôle interne, une comitologie avec l'ensemble des représentants de l'établissement en charge d'identifier, suivre, optimiser et définir les outils, plans d'action et plans de contrôle a été déployée.

Les outils de pilotage que sont, notamment, la cartographie des risques et le plan d'action sont présentés tous les ans au conseil d'administration.

En 2021, le contrôle général économique et financier (CGefi) qui intervient dans le cadre des décrets n° 2005-436 du 9 mai 2005, et n° 2017-510 du 7 avril 2017 et des arrêtés d'application correspondants, ainsi que dans le cadre du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, a évalué la mise en œuvre effective du contrôle interne budgétaire et du contrôle interne comptable. La mission d'audit a permis de constater le niveau élevé du dispositif de contrôle interne atteint par l'Inrap, la qualité du cadre général dans lequel il se déploie, le soin mis à la cartographie des processus et des risques et au suivi des actions correctrices. L'ensemble donne une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de l'Inrap dans le contrôle des processus audités.

En parallèle et de manière à assurer la meilleure transparence externe et interne, les dispositifs d'encadrement et de contrôle interne des dépenses des dirigeants, conformément à l'instruction pour la maîtrise et la transparence des dépenses des dirigeants, ont été présentés au conseil d'administration dans sa séance du 6 juillet 2021. Ils visent à encadrer et recenser l'ensemble des règles et procédures internes relatives aux moyens mises à disposition des dirigeants. Un bilan des dispositifs de contrôle interne des dépenses de fonctionnement et leur application aux dirigeants est présenté au conseil d'administration, pour information tous les ans.

L'Inrap en chiffres

Les produits 2024 s'élèvent à 200 M€ (contre 191,2 M€ en 2023) et les charges à 215 M€ (contre 192,9 M€ en 2023). Après intégration du crédit d'impôt recherche, le résultat de l'exercice s'élève à -14,89 M€ contre -1,7 M€ en 2023.

L'activité de fouilles exprimée en journées de travail se clôture sur un niveau d'activité de 153 429 journées, en hausse de près de 7 700 journées par rapport à l'exécuté 2023. Le niveau des recettes associé atteint 93,6 M€ en 2024 contre 85 M€ en 2023, sous le double effet volume et prix. Ainsi, le ratio moyen de recettes par journée de travail a atteint 610 € en 2024 versus 584 € en 2023. Il a donc augmenté de 4,5 % en un an et de près de 19 % en 5 ans.

Parallèlement les dépenses globales sont en hausse de 22 M€ par rapport à 2023. Le montant 2024 des frais de personnel est de 131,1 M€ pour un exécuté 2023 de 122,7 M€. Les moyens opérationnels de l'établissement ont augmenté de plus de 50 ETPT par rapport à 2023 principalement sous l'effet du renforcement des moyens CDI dans le cadre de la poursuite du plan de recrutement de grande envergure mené afin de faire face à l'enjeu majeur de renouvellement des générations et des compétences. Le taux de CDI par rapport aux CDD reste très favorable à l'emploi pérenne, il s'élève à 85,8 % contre 86,4 % l'an passé, à mettre en parallèle de la forte hausse d'activité.
Les investissements réalisés en 2024 représentent 4,5 M€.
L'exercice 2024 se clôt sur un prélèvement du fonds de roulement de 3,2 M€ et porte le fonds de roulement à fin 2024 à 138,2 M€.
Le solde trésorerie à fin 2024 s'élève à 70 M€ pour un solde à fin 2022 de 77,8 M€.

Résultat

En milliers d'€	Exécution 2022	Exécution 2023	Exécution 2024	Écart	Variation en %
Recettes	187 808	191 164	200 071	+8 908	+4,7 %
Dépenses	181 160	192 877	214 957	+22 081	+11,4 %
Résultats de l'exercice	6 648	-1 713	-14 886	-13 173	+768,9 %
Investissement	3 331	2 557	4 483	-1 926	+75,3 %

Le budget du Fonds national pour l'archéologie préventive (Fnap)

L'Inrap gère le budget du Fnap pour le compte du ministère de la Culture. En 2024, le montant des recettes est de 29,55 M€ au titre d'une subvention de fonctionnement du ministère de la Culture. Le montant total des dépenses s'élève à 37,98 M€. Le fonds de roulement à fin 2024 est porté à 4,23 M€, à l'identique du solde de trésorerie.

Bilan

ACTIF 2024	
ACTIF IMMOBILISÉ NET	**9,15**
Immobilisations incorporelles	1,27
Immobilisations corporelles	7,28
Immobilisations en cours	0,00
Immobilisations financières	0,60
ACTIF CIRCULANT NET	**127,5**
Créances sur entités publiques	37,73
Créances clients et comptes rattachés	87,62
Autres créances	1,22
Avances et acomptes versés	0,36
Charges constatées d'avance	0,57
TRÉSORERIE	**74,20**
Disponibilités	74,20
TOTAL	**210,84**

PASSIF 2024	
FONDS PROPRES	**90,55**
Financements reçus	50,75
Report à nouveau	54,69
Résultat de l'exercice	-14,89
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**54,24**
Provision pour risque	38,91
Provision pour charges	15,33
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
DETTES NON FINANCIÈRES	**61,82**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12,04
Dettes fiscales et sociales	19,98
Avances et acomptes versés	1,35
Autres dettes	0,33
Produits constatés d'avance	28,12
COMPTE DE LIAISON AVEC LE FNAP	**4,23**
TOTAL	**210,84**

La direction de l'immobilier et de la logistique (DIL)

La DIL, créée en octobre 2023 avec l'arrivée de son directeur, est aujourd'hui composée de cinq agents et d'une apprentie, répartis en deux services.

Le service immobilier a la charge de l'ensemble des aspects administratifs et fonctionnels des implantations de l'Inrap. Il œuvre aux recherches des biens, à la gestion et au renouvellement des baux ainsi qu'au suivi des relations avec les bailleurs et les prestataires tout au long de la vie des baux. Il suit l'ensemble des démarches avec les partenaires et les différents services de l'État et des ministères de tutelle sur les sujets immobiliers. Toutes ses missions s'inscrivent également dans une recherche permanente d'amélioration des conditions de travail des agents et de sobriété énergétique.

Le service des affaires générales et de la logistique couvre plusieurs thématiques telles que la gestion de la flotte de véhicules motorisés, les archives administratives ainsi que les affaires générales du siège. Il a également la charge du pilotage national des actions de maintenance, d'entretien et de conformité réglementaire des implantations, en lien étroit avec la direction et les services des affaires générales et immobilières en région.

Annexes +

Composition du conseil d'administration

au 31 décembre 2024

Président

Dominique Garcia

Autres membres siégeant avec voix délibérative

7 représentants de l'État

Le secrétaire général du ministère chargé de la Culture, Luc Allaire ou son représentant

Le directeur général des patrimoines, Jean-François Hébert ou son représentant

Le directeur général pour la Recherche et l'Innovation au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, ou son représentant

Le directeur général pour l'Enseignement supérieur et l'Insertion professionnelle au ministère chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Olivier Ginez ou sa représentante

La directrice du Budget, Mélanie Joder ou sa représentante

Le directeur général de l'Aménagement, du Logement et de la Nature, Philippe Mazenc ou son représentant

Une conservatrice régionale de l'archéologie, Isabelle Bolard-Raineau, conservateur régional de l'Archéologie à la Drac Pays de la Loire

2 représentants des organismes de recherche et d'enseignement supérieur

Le directeur général du Centre national de la recherche scientifique, Antoine Petit, président-directeur général du CNRS ou son représentant

Le président de France Universités, Guillaume Gellé ou son représentant

2 représentants de collectivités territoriales

Titulaires

Brigitte Foure, maire d'Amiens, vice-présidente du conseil régional des Hauts-de-France

Sébastien Eugène, maire de Château-Thierry, conseiller départemental de l'Aisne

Suppléantes

Blandine Claessens, 1re adjointe au maire de Saint-Brieuc

Aurélie Gros, maire de Le Coudray-Montceaux

2 représentants des personnes publiques et privées concernées par l'archéologie préventive

Titulaires

Sylvie Berhault, membre de l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (Unicem), directrice générale granulats du Groupe Heidelberg Materials

Julien Plantier, administrateur de la Fédération des Entreprises publiques locales (EPL) et président de la SPL AGATE

Suppléantes

Christelle Emonet, vice-présidente de la chambre régionale d'Ile-de-France de l'Union nationale des aménageurs (UNAM)

Mireille Vernerey, présidente du directoire de l'Office Général de l'Immobilier et Construction (OGIC), membre de la Fédération des promoteurs immobiliers (FPI)

4 membres élus par et parmi les personnels de l'Inrap

Titulaires

Séverine Hurard (CGT)
Jean Collinet (CGT)
Sylvie Serre (Snac FSU)
Frédéric Boumier (SUD)

Suppléants

Virginie Decoupigny (CGT)
Stéphane Alix (CGT)
Jean-Pierre Oum-Oum (SNAC FSU)
Carole Daroque (SUD)

4 personnalités qualifiées dans le domaine de l'archéologie

Personnalités désignées par le ministère chargé de la Culture

Laure Barthet, conservateur du Patrimoine, directrice du Musée Saint-Raymond à Toulouse

Daniel Roger, conservateur général du patrimoine, adjoint à la directrice du Musée d'archéologie nationale – Domaine national de Saint-Germain-en-Laye (MAN), responsable des collections

Personnalités désignées par le ministère chargé de la Recherche

Estelle Herrscher, chercheur au CNRS, directrice de l'UMR 7269 (Lampéa)

Ricardo Gonzalez Villaescusa, professeur d'archéologie de la Gaule et du nord-ouest européen à l'université de Paris Nanterre

Membres assistant au conseil d'administration avec voix consultative

Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap

Marc Bouiron, directeur scientifique et technique de l'Inrap

Christophe Auguste, agent comptable de l'Inrap

Bernard Geoffroy, chef du département du contrôle budgétaire au service de contrôle budgétaire et comptable ministériel du ministère de la Culture

Composition du conseil scientifique

au 31 décembre 2024

Dominique Garcia, président de l'Inrap, président du conseil scientifique

Anne Lehoërff, vice-présidente du Conseil national de la recherche archéologique, membre siégeant avec voix délibérative

4 personnes choisies en raison de leurs compétences dans le domaine de l'archéologie préventive

Personnes désignées par le ministre chargé de la Culture
Titulaires

François Fichet de Clairfontaine,

Frédérique Fromentin

Suppléants

Christophe Pellecuer

Élise Nectoux

Personnes désignées par le ministre chargé de la Recherche
Titulaires

Martine Joly

Olivier Lemercier

Suppléants

Stephan Fichtl

Élisa Nicoud

7 personnes élues au sein de quatre catégories de personnels exerçant des fonctions scientifiques dans le domaine de l'archéologie

Enseignement supérieur
Titulaires

Sandrine Agusta-Boularot

Jean-Pierre Bracco

Suppléants

Martial Monteil

Elisabeth Lorans

Établissement de recherche
Titulaires

Yannick Miras

Claude Raynaud

Suppléantes

Claire Delon

Laure Nuninger

Ministère de la Culture
Titulaires

Luc Francois dit Miret

Benoît Ode

Suppléantes

Marie-Héléne Thiault

Rolande Simon-Millot

Collectivités territoriales
Titulaire

Sébastien Ziegler

Suppléante

Sophie François

5 membres élus par et parmi les agents de l'Inrap appartenant à la filière scientifique et technique

A (catégories 1-2)
Titulaire

Luc Sanson

Suppléante

Stéphanie Morel-Lecornué

B (catégorie 3)
Titulaire

Bérangère Fort

Suppléante

Élise Séhier

C (catégories 4-5)
Titulaires

Sophie Martin,

Théophane Nicolas,

Stéphane Venault

Suppléantes

Manon Cabanis,
Lamys Hachem,
Catherine Rigeade

Membres assistant au conseil scientifique avec voix consultative

Daniel Guérin, directeur général délégué de l'Inrap

Marc Bouiron, directeur scientifique et technique de l'Inrap et toute personne dont la présence est jugée utile par le président.

Travaux et délibérations du conseil d'administration et du conseil scientifique en 2024

Conseil d'administration

Lors des séances des 15 mars, 4 juillet et 27 novembre 2024, les délibérations, présentations et discussions menées au sein du conseil d'administration ont porté sur les points listés ci-après.

Délibérations

Compte financier 2023 de l'Inrap

Compte financier 2023 du budget annexe Fnap

Budget rectificatif n° 1 de l'Inrap pour 2024

Budget rectificatif n° 2 de l'Inrap pour 2024

Budget rectificatif n° 1 du Fnap pour 2024

Budget initial de l'Inrap pour 2025

Budget initial du Fnap pour 2025

Dispositif de contrôles internes budgétaire et comptable : cartographie des risques et plan d'action

Bilan 2023 et programmation 2024 des projets de recherche scientifique

Rapport annuel 2023 afférent au Contrat d'objectifs et de performance (COP) 2019-2024

Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) 2019-2024 : dispositif de rétribution de l'effort collectif

Rapport d'activité 2023

Renouvellement de la convention triennale entre l'Association des Activités Sportives Culturelles et Sociales des Personnels de l'Inrap (ASCS) pour la période 2025-2027

Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) 2024-2028

Comptabilisation et durée d'amortissement des immobilisations

Attributions des chèques cadeaux pour le Noël des enfants des agents de l'Inrap

Avenant marché « Tickets restaurant »

Marché « Voyages »

Points informatifs

Plan d'action achats quadriennal 2025-2028

Point d'avancement de la stratégie numérique 2020-2024

Stratégie numérique des politiques culturelles 2025-2027

Bilan de la performance achat 2023 et liste des contrats et marchés publics conclus en 2023

Bilan 2023 des partenariats et mécénats, dons et legs

Maîtrise et transparence des dépenses des dirigeants : bilan annuel des dispositifs de contrôle interne des dépenses des dirigeants

Maîtrise et transparence des dépenses des dirigeants : actualisation du Document Unique de Cadrage (DUC) des moyens affectés aux dirigeants

Protocole transactionnel Inrap / Guintoli

Protocole transactionnel Inrap / SITOM

Suivi des procédures en justice pendantes et Délégations de signature accordées par l'ordonnateur

Conseil scientifique

Lors des séances des 25 janvier, 26 mars, 18 juin, 17 septembre, 28 et 29 novembre, les délibérations, présentations et discussions menées au sein du conseil scientifique ont porté sur les points listés ci-après.

Expertises et délibérations

Examen des demandes de projets personnels de recherche (PPR) : 18 dossiers

Demandes de PAS : examen par 4 commissions de 117 dossiers
- Paléolithique et Néolithique : 22 dossiers ;
- Âges des Métaux : 14 dossiers ;
- Antiquité et Haut Moyen Âge : 34 dossiers ;
- Moyen Âge, Époques moderne et contemporaine : 21 dossiers ;
- Généralistes : 16 dossiers.

Points soumis au vote

- Plan de recrutement et nominations au choix 2023 pour prise de fonction en 2024
- Approbation des comptes rendus des conseils scientifiques des 23-24 novembre 2023, 25 janvier 2024, 26 mars 2024, 18 juin 2024, 17 septembre 2024
- Recrutements des DAST Languedoc-Roussillon Ouest, DAST Antilles, DAST Tours, DDAST La Courneuve, DDAST Pantin, DDAST de Tours, documentaliste Grand Est et documentaliste Hauts-de-France
- Programmation des actions scientifiques et techniques de la DST (2025-2028)
- Demandes d'éméritat : 7 dossiers

Organisation interne

- Nouveau dispositif de tutelle secondaire en UMR et examen des demandes d'accueil
- Nouvel accord cadre Inrap/CNRS : dispositif et procédures, pour information
- Note de procédure pour les demandes d'éméritat
- Budget 2024
- Plans de recrutement 2023 et 2024
- Plan de recrutement complémentaire 2024
- Création de la sous-direction à l'international à la DST
- Recrutement d'un nouveau chargé de la coordination de l'activité opérationnelle à la DST
- Recrutement du chargé de mission « Soutien et développement de l'activité opérationnelle et de la relation aménageur » en Midi-Méditerranée

Activités scientifiques et techniques

- Bilan des activités de recherche 2023 intégrant les contributions des membres du CS concernant l'apport de ces activités aux axes de la PNRA
- Bilan 2023 et programme 2024 des actions scientifiques et techniques de la DST
- Révision du vivier des agents Inrap en vue de leur nomination au CNRA et aux CTRA
- Actualité sur l'activité recherche 2024 (PAS, subventions accordées) et état des dossiers PAS déposés pour 2025
- Formations internes pilotées par les agents de la DST
- Géophysique et télédétection à l'Inrap : activité opérationnelle et R&D
- Perspectives en archéologie souterraine : retour sur le workshop d'Ensérune
- Le projet ARCHES - Étude, composition et processus pour une édition structurée des rapports d'opérations archéologiques préventives
- Projet R&D « La nécropole numérique », pour information
- ARC « *Durocortorum* : organisation, évolution et restitution de la trame urbaine »
- Bilan des commissions PAS 2025

Publications

- Recherches archéologiques 27 : *Changis-sur-Marne « Les Pétreaux ». Formation et évolution d'un finage de l'âge du Bronze en bord de Marne*, sous la direction de Françoise Lafage†
- En préparation pour juin 2025 : *L'âge du Bronze en France (2500 à 800 avant notre ère), vol. 1 synthèses régionales ; vol. 2 : approches thématiques*, sous la direction de Cyril Marcigny et Claude Mordant.

Colloques, séminaire, table ronde

- Workshop organisé par l'Inrap et le Centre des Monuments nationaux, les 19-20 septembre 2024 à l'*oppidum* d'Ensérune : *Nouvelles approches méthodologiques en archéologie souterraine : De la détection à la fouille et du relevé à la restitution*
- Journée d'étude organisée par l'Inrap et AOrOc : *Athlètes et Héros. Le culte ou la valorisation de l'exploit physique dans l'Antiquité et ses expressions en Gaule : des mots, des images, des monuments*, le 26 novembre 2024 à l'ENS (Paris 5)
- 8e séminaire scientifique et technique *Datations « absolues » en archéologie*, les 3 et 4 décembre 2024, en partenariat avec le LMC14, à Orsay (Institut Pascal)

Activités culturelles et de valorisation

- Journées européennes de l'archéologie (JEA) 2024
- Saisons culturelles et scientifiques 2024 « Archéologie et sport » et 2025 sur l'âge du Bronze
- Évènement au château de Fontainebleau à l'occasion de la sortie du nouveau Recherches Archéologiques sur le Jeu de Paume (direction Jean-Yves Dufour), 3 octobre 2024
- Journées européennes du patrimoine (JEP), du 20 au 22 septembre 2024
- Première participation de l'Inrap au Festival international de géographie, à Saint-Dié, du 4 au 6 octobre 2024
- Participation aux Rendez-vous de l'histoire de Blois, du 10 au 13 octobre 2024
- Rencontres archéologiques de la Narbonnaise, du 16 au 20 octobre 2024
- Exposition du MAN *« L'âge du Bronze en France et Europe (2033 – 800 avant J.-C.). Les maîtres du Feu »*, qui se tiendra de juin 2025 à mars 2026

Fonctionnement CS

Calendrier CS 2025

Abréviations utilisées

CNRA : Conseil national de la recherche archéologique

DST : Direction scientifique et technique

DAST : directeur adjoint scientifique et technique

DDAST : délégué au directeur adjoint scientifique et technique

PAS : Projets d'activité scientifique

Organigramme au 1er juillet 2025

Dominique Garcia
président

Christophe Auguste
agent comptable

Daniel Guérin
directeur général délégué

Édouard Thiéblemont
secrétaire général

Marc Bouiron
directeur scientifique et technique

Sophie Féret
adjointe

Richard Cottiaux
adjoint

Kaï Salas Rossenbach
adjoint

Eddie Aït
délégué aux relations institutionnelles, au mécénat

Vanessa Letellier
ingénieure sécurité-prévention

Amandine Devernoix de Bonnefon de Lavialle
médecin

Thérésia Duvernay
directrice du développement culturel et de la communication

Laure Bromberger
adjointe

Corinne Curti
directrice de l'administration et des finances

Kamelia Achache
adjointe

Nathalie Bricnet
directrice des ressources humaines

Audrey Giorgetti
adjointe

Patrick Menu
adjoint

Marc Cohen
directeur des systèmes d'information

Sébastien Bourgeaux
directeur de l'immobilier et de la logistique

Philippe Julhes
directeur régional Auvergne-Rhône-Alpes

- **Sonia Blond-Butlen** — secrétaire générale
- **Sébastien Gaime** — DAST
- **David Pelletier** — DAST
- **Magali Rolland** — DAST

Laurent Vaxelaire
directeur régional Bourgogne-Franche-Comté

- **Ludovic Simon** — secrétaire général
- **Nicolas Tisserand** — DAST

Sébastien Hennick
directeur interrégional Centre-Île-de-France

- **Pierre Vallat** — secrétaire général, délégué scientifique
- **Luc Bernard** — secrétaire général adjoint
- **Thibaud Guiot** — DAST
- **Diane Casadei** — DAST
- **Catherine Marcille** — DAST
- **Pierre Dutreuil** — DAST
- **Séverine Chaudriller** — DAST

Claude Gitta
directeur régional Grand Est

- **NN** — secrétaire général
- **Agnès Balmelle** — DAST
- **Eric Boës** — DAST
- **Ivan Ferraresso** — DAST
- **Stéphane Sindonino** — DAST

Jean-Baptiste Rible
directeur interrégional Grand Ouest

- **Arnaud Dumas** — secrétaire général
- **Michel Baillieu** — DAST
- **Denis Fillon** — DAST
- **Sylvain Mazet** — DAST
- **Cyril Marcigny** — DAST

Pascal Depaepe
directeur régional Hauts-de-France

- **Sandrine L'Aminot** — secrétaire générale
- **Richard Rougier** — DAST
- **Laurent Sauvage** — DAST

Catherine Utrera
directrice interrégionale Midi-Méditerranée

- **Céline Bywalec** — secrétaire générale
- **Philippe Cayn** — DAST
- **Edith Rivoire** — DAST
- **Hervé Petitot** — DAST
- **Marc Jarry** — DAST
- **Amaury Masquilier** — DAST

Corinne Dampierre
directrice interrégionale Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer

- **Béatrice Caravaca** — secrétaire générale
- **Christophe Requi** — DAST
- **Mathieu Roudier** — DAST
- **Vincent Lhomme** — DAST
- **Anne Richier** — DAST
- **Martijn van den Bel** — DAST
- **Thierry Cornec** — DAST

*DAST : directeur adjoint scientifique et technique

Inrap

Institut national de recherches archéologiques préventives

121 rue d'Alésia
CS 20007
75685 Paris cedex 14
tél. 01 40 08 80 00
inrap.fr

Directions régionales et interrégionales

Auvergne-Rhône-Alpes

12 rue Louis Maggiorini
69675 Bron cedex
tél. 04 72 12 90 00

Bourgogne Franche-Comté

Bâtiment Équinoxe
5 rue Fernand-Holweck
21000 Dijon
tél. 03 80 60 84 10

Centre-Île-de-France

41 rue Delizy
93692 Pantin cedex
tél. 01 41 83 75 30

Grand Est

12 rue de Méric CS 80005
57063 Metz cedex 2
tél. 03 87 16 41 50

Grand Ouest

37 rue du Bignon CS 67737
35577 Cesson-Sévigné cedex
tél. 02 23 36 00 40

Hauts-de-France

32 avenue de l'Étoile du Sud
80440 Glisy
tél. 03 22 33 50 30

Midi-Méditerranée

561 rue Étienne-Lenoir, Km delta
30900 Nîmes
tél. 04 66 36 04 07

Nouvelle-Aquitaine et Outre-mer

140 avenue du Maréchal-Leclerc
CS 50036
33323 Bègles cedex
tél. 05 57 59 20 90

Direction du développement culturel et de la communication

Coordination édioriale

Théresia Duvernay
Laure Bromberger
Bénédicte Hénon-Raoul

Rédaction des textes et des interviews pour « Nous fouillons, c'est votre histoire »

Isabelle Chassaing

Secrétariat d'édition

Bénédicte Hénon-Raoul

Impression

Imprimerie Art et Caractère

Conception graphique et réalisation

Opixido

© Inrap juillet 2025

ISSN : 1960-7288

L'Institut national de recherches archéologiques préventives remercie ses mécènes pour leur soutien en 2024

F828
Recherches
archéologiques

Photographies

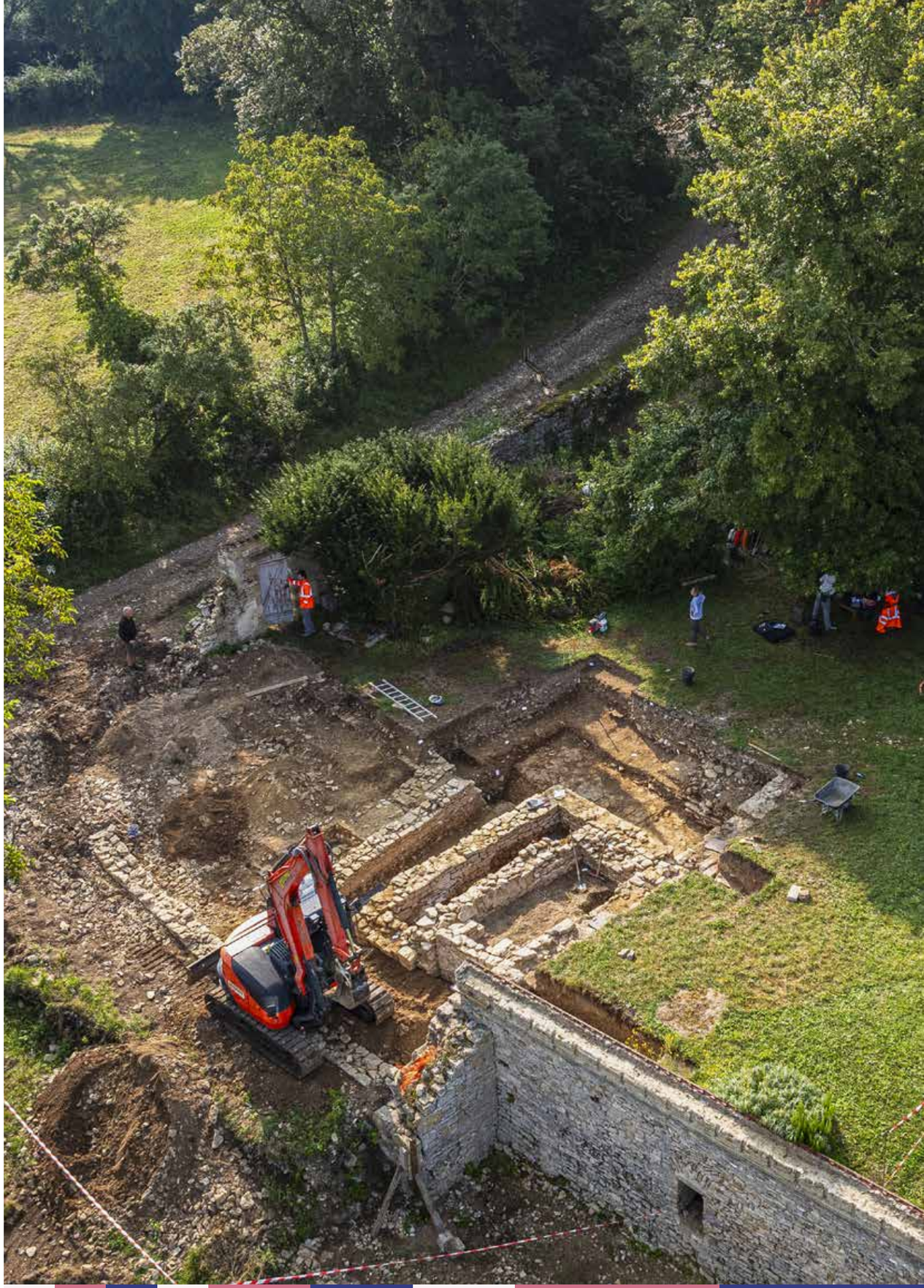
1re de couverture :
Fouille de Villedieu-sur-Indre
© Mathilde Noël, Inrap

2e de couverture : Prélèvement des ossements d'une sépulture lors de la fouille du parvis de la cathédrale d'Angers
© Emmanuelle Collado, Inrap

3e de couverture :
Fouille de l'abbaye de Vézelay
© Christophe Fouquin, Inrap

Avant-propos :
© Jean-Louis Bellurget, Inrap

Introduction :
© Mathieu Delmestre, Inra.

Double-page précédente :
Fouille de Villedieu-sur-Indre
© Hamid Azmoun, Inrap

121